

PRÉSIDENTE

**Le Président Tebboune préside aujourd'hui un Conseil des ministres**

P. 24

PROJET DE RÉVISION DU CODE ÉLECTORAL

**Le Président Tebboune installe la Commission nationale**

P. 24

JUSTICE - AFFAIRE ALI HADDAD

**Information judiciaire sur le transfert de 10 millions de dollars**

P. 24

EN PROTÉGÉANT LES CADRES GESTIONNAIRES CONTRE LES LETTRES ANONYMES

## Tebboune retire une épée de Damoclès

Comme promis lors de sa précédente intervention publique, à la réunion du gouvernement avec les walis, le président Tebboune a transmis une instruction aux services concernés de l'Etat pour ne plus considérer les lettres anonymes dans leurs enquêtes sur le suivi des actes des gestionnaires publics. L'Etat ayant suffisamment de moyens pour de telles investigations, le président de la République a considéré qu'il était temps de laisser les gestionnaires accomplir leurs missions, avec les marges d'erreur et de mauvaise appréciation dues à ce genre de responsabilité, sans leur faire courir les risques de dénonciations anonymes, le plus souvent calomnieuses et infondées.

P. 3

DKnews



INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DE STRATÉGIE

**M. Abdelaziz Medjahed nouveau directeur général**

P. 4

CHAÎNES DE TÉLÉVISION PRIVÉES

**Belhimer : "prioriser la régularisation de la situation"**

P. 5

BAC 2020

**Portes ouvertes pour les inscriptions universitaires**

P. 3

SANTÉ

MORT INATTENDUE DU NOURRISSON

**Une anomalie du cerveau dans 40% des cas**

P.p 12-13

FOOTBALL

CLASSEMENT FIFA  
**L'Algérie se maintient à la 35<sup>e</sup> place**

P. 21



ABDELMADJID MERDACI

**Constantine dans son cœur et l'Algérie chevillée au corps**

P. 16

ANP

**M. Chanegriha installe officiellement le Général-Major Hadj Laaroussi Djamel dans ses fonctions de Commandant de la 2<sup>ème</sup> Région militaire**

P. 24

## OUUM EL BOUAGHI

### Saisie de 29 quintaux de cuivre jaune à Ain Kercha



Les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire de la Daira de Ain Kercha (Oum El Bouaghi) a saisi 29 quintaux de cuivre jaune, indique vendredi la cellule de communication et des relations publiques de Sûreté de wilaya.

L'opération a été menée après exploitation d'informations indiquant qu'un véhicule était chargé de cuivre jaune, lequel a été contrôlé et les deux individus à bord arrêtés, outre la saisie de 29 quintaux de cuivre jaune.

Après constitution d'un dossier pénal, les deux mis en cause ont été déferés devant les autorités judiciaires compétentes, précise la même source.

## ALGER

### Vol de matériel informatique d'un établissement scolaire: trois individus arrêtés

Les services de la Sûreté d'Alger ont arrêté récemment trois (03) individus impliqués dans une affaire de vol de matériel informatique dans un établissement scolaire à Alger, a indiqué un communiqué de la Sûreté nationale.

L'affaire a été traitée par les services de la troisième sûreté urbaine "Krim Belkacem" relevant de la circonscription de Sidi M'hamed, suite à une plainte déposée par la directrice de l'établissement faisant état du vol de matériel informatique.

Les investigations ont mené à l'identification et à l'arrestation de suspects et à la récupération du matériel objet de vol, a ajouté le communiqué.

Après parachèvement des procédures juridiques, les mis en cause ont été déferés devant le procureur de la République territorialement compétent.

## TIZI-OUZOU

### 2 oléiculteurs locaux primés au concours national Djaffar Aloum

Deux oléiculteurs de Tizi-Ouzou ont été primés pour la qualité de leur produit lors de la 2ème édition du concours national Djaffar Aloum de la meilleure huile d'olive vierge extra, a-t-on indiqué vendredi à la chambre d'agriculture de la wilaya (CAW).



Il s'agit de Fayçal Amazit d'Ifigha et Mahfoud Sahmoune de Djamaa N'Saridj, respectivement primés des médailles d'or et de bronze dans la catégorie fruité vert intense, lors de ce concours organisé par le Conseil national interprofessionnel de la filière oléicole (CNIFO).

Quelque 22 concurrents de 15 wilayas du pays ont pris part à cette compétition, encadrée par des goûteurs de l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne, dont les prix seront remis lors d'une cérémonie le 26 novembre prochain à l'occasion de la journée mondiale de l'olivier.

Pour rappel, M. Amazit, membre de la coopérative Achvaïli N'ath Ghovri, a été également lauréat en mai dernier du prix "Gourmet" au 18ème concours international des huiles du monde organisé à Paris (France) par l'Agence de valorisation des produits agricoles (APVA).

## ALGÉRIE-TÉLÉCOM - ANNABA

### Lancement de l'installation de 11 stations 4G LTE pour couvrir les zones d'ombre de 7 communes



Les travaux d'installation de 11 stations LTE (Long Term Evolution) de la 4ème génération (4G) d'internet ont été lancés en perspective de couvrir les zones d'ombre de sept (7) communes de la wilaya d'Annaba par les services de la téléphonie fixe et d'internet à haut débit, apprend-on jeudi auprès de la cellule de communication de la direction opération d'Algérie Telecom (DOTAT).

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme d'amélioration de la couverture par la technologie de la 4G LTE et le désenclavement des zones éloignées en sus de l'amélioration du cadre de vie des citoyens de ces localités, a expliqué la même source.

Ce programme permettra de raccorder 7.000 nouveaux abonnés au réseau de la 4G dans les groupements d'habitat et les zones rurales éloignées situées dans les communes de Chorfa, Eulma, Treat, Berrahal, El Bouni et Seraïdi, a-t-on souligné.

Dans le cadre de ce projet, environ 104 km de câbles de la fibre optique ont été déployés en vue de faire parvenir cette technologie aux stations LTE de la quatrième génération d'internet implantées dans ces localités, a-t-on ajouté, précisant que la société d'Algérie Télécom veillera à la qualité dans l'exécution des travaux et au respect des délais fixés. Les zones d'ombre qui bénéficieront dans le cadre de cette opération sont El-Azla, Bouzizi, Chaouali Belkacem, Koudiat Merah, Ain Gouta, Gherbi Aïssa, Salmoun El-Hachemi, Setiha, El-Hassehassia et Issa Aimrat, a-t-on noté.

Ce projet sera livré "à la fin de l'année en cours", alors que l'opération d'acquisition de lignes téléphoniques et d'internet sera entamée "au début de l'année prochaine", a-t-on signalé.

## SAÏDA

### Une clinique mobile au profit des populations des zones d'ombre



La direction de la santé et de la population de la wilaya de Saïda a procédé, en début de semaine en cours, au lancement d'une "clinique mobile" pour rapprocher les services de santé des populations des zones d'ombre, a-t-on appris jeudi du directeur de cette instance Benamara Mohamed.

Cette unité de santé itinérante, a indiqué à l'APS M. Benamara, sera opérationnelle à partir de la semaine prochaine dans la commune de Hassasna, et sillonnera "prochainement" l'ensemble des zones d'ombre des régions isolées et enclavées pour effectuer des consultations aux populations éloignées réparties à travers les communes de la wilaya.

La direction de la santé et de la population a consacré pour cette opération les moyens matériels nécessaires, dont des ambulances médicalisées, et mobilisé une équipe médicale et paramédicale, a-t-on indiqué, précisant que le secteur de la santé s'est doté, la semaine dernière, de trois médicalisées.

## MOSTAGANEM

### Mise en échec de plusieurs tentatives d'émigration clandestine et arrestation de 21 personnes



Les services de la Gendarmerie nationale de Mostaganem ont déjoué durant les dernières 48 heures plusieurs tentatives d'émigration clandestine en mer et arrêté 21 personnes, a-t-on appris jeudi auprès de ce corps sécuritaire.

Cette opération, qui intervient suite aux rondes effectuées par divers brigades de la gendarmerie nationale au niveau des communes côtières de la wilaya de Mostaganem, a permis l'arrestation de 21 personnes, âgées entre 17 et 35 ans, originaires de plusieurs wilayas du pays, a-t-on indiqué.

Lors de cette opération, il a été procédé à la saisie d'un bateau de plaisance prêt à la traversée clandestine avec des réserves de 18 jerricans de 30 litres de mazout et 20 gilets de sauvetage, de même qu'une somme en devises estimée à 980 euros et en monnaie nationale de 29.500 DA.

Une fois l'enquête terminée, les personnes arrêtées seront remises aux instances judiciaires compétentes territorialement pour le chef d'inculpation de "tentative de quitter le territoire national illégalement", a-t-on indiqué de même source.

## MOSTAGANEM

### 5 personnes secourues et 4 corps sans vie repêchés en mer (garde-côtes)



L'unité territoriale des garde-côtes a secouru, jeudi, 5 personnes et à repêcher 4 corps sans vie suite au renversement d'une embarcation à son bord des candidats à l'émigration clandestine aux limites des côtes-est de la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris auprès de cette instance.

Les unités de plongées des garde-côtes ont secouru, tôt la matinée du jeudi, 5 candidats à l'émigration clandestine dont la barque a chaviré à 3 miles (5,5 kilomètres), au nord de Ouled Ghalem, commune balnéaire située à 90 kilomètres à l'Est de Mostaganem, a-t-on indiqué.

Les unités des garde-côtes, qui ont repêché 4 corps sans vie de personnes qui se trouvaient à bord de la même barque de fabrication artisanale, poursuivent les recherches en mer pour retrouver d'autres personnes faisant partie du groupe, selon la même source qui reprend les déclarations de certains candidats à l'émigration clandestine parmi les personnes secourues.

Selon la même source, les 5 personnes secourues ont été reconduites au port de Mostaganem pour les formalités d'usage en pareille circonstance, tandis que les corps sans vie ont été transférés à la morgue de l'établissement hospitalier "Ernesto Che Guevara" de Mostaganem.



## PRÉSIDENTE

# Lettres anonymes : le Président Tebboune adresse une instruction aux membres du gouvernement et aux responsables des corps de sécurité

La présidence de la République a rendu public vendredi un communiqué concernant les lettres de dénonciation anonymes, dont voici le teneur :

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait annoncé, dans son allocution d'ouverture prononcée lors de la deuxième rencontre Gouvernement-walis de cette année, tenue les 12 et 13 août dernier, de ne plus tenir compte des lettres anonymes dans les poursuites judiciaires.

Une semaine après cette rencontre, le président de la République a adressé une instruction aux membres du Gouvernement et aux responsables des corps de sécurité, dont voici le texte intégral :

Des rapports parvenus à la présidence de la République font ressortir que certains cadres de l'Etat et responsables à différents niveaux ont fait l'objet de poursuites judiciaires, sur la base de simples lettres anonymes adressées aux différents services de sécurité et institutions de l'Etat. Nombre de cadres ont ainsi été privés de liberté sur la base de ces lettres qui, le plus souvent, se sont avérées dénuées de tout fondement.

Outre l'injustice subie par ces derniers-sus-cités, cet état de fait a entraîné une paralysie de l'activité des administrations et des entre-

prises publiques, à cause de la crainte, la peur et l'angoisse d'être poursuivi sur la base d'une simple lettre anonyme. Alimenté par la rumeur, un climat de crainte et de suspicion s'est installé auprès d'autres responsables qui, par crainte d'éventuelles poursuites judiciaires, se limitent à un minimum d'obligations et ne développent aucun esprit d'entreprise. C'est ainsi que le traitement d'importants dossiers, revêtant parfois un caractère d'urgence, est renvoyé à des dates ultérieures, causant ainsi de graves préjudices au fonctionnement de ces institutions. Il est de ce fait impératif de différencier les fautes de gestion dues à une erreur d'appréciation des actes volontaires qui ne profitent qu'à leurs auteurs ou à des tiers malintentionnés. Pour ce faire, l'administration judiciaire dispose de tous les moyens légaux pour mener des investigations en la matière.

Si la lutte contre la corruption est irréversible et nécessaire, elle ne doit, en aucun cas, prendre la forme d'une campagne de déstabilisation des outils de réalisation et de concrétisation des missions de l'Etat et de ses différentes structures



d'exécution. Ce climat malsain est naturellement alimenté par des rumeurs souvent distillées par les tenants de l'argent sale, des corruptus, ceux qui veulent à tout prix déstabiliser l'Etat et ses structures pour échapper à leur sort inéluctable.

De ce fait, il est impératif, dès la réception de cette circulaire, de faire la différence entre: a- les actes qui, bien que condamnables, ne tiennent qu'à l'incompétence ou à la mauvaise appréciation, qui sont démunis de tout esprit ou de volonté de corruption, passive ou active, et ne profitent

pas à l'argent incompétent, ni directement, ni indirectement, ni à sa famille, ni à ses amis ou connaissances. Ces actes seront sévèrement sanctionnés administrativement.

b- Les actes ayant été à l'origine de pertes économiques ou financières à l'Etat dans le but d'accorder des avantages indus à des tiers, en infraction aux lois et règlements et sans consultation écrite de la hiérarchie. Dans ce cas, le doute est permis et l'investigation doit être orientée vers la recherche de preuves tangibles de corruption active ou

passive. Par contre, toute aide apportée par les citoyens, directement ou à travers les médias avec les preuves nécessaires, doit être prise en compte pour des investigations éventuelles. Il est clair que dans ce cas, le citoyen doit être protégé par l'Etat de toute forme de représailles. De même que toute personne détenant des informations dans ce sens est invitée à se rapprocher directement des autorités habilitées, conformément aux procédures en vigueur ou, le cas échéant, s'adresser expressément aux organes de la presse, la liberté de cette dernière étant consacrée par la Constitution.

Aussi, Monsieur le ministre de la Justice et Messieurs les responsables des services de sécurité, en charge des procédures préliminaires et judiciaires, vont être instruits, chacun dans son domaine de compétence, de ne plus tenir compte, à l'avenir, des lettres de dénonciation anonymes, celles-ci ne pouvant en aucun cas constituer une preuve d'imputabilité de faits qualifiés de crime ou de délit. J'accorde le plus grand intérêt à la stricte application de la présente instruction".

## EDUCATION

## Le ministre de l'Education inspecte l'annexe de l'ONEC à Kouba

Le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout a effectué jeudi une visite à l'annexe de l'Office national des examens et concours (ONEC) à Kouba (Alger) à l'occasion de la clôture des travaux du centre d'impression des sujets du baccalauréat (session 2020). Le ministre a salué, à cette occasion, les efforts du staff d'impression des sujets du baccalauréat (inspecteurs, enseignants et cadres et fonctionnaires de l'Office, 35 jours durant, louant leur dévouement en vue de préserver la crédibilité de cet examen". Pour le ministre, les sujets du bac étaient "abordables pour les candidats de niveau moyen" et puisés des cours dispensés par les enseignants, ce qui a laissé une bonne impression chez les candidats dans un climat de sérénité". Après avoir salué les conditions dans lesquelles les

examens du BAC et du BEM se sont déroulés grâce aux efforts des cadres de l'éducation ainsi que les autres secteurs ayant accompagné le secteur de l'éducation, à l'instar des ministères de la Défense nationale, de l'Intérieur, de la Justice, de la Poste et des Télécommunications, de la Santé et de la Solidarité nationale et des services de sécurité, tous corps confondus. Le nombre des sujets élaborés et imprimés au centre d'impression s'élève à 252 sujets avec un total de près de 30 millions pages (A 4). Le nombre des portefeuilles s'est établi à 107925 portefeuilles. Le ministre a exprimé sa reconnaissance pour les efforts consentis par tous les intervenants dans l'organisation des examens scolaires officiels, appelant à la poursuite des efforts durant les prochains rendez-vous au service de notre patrie".

## BAC 2020

## Portes ouvertes pour les inscriptions universitaires

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a affirmé, jeudi à Alger, que la procédure d'orientation, de préinscription et d'inscription définitive des nouveaux bacheliers de cette année "se fera exclusivement suivant le mode numérique".

S'exprimant lors de la signature de la circulaire ministérielle relative à l'orientation et l'inscription des bacheliers de 2020, le ministre a précisé que la procédure d'orientation, de préinscription et d'inscription définitive "se fera exclusivement en mode numérique", ajoutant qu'"outre les procédures effectuées suivant ce mode, la prochaine rentrée universitaire verra l'organisation de portes ouvertes exclusivement en ligne avec activation du mécanisme e-paiement pour les droits d'enregistrement". Pour les nouveaux bacheliers, il a été décidé, à l'exception des branches des sciences médicales, l'annulation de la moyenne nationale dans les branches des sciences et techniques des activités physiques et sportives, les écoles normales supérieures (ENS), les sciences vétérinaires et les sciences politiques.

Il s'agit également de prendre en charge les candidats qui ont échoué aux examens d'accès aux ENS et aux instituts des sciences et techniques des activités physiques et sportives, en les orientant automatiquement vers leur choix suivant non subordonné à l'examen dans le cadre du respect des moyennes minimales". Il sera adopté 6 choix au minimum et 10 autres au maximum, à condition que deux choix au moins concerneront des formations de licence à inscription locale ou régionale. Cette étape qui sera lancée après connaissance des moyennes minimales pour accéder aux différentes formations, ne concerne que les bacheliers qui n'ont obtenu aucun choix à la suite de la première étape. Il sera accordée à cette catégorie une deuxième chance à travers les 6 choix disponibles, à condition que deux choix au moins concerneront la formation de licence à inscription locale ou régionale et ce en tenant compte les moyennes minimales pour accéder aux différentes formations. A été maintenue la même procédure d'orientation des lauréats avec mention excellent, ainsi que l'annulation de la condition relative à la circonscription géographique. Concernant les bacheliers retenus dans les classes préparatoires des écoles supérieures, les concours d'accès au deuxième cycle au niveau de ces écoles seront limités au classement conformément à la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, a ajouté le ministre.

## CESSION DES BIENS IMMOBILIERS DE L'ETAT

## Plus de 747.000 dossiers régularisés

Un total de 747.187 biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a été cédé jusqu'au 10 septembre courant, a indiqué jeudi le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri.

Lors d'une plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Slimane Chennine, président de l'APN, le ministre a fait état d'"un total de 747.187 biens immobiliers cédés jusqu'au 10 septembre courant, sachant que l'opération se poursuivra et sera généralisée à tous les biens immobiliers appartenant à l'Etat et ceux gérés par les OPGI, en vertu du Décret exécutif n°18-135 du 4 juin 2018". Dans le cadre de la loi 81/01 portant cession de biens immobiliers à usage d'habitation, professionnel, commercial, ou artisanal de l'Etat, des Collectivités locales des offices de promotion et de gestion immobilière, le nombre des biens cédés a atteint 432.725 logements et 54.092 locaux. En vertu du Décret exécutif n°06-296 du 2 septembre 2006 fixant les conditions et les modalités de cession de biens immobiliers appartenant à l'Etat et à l'OPGI réceptionnés ou mis en exploitation avant le 1 janvier 2004, le nombre des logements cédés s'élève à 239.416 tandis que le nombre des locaux a atteint 20.954 locaux. Pour le ministre, l'opération de cession confiée aux commissions de daires et aux commissions relevant des OPGI a donné de bons résultats, au regard de la courte durée consacrée par ces commissions à l'opération de cession, notamment

grâce à l'allègement des procédures au profit des citoyens". Néanmoins, il a relevé que l'opération de cession, qui dépend aussi bien des OPGI que des services des Domaines de l'Etat, accuse parfois des retards en raison de la lenteur des opérations d'évaluation des biens immobiliers, objet de la cession, effectuées par les services des Domaines de l'Etat au niveau des wilayas, dans des délais qualifiés d'"inacceptables", au vu de la densité des travaux de ces directions de wilayas. Et d'ajouter que l'entrave principale empêchant les citoyens d'obtenir leurs titres de propriété réside dans la non régularisation de la situation foncière (juridique et qualitative) relative aux projets de logement, objet de cession, ce qui requiert plus de temps afin que les mesures adéquates soient prises par les administrations concernées pour remédier à de telles situations. Selon le ministre, cette opération bénéficiant d'un "suivi permanent" des services du ministère est soumise à l'évaluation pour lever toutes les entraves. A une autre question sur l'annulation d'un quota de 400 logements AADL destiné aux citoyens de la commune de Chekfa (w. Jijel), M. Nasri a fait savoir que cette décision avait été prise suite aux résultats des enquêtes menées sur le nombre de souscripteurs éligibles à cette formule.

"Dans le cadre du programme national des logements AADL estimés à 560.000 unités, la wilaya de Jijel a bénéficié de 7.761 logements inscrits sur plusieurs tranches dont la dernière remonte à 2019, pour les-

quels les sites de réalisation ont été déjà choisis y compris Chekfa où 200 unités sont prévues", précise le ministre.

Suite aux résultats des enquêtes ayant fait état d'un excédent de 400 unités, il a été procédé à l'annulation de la réalisation de 200 logements à Chekfa et de 200 autres à Taxenna, outre 24 unités dans la commune de Kaous, a détaillé M. Nasri qui a annoncé l'affectation des souscripteurs concernés dans d'autres communes de la wilaya de Jijel. Répondant à une question de la députée Badra Farkhi ayant exigé l'octroi de logements aux cadres dans leurs communes d'origine, le ministre a indiqué que son secteur avait découvert des déclarations fausses ou mensongères de la part de plus de 400 souscripteurs dans la wilaya, ce qui a incité les autorités à procéder à la domiciliation des différentes tranches de ce programme en fonction des besoins exprimés au niveau des communes, ajoutant que le traitement de ce problème nécessitait la mise en place d'un nouveau programme en faveur de l'agence ADDL dans la commune de Chekfa, vu le nombre suffisant de logement en cours de réalisation. S'agissant des logements AADL réalisés souffrant de l'absence de raccordements aux voiries et réseaux divers (VRD) et d'autres structures notamment à El Aouana, Mezghitane et bien d'autres, M. Nasri a reconnu l'existence de plusieurs problèmes de raccordement auxquels son secteur s'attelle à leur traitement d'ici la fin de l'année en cours.

## INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DE STRATÉGIE Installation de M. Abdelaziz Medjahed au poste de directeur général

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a présidé, jeudi à Alger, au nom du président de la République, chef suprême des forces armées et ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, la cérémonie d'installation de M. Abdelaziz Medjahed dans ses fonctions de nouveau directeur général de l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG).

La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, du ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, du ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer et du secrétaire général du ministère de la Défense nationale. La cérémonie a vu également la présence du président du Conseil national économique et social (CNES), Redha Tir ainsi que du DG de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, Chafik Mesbah. Intervenant à cette occasion, M. Djerad a affirmé que la désignation d'un nouveau directeur général pour cet Institut illustre "l'intérêt particulier qu'accorde le président de la



République, M. Abdelmadjid Tebboune à cette importante institution et traduit également la forte volonté d'insuffler une nouvelle dynamique dans le domaine des études de stratégie

globale en tant que socle pour la concrétisation des engagements des objectifs tracés pour l'édification d'une Algérie nouvelle". Pour sa part, M. Medjahed a estimé que son installa-

tion dans ce poste de responsabilité dénote "une réelle volonté de changement" à même de permettre à l'Algérie d'occuper la place qui lui sied dans les fora internationaux.

## Djerad souligne "l'intérêt particulier" accordé par le Président de la République à l'INESG

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a mis en avant, jeudi, "l'intérêt particulier" qu'accorde le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune à l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), au regard du rôle qu'il sera appelé à jouer, à savoir "insuffler une nouvelle dynamique au domaine des études de stratégie globale en termes de réalisation des objectifs tracés pour l'édification de l'Algérie nouvelle".

"L'installation d'un nouveau directeur général pour cet Institut et la personne sur laquelle le choix s'est porté, dénote l'intérêt particulier qu'accorde le Président de la République, à cette importante institution", a indiqué M. Djerad lors d'une allocution prononcée, au nom du Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la cérémonie d'installation de M. Abdelaziz Medjahed au poste de Directeur général de l'INESG.

"Ce choix traduit également la forte volonté d'insuffler une nouvelle dynamique dans le domaine des études de stratégie globale, en tant que socle pour la concrétisation des engagements et objectifs tracés pour l'édification de l'Algérie nouvelle, notamment en matière de réforme de la gouvernance de l'Etat et ses institutions, à même de permettre à l'Algérie de recouvrer la place qui lui sied dans les fora internationaux", a ajouté M. Djerad.

"Cet objectif suprême ne saurait être atteint qu'à travers la mobilisation des compétences nationales pour asseoir les fondements solides d'une politique extérieure dynamique et proactive et d'une diplomatie offensive, et assurer la protection des intérêts du pays, outre le renforcement de la sécurité et de la défense nationales".

"Le choix de Abdelaziz Medjahed, un des meilleurs cadres du pays, dénote la forte détermination à réaliser ces objectifs, en ce sens qu'il mettra à profit sa haute compétence et sa grande expérience acquises tout au long de sa carrière riche et des postes de responsabilité militaires et civiles qu'il a eu à assumer", a poursuivi M. Djerad.



Dans ce contexte, le Premier ministre a indiqué que "les Nations qui ont su faire face aux dangers internes et externes qui les guettaient, s'étaient armées d'une vision stratégique et prospective", ajoutant que "les crises successives multidimensionnelles auxquelles le pays a été confronté ces dernières années sont un indicateur de l'impérative reconsidération de cet aspect lors de l'élaboration des politiques nationales, aux plans interne et externe". Pour ce faire, poursuit M. Djerad, "il est impératif de réhabiliter et de redynamiser le rôle pionnier de l'INESG en tant qu'outil d'aide à la prise de grandes décisions à travers l'élaboration d'analyses et d'études futures à mettre à la disposition des hautes autorités du pays concernant les différentes questions stratégiques de la vie nationale et internationale, à même d'expliquer les facteurs et les relations qui jouent un rôle décisif dans les domaines politique, économique, social et culturel". L'INESG "est appelé aujourd'hui à effectuer des études futures, des analyses et des recherches approfondies permettant de s'enquérir des développements accélérés de la société dans un cadre global tenant compte des mutations internes et inter-

nationales", a-t-il dit. Ces actions prospectives ajoute le ministre -devront permettre que le développement en Algérie "d'élaborer et d'adapter leurs politiques au service du citoyen, en adéquation avec ses aspirations et en faveur de l'intérêt général. Il s'agit également d'élaborer des politiques de développement dans tous les domaines sur des bases solides fondées sur l'approche, les connaissances scientifiques, l'exploitation optimale des technologies, l'investissement et la valorisation des hautes compétences que recèle notre pays tant à l'intérieur qu'à l'extérieur". Après avoir souligné que le développement en Algérie "ne saurait être réalisé indépendamment des mutations internationales", le Premier ministre a réaffirmé que l'Institut "doit redynamiser son rôle dans l'analyse des stratégies des différents partenaires actuels et futurs de notre pays et leur impact sur le développement et la sécurité nationale à même de préserver les intérêts nationaux".

M. Djerad a précisé que le nouveau DG de l'INESG "aura tout le soutien et l'aide nécessaires pour relever les défis importants qui l'attendent".

## LUTTE CONTRE LES ACCIDENTS DE LA ROUTE "Vers la dotation des véhicules en tachymètres à distance"

Le ministre des Transports, Lazhar Hani, a affirmé que son secteur était en passe d'élaborer un texte de loi garantissant la dotation des véhicules en tachymètres permettant de chronométrer la distance parcourue entre autres informations, dans le but de réduire les accidents de la route, dus en majorité à l'excès de vitesse.

Lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Slimane Chenine, président de l'APN, le ministre a souligné que les statistiques et enquêtes réalisées par les forces de sécurité compétentes démontrent que le facteur humain demeure le principal facteur à l'origine des accidents de la route à 96%.

Le ministère a pris plusieurs mesures pour réduire ces accidents, dont le durcissement des sanctions contre le comportement criminel au volant notamment pour les transports en commun et scolaires.

Le ministère œuvre, dans ce sens, à adopter des moyens modernes de contrôle de la vitesse à distance, d'où l'élaboration par une commission ministérielle d'un projet de texte de loi sur le tachymètre, dont la mouture finale est en cours de finalisation, ajoute le ministre.

Les véhicules de transport des voyageurs, de transport scolaire et de transport de marchandises seront bientôt dotés de cet appareil qui permettra également de les localiser et de chronométrer leur parcours, ce qui obligera "les conducteurs à respecter la vitesse légale et prendre le repos nécessaire", a-t-il ajouté.

Des mesures ont également été prises pour s'assurer de l'état de santé psychologique et psychique des conducteurs des transports en commun et scolaires et leur parcours professionnel, en coordination avec les services du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, ajoute le même responsable, soulignant la création prochaine de commissions conjointes avec les services des transports et les inspections de travail, à travers les wilayas pour intensifier les opérations de contrôle inopinées.

Le ministère s'attèle à enrichir un projet de stratégie de communication lié à la prévention routière, en coordination avec le ministère de la Communication, à travers des articles destinés aux usagers de la route pour les sensibiliser à l'importance de respecter les lois et d'être vigilant sur la route. Selon M. Hani, il a été procédé récemment à la création du projet de la station de pesage des poids lourds au niveau des routes et des sorties des usines afin d'éviter le surpoids à l'origine de la dégradation des routes, ainsi que l'institution d'un texte organisationnel invitant les transporteurs à suivre une formation complémentaire qualifiante toutes les 5 années.

Estimant que le transport ferroviaire constituait une véritable alternative pour réduire les accidents de la route, le ministre a souligné que le secteur avait réalisé plusieurs gares multiservices pour le transport des conteneurs à partir des ports vers les lieux destinés à cet effet. Le Plan d'action du ministère pour 2021 compte la réalisation des gares ferroviaires multiservices pour le transport longues distances des conteneurs à partir des ports, et ce au niveau de Touggourt, Bechar, Sidi Bel Abbes, Essena (Oran), El Khroub (Constantine) et Séfif, étant donné que la gare multiservice de Bordj Bou Arreridj est entrée en service. Répondant à une autre question sur la réalisation d'une gare ferroviaire dans la commune de Guerouaou (Blida), le ministre a indiqué que l'Agence nationale des investissements ferroviaires prend en charge ce projet. "l'étude est terminée et il sera procédé à l'examen des offres durant les prochains jours", a-t-il dit. Il a rappelé, à ce propos, les projets consacrés à la wilaya de Blida dans le domaine ferroviaire, portant sur l'étude en cours de la ligne électrifiée (Boufarik-Bouinan), la réalisation de la ligne électrifiée (El Afroun-Tipaza) et la ligne (Chiffa-Ksar Boukhari) dont l'étude a été achevée.



## COMMUNICATION

## Belhimer : "prioriser la régularisation de la situation des chaînes privées"

Le ministre de la Communication, Porte parole du Gouvernement, Ammar Belhimer a affirmé, jeudi, que la révision de la loi organique relative à l'information "aboutirait inéluctablement" à la révision du texte de loi sur l'audiovisuel, estimant qu'il serait primordial, "du point de vue éthique", de prioriser la régularisation de la situation des chaînes privées.

L'impératif d'accorder tout l'intérêt à l'organisation des chaînes télévisées privées, la codification des spots publicitaires liés à la communication ainsi que l'organisation des activités de publicité "s'inscrivent en droite ligne de la réforme du secteur audiovisuel qui concernera particulièrement la révision du cadre juridique et réglementaire du secteur (la loi organique de l'information de 2012) mais également la révision de la loi relative à l'activité audiovisuelle de 2014", a répondu M. Belhimer à une question du député Taleb Abdellah, sur "les mesures prises pour le suivi du secteur audiovisuel pour une production de qualité, un contenu bien élaboré et un cahier de charges respecté".

Intervenant en séance plénière de l'APN consacrée aux questions orales, le ministre a fait état de plus de 50 chaînes privées non agréées en Algérie, affirmant que la réforme du secteur "favorisera l'accompagnement des chaînes privées avec un arsenal juridique algérien et permettra à Alcomsat-1 d'optimiser et de développer ses services et les capacités de son exploitation".

A ce propos, il a mis l'accent sur l'importance de la "domiciliation juridique" des chaînes privées et "l'algérienisation" des activités médiatiques dites "de droit étranger". M. Belhimer a fait part de "6 chaînes seulement ayant reçu un agrément provisoire pour l'ouverture de bureaux de presse et d'information pour les représenter en Algérie", estimant que "dans une telle situation, le nombre des fonctionnaires du bureau ne doit pas dépasser 14 employés".

Concernant l'appui des mécanismes de suivi et d'évaluation, le ministre de la Communication a fait savoir que son secteur s'emploiera à "relancer et redynamiser le rôle du groupe de travail interministériel qui présentera une vision d'ensemble à même de renforcer les facteurs et les conditions de promotion de la liberté d'expression et d'une presse plurielle dans le respect de la déontologie et du droit du citoyen à l'information, à l'éducation et aux loisirs". Le ministre veille également à "l'accompagnement et au soutien des mécanismes chargés du suivi et de l'évaluation de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), créée en vertu de l'article 64 de la loi organique 12-05 relative à l'information et qui veille à la conformité de tout programme audiovisuel, quel que soit le support de sa transmission, aux lois et réglementations en vigueur".



**Le Gouvernement déterminé à encadrer et à réglementer le secteur de la publicité**

En réponse à une question du député Kada Kouadri sur "les répercussions de la publicité passive et irresponsable sur les consommateurs en général et l'enfance en particulier", le ministre a fustigé "les programmes et spots publicitaires diffusés par certaines chaînes", qui "font la promotion de mauvais comportements susceptibles de porter préjudice à l'intégrité physique et psychologique de nos enfants".

Dans ce contexte, il a affirmé que "le gouvernement est déterminé à encadrer et à réglementer le secteur de la publicité pour l'assainir des intrus et des opportunistes ainsi que de leurs comportements non-professionnels et contraires aux valeurs de la société et à sa culture".

Pour concrétiser cette politique, "le secteur de la Communication a consacré au thème de la publicité l'un des chantiers de réforme profonde et urgente engagée avec la participation des différents acteurs et spécialistes, en vue de promulguer pour la première fois une loi relative aux activités publicitaires", a précisé le ministre, rappelant "la journée d'information organisée récemment entre la presse nationale publique et privée et l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP) portant sur les 15 critères transitoires pour l'attribution de la publicité publique de

façon "légitime, transparente et méritée" à même de promouvoir "la performance et les services de la publicité".

Par la même, il a fait état de l'organisation de rencontres similaires à l'est et au sud du pays avant la mise en application desdits critères janvier prochain". Dans le cadre des efforts visant le renforcement du paysage médiatique en Algérie, M. Belhimer a mis en avant le rôle de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), citant, parmi ses missions, le contrôle de la diffusion publicitaire, le respect des droits de l'Homme et la protection des enfants et des adolescents.

Après avoir réaffirmé la détermination de son secteur à organiser et à assainir le domaine de la publicité en vue de mettre fin "aux manipulations et dépassements" qui portent atteinte à la profession de journalisme et aux valeurs de la société, le ministre a appelé tout un chacun à "contribuer à cet effort et à tout effort visant l'édification de l'Algérie nouvelle fondée sur la loi et la bonne gouvernance".

### L'Algérie parmi les premiers pays à bannir la violence et à lutter contre l'extrémisme

En réponse à une question du député Khemri Beldia sur "le rôle des médias dans la contribution à la préservation des constantes de la Nation et à la lutte contre les comportements favorisant la violence et la corruption", le ministre de la Commu-

nication a souligné que l'Algérie était parmi les premiers pays à bannir la violence et à lutter contre l'extrémisme, sous toutes ses formes", la preuve en est "l'arsenal législatif renforcé récemment par la loi relative à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine", a-t-il dit.

"L'édification de l'Algérie nouvelle est basée sur la lutte contre la corruption et la moralisation de tous les aspects de la vie et des relations, en accompagnant une presse plurielle, responsable, intègre et professionnelle", a-t-il soutenu, ajoutant que le plan d'action de son secteur repose sur "une réforme globale incluant l'amendement des lois en vigueur et la création de nouveaux textes et mécanismes pour toutes les branches de l'information".

Outre l'actualisation du système législatif, le secteur œuvre, selon M. Belhimer, à "mener et à soutenir les campagnes de sensibilisation aux dangers de la violence et de l'extrémisme, pour la préservation de l'unité et de la stabilité de la patrie et des valeurs de fraternité, de tolérance et de solidarité rassemblant les Algériens, en sus de la contribution de l'ensemble des institutions médiatiques sous-tutelle à cet effort et à cette mission participative, à travers des programmes constructifs et éducatifs pour mettre en avant la tolérance de notre religion et les traditions positives de notre société".

Evoquant le rôle important des journalistes pour faire face aux différentes formes de violence, d'extrémisme et de délinquance, le ministre a fait savoir que son secteur leur assurait une "formation adéquate" pour leur permettre de "développer leur performance et d'acquiescer les compétences nécessaires en vue de contribuer au renforcement de la stabilité de la patrie et à la préservation des fondements de la Nation, outre la réalisation du développement global". En vue de consacrer et d'élargir la formation, les fonds de soutien à la presse écrite, audiovisuelle et électronique seront sollicités pour appuyer également les activités de formation et perfectionner le niveau des journalistes et des professionnels de la communication.

"Pour ce faire, les médias publics et privés seront contraints à consacrer un taux de 2% des bénéfices annuels de leur entreprise à la formation des journalistes et à l'amélioration de leur performance et de leur niveau de professionnalisme, à condition de permettre au personnel d'appui aux rédactions de bénéficier de cette formation".

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Nouvelles dispositions juridiques pour permettre aux Docteurs d'accéder à l'environnement économique

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a annoncé, jeudi à Alger, de nouvelles mesures juridiques visant à permettre aux Docteurs d'accéder à l'environnement socio-économique. Lors d'une séance plénière de l'APN, consacrée aux questions orales adressées aux membres du Gouvernement, le ministre a souligné que le secteur "a engagé dans le cadre de son programme de travail stratégique une action à caractère prioritaire consistant en la proposition d'un statut pour les docteurs", ajoutant qu'il "œuvrera en concertation avec la Direction générale de la fonction publique et les différents établissements de l'environnement économique et sociale à concrétiser cette proposition sous forme de texte juridique". "Ce nouveau texte de loi sera susceptible de générer de

l'emploi dans d'autres secteurs, en dehors des établissements universitaires et de recherche en faveur de cette catégorie de diplômés hautement qualifiés", a soutenu le ministre. M. Benziane a affirmé que le recrutement des titulaires de diplômes de Master et de doctorat "sera renforcé dans les plus brefs délais avec 2800 nouveaux postes budgétaires".

Le ministre a assuré, en outre, que la révision des conditions et règles de recrutement dans le secteur compte parmi "les priorités", soulignant que la question des vacataires "fait actuellement l'objet d'examen au niveau du secteur pour l'élaboration d'un projet de décret exécutif définissant le cadre général pour le recrutement et l'organisation des concours sur la base des diplômés pour accéder au poste de maître assistant "A", lequel sera soumis, dès la finali-



sation de la concertation en cours avec les différentes parties concernées de la communauté universitaire et scientifique, aux autorités compétentes pour engager les me-

sures d'adoption et de validation". En réponse à une autre question orale sur l'équivalence des diplômes universitaires étrangers avec les diplômés algériens en gé-

néral et l'équivalence des diplômes de BAC d'Al Azhar en particulier, le ministre a indiqué que "le traitement des dossiers d'équivalence est régi par les dispositions du décret exécutif 95-18 de mars 2018, lequel fixe les conditions et modalités de reconnaissance des diplômés d'enseignement supérieur étrangers". La problématique de reconnaissance de l'équivalence des diplômes du BAC d'Al Azhar a été réglée, les titulaires de ce diplôme étant autorisés à s'inscrire dans les branches de l'enseignement supérieur, liées à leur diplôme", a-t-il ajouté.

Dans ce contexte, le ministre a indiqué que "les services en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ont octroyé plus de 30 équivalences de diplômés universitaires, dont les titulaires ont un BAC d'El Azhar".

## AGRICULTURE - TOMATE El-Oued : une récolte de plus de 2,4 millions quintaux de tomate attendue cette saison

Une récolte prévisionnelle de plus de 2,4 millions de quintaux de tomate d'arrière-saison est attendue cette année dans la wilaya d'El-Oued, selon les estimations de la Chambre de l'agriculture.

Cette récolte est prévue sur une superficie de 4.000 hectares, en hausse de 30% par rapport à celle cultivée l'an dernier, a affirmé le secrétaire général de la Chambre agricole, Ahmed Achour, qui explique cette extension par les résultats "encourageants" réalisés par la culture de tomate d'arrière-saison. Une tendance favorisée par une volonté des agriculteurs de diversifier les productions agricoles, mais aussi par la reconversion de plusieurs terres précédemment cultivées en pommes de terre à la culture de la tomate, a-t-il ajouté. La tomate est ainsi cultivée dans la plupart des régions de la wilaya, notamment les communes à vocation agricole, à l'image d'El-Magrane, Hassi-Khelifa, Trifaoui, Reguiba et Debila, a expliqué M. Achour.

Plus que d'autres, la commune d'El-Magrane (35 km Est d'El-Oued) se distingue par ce genre culturel et constitue, avec un taux de 70% de la production de la wilaya, un marché national de négoce de la tomate. La période de récolte de la tomate se situe entre décembre et février dans la wilaya d'El-Oued où elle est cultivée en plein champ, en dehors des serres, a souligné la même source qui fait état d'une production pouvant couvrir 90% du territoire national. La wilaya produit différentes variétés de tomate destinées à la consommation et à la transformation industrielle, avec un rendement moyen ayant atteint l'an dernier les 400 quintaux à l'hectare (2.800 ha).

## GUELMA Transfert de près d'un million de quintaux de céréales vers les silos de 9 wilayas dans l'Est du pays

Pas moins de 929 434 qx de céréales, récoltés dans la wilaya de Guelma, au titre de la dernière campagne moisson-battage, ont été transférés vers neuf wilayas du pays de manque d'infrastructures de stockage dans cette wilaya, a indiqué jeudi le directeur local de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), Hamid Ayeche.

Au moins 1,3 million de quintaux de céréales ont été récoltés dans cette wilaya au titre de la saison agricole 2019-2020, expliquant que cette production est nettement supérieure aux capacités de stockage des points de collecte désignés dans cette wilaya, a indiqué M. Ayeche dans son exposé présenté à l'occasion de la visite de travail effectuée par le wali Kameledine Kerbouche au siège de la CCLS dans la commune de Belkhir. Il a relevé, à ce propos, qu'il avait fallu recourir aux infrastructures des wilayas voisines pour le stockage du surplus de cette production.

Le même responsable a rappelé que la wilaya de Guelma dispose seulement de 14 points de récolte d'une capacité théorique de stockage estimée à 900 000 qx devant collecter la production des agriculteurs de 34 communes.

Le directeur de la CCLS, a expliqué, que la décision de transférer la production vers d'autres wilayas s'est imposée comme "une nécessité afin de sauvegarder la récolte" et de permettre aux céréaliculteurs de commercialiser leurs produits et de pérenniser leurs activités.

Ainsi, l'excédent de céréales a été transféré vers des infrastructures de stockage des wilayas de Tébessa, Skikda, Sétif, Bordj Bou Arreridj, Khenchela, Biskra, Batna, Annaba et Oum El Bouaghi, a indiqué le même responsable.

Selon le directeur de la CCLS de Guelma, des projets ont été inscrits pour réaliser cinq infrastructures de stockage dans la wilaya afin de combler le manque enregistré dans ce domaine.

Il s'agit, entre autres, de la réalisation d'un grand silo d'une capacité de stockage de 300 000 qx devant être mis en exploitation la saison prochaine dans la commune de Belkhir, en plus de la réalisation d'infrastructures similaires dans les communes de Tamlouka, Ain Larbi, Roknia et Ras El Okba.

## RÉGULARISATION FONCIÈRE Une priorité de l'Etat (ministre des Finances)

Le ministre des Finances, Aïman Benabderrahmane a affirmé, jeudi à Alger, que la régularisation des statuts fonciers et la consécration des droits des propriétaires légaux dans le cadre de la loi, était une priorité de l'Etat.

Répondant à une question orale de la députée Hassina Zeddam, lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur le dossier de la régularisation foncière en suspens, le ministre des Finances a fait savoir que "les pouvoirs publics s'emploient à traiter les problèmes relatifs à la situation juridique pour permettre aux citoyens d'obtenir des actes de propriété de leurs fonciers dans un cadre légal".

Affirmant que l'assainissement du foncier était une préoccupation pour son département, M.

Benabderrahmane a rassuré que les pouvoirs publics prendraient en charge ce dossier. Depuis la fin des années 70, l'Etat a procédé au cadastre des terrains permettant un règlement global de la situation foncière à travers tout le territoire. Cet objectif stratégique tracé par l'Etat vise à recenser le foncier, relevant que la cadence du cadastre rural est désormais plus développé par rapport au cadastre urbain.

Ce retard a poussé les pouvoirs publics à inclure le dossier dans la loi des finances complémentaire LFC 2020 pour traiter cette situation et accélérer le cadastre. Le ministre a salué, à cette occasion, le projet de modernisation de la conservation foncière par la numérisation des documents et le cadastrage des terrains en vue de répondre aux besoins pressants en matière d'actes de propriété.

Concernant le renforcement du recouvrement fiscal pour renflouer le Trésor à l'ombre du stress hydrique que connaît le pays, le minist-



tre a souligné que la recette fiscale dépasse les 80% des objectifs tracés.

Pour ce qui est du recouvrement des dettes fiscales des années passées (reliquats), M. Benabderrahmane a fait savoir qu'en dépit des difficultés que connaît le secteur, ses services font des "résultats acceptables" par rapport aux capacités disponibles ainsi que les complications relatives à l'évasion fiscale. La direction générale des impôts œuvre actuellement à l'exécution d'une opération de qualité pour assainir ces dettes fiscales qui remontent à des années afin de définir leur nature et d'élaborer un fichier à gestion centrale et régionale.

Il a ajouté que l'administration des impôts connaît une période de transition marquée par les réformes structurelles, à travers la réalisation de centres d'impôts, la concrétisation de réformes techniques, l'amendement de textes législatifs et réglementaires et la réalisation d'un

système informatique global dans les plus brefs délais.

À la question du député Safi Laarabi portant sur les préoccupations des présidents d'APC dans la wilaya de Laghouat sur le précédent contrôle fiscal, le ministre a estimé que l'intensification des appareils de contrôle et les services du contrôle fiscal en particulier permettent de garantir l'application de la législation et la réglementation notamment en ce qui a trait aux dépenses publiques.

Il a ajouté que le ministère des Finances envisageait d'introduire une série d'amendements au texte relatif au contrôle en amont, en insistant sur les dépenses publiques à impact financier considérable et de renoncer aux mesures administratives qui entravent dans une certaine mesure l'affectation des dépenses publiques et leur remplacement par des méthodes et normes modernes de contrôle en amont sur les dépenses et le renforcement du rôle des ser-

vices de contrôle financier.

A une autre question sur les préoccupations des commerçants dans la wilaya de Béchar, lesquels assurent l'approvisionnement des wilayas du sud-ouest et se plaignent des mesures d'obtention des autorisations de transport de marchandises, le ministre a indiqué que le système d'obtention de cette autorisation a connu des changements qualitatifs conformément aux dispositions du décret exécutif 73 de mars 2020.

Parmi les changements introduits, la prise en charge des préoccupations des collectivités locales et les difficultés rencontrées dans l'application dudit décret relatif aux autorisations de transport de marchandises, en facilitant l'approvisionnement de la population en produits nécessaires et l'allègement des mesures inhérentes à cette autorisation pour développer les activités économiques au niveau de ces régions. L'autorisation de transport est définie juridiquement par les dispositions douanières, a-t-il soutenu, citant certaines marchandises objet de trafic d'où l'exigence d'une autorisation de transport. En vertu de la loi de 2019, la liste de marchandises concernées par l'autorisation a été révisée, a-t-il fait savoir, citant la suppression de certains produits, à l'instar des poissons frais ou congelés, le lait et produits laitiers, les jus et boissons gazeuses, l'oignon, les pâtes et le ciment, en leur qualité de produits indispensables pour les populations des zones frontalières, a-t-il rappelé.

## EXPORTATIONS

### Rezig préside une réunion sur la promotion des exportations de services

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a présidé, jeudi à Alger, en compagnie du ministre délégué chargé du commerce extérieur, Aïssa Bekkai, une réunion consacrée l'examen des voies

et moyens de la promotion des exportations de services, indique un communiqué du ministère. Elle a regroupé des experts et des représentants des associations professionnelles spécialisées.

La rencontre s'est penchée sur les difficultés dressées devant les opérateurs économiques ayant entravé l'exportation de services qui rapportent de la devise, a conclu le communiqué.

## INDUSTRIE

### Complexe Sider El Hadjar (Annaba) : remise en service du haut fourneau n° 2

Le haut fourneau n 2 du complexe Sider El-Hadjar (Annaba) a été remis en service vendredi après un arrêt d'activités de six mois en raison des mesures préventives imposées par la pandémie du Coronavirus (Covid-19), a-t-on indiqué à la cellule de communication du groupe industriel public Imital.

Le coup d'envoi de la remise en service du haut fourneau n 2 a été donné en application des directives du Premier ministre Abdelaziz Djarad et du ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, lors

de leur dernière visite (13 septembre courant) au complexe Sider El Hadjar afin de relancer l'activité économique dans cette méga unité industrielle et de révaloriser l'industrie sidérurgique en Algérie, a-t-on précisé dans un communiqué d'Imital. "La remise en service du haut fourneau n 2 a eu lieu en début de cet après-midi, en présence du Président et directeur général du complexe Imital, Tarik Bouslama, des cadres du complexe Sider et des représentants du partenaire social du même complexe", a-t-on détaillé, relevant que

"les tests techniques, précédant cette remise en service, lancés depuis quelques jours ont été concluants."

A rappeler que la mise à l'arrêt du haut fourneau n 2 a été décidée en mars dernier dans le cadre des mesures imposées par les répercussions de la crise sanitaire liée à la propagation du coronavirus.

Au cours de cette même période, les unités de production ayant recours aux demi-produits et celles chargées de la commercialisation du stock des productions du complexe Sider El Hadjar ont poursuivi leurs

activités. Les responsables du complexe sidérurgique d'El-Hadjar tablent sur une production de 600 000 tonnes pour l'année en cours laquelle devrait théoriquement augmenter en 2021 pour passer à 700 000 tonnes, avant d'atteindre le un (1) million de tonnes à l'horizon 2023 grâce aux investissements destinés à augmenter le volume de la production annuelle du complexe et à répondre aux besoins du marché avec des matériaux industriels compétitifs, a-t-on souligné de même source.



## PÉTROLE

## Le prix moyen du panier de l'Opep à plus de 42 dollars le baril

Le prix du panier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi à 42,07 dollars jeudi, contre 41,29 dollars la veille, selon les données de l'Organisation pétrolière publiées vendredi sur son site web.

Le panier de référence de l'Opep constitué de 13 pétroles bruts, dont le Sahara Blend algérien, a ainsi connu un redressement consécutif depuis mardi où il s'est affiché à 39,35 dollars, contre 38,96 dollars lundi. Le baril de Brent de la mer du Nord, côté sur le marché de Londres, sur lequel est établi le pétrole algérien s'est à fin à 43,30 dollars, en progression de 2,56% par rapport à la clôture de mercredi. Les treize membres de l'Opep et leurs dix alliés de l'accord Opep+, qui suivent de près l'effet sur les prix des coupes drastiques de la production auxquelles ils s'imposent en réponse à la chute des prix provoqué par la pandémie de la Covid 19, ont tenu leur réunion mensuelle hier (jeudi). A l'occasion des travaux de cette réunion, tenue par visioconférence, le ministre



algérien de l'Energie, Abdelmadjid Attar, a réitéré la nécessité d'atteindre un taux de conformité de 100 % par l'ensemble des pays Opep et non-Opep, signataires de l'accord de réduction de la production pétrolière. "Je réitère l'import-

ance d'atteindre un taux de conformité de 100 % par tous", a souligné M. Attar, également président de la Conférence de l'OPEP. Il a ainsi estimé que les coupes de production, intervenues dans le cadre de l'accord Opep+ d'avril dernier, portant

sur une baisse de 7,7 millions de barils/jour (mbj) en août, après des réductions de 9,6 mbj en juillet et de 9,7 mbj en mai et juin, ont été "des décisions opportunes et courageuses".

Le ministre a appelé à maintenir la vigilance et l'engagement de l'ensemble des membres de l'accord, d'autant que la pandémie du coronavirus reprend dans certaines régions du monde. Pour sa part, le ministre saoudien de l'énergie Abdel Aziz ben Salmane, chef de file de l'Opep+, a haussé le ton face aux membres qui ne respectent pas leurs quotas de production.

Deux pays membres de l'organisation, le Nigeria et l'Irak, sont régulièrement dans le collimateur et accusés de dépasser le niveau de production qui leur est assigné dans le cadre de l'accord Opep+.

## CHINE

## La Chine devrait rester le premier marché unique d'Airbus en 2020

La Chine devrait rester le plus grand marché unique d'Airbus en 2020, alors que l'avionneur européen prévoit de livrer une centaine d'appareils à la Chine cette année.

Du fait de la pandémie de COVID-19, Airbus n'a livré que 14 avions à la Chine au premier semestre de cette année, a indiqué George Xu, PDG d'Airbus Chine.

Le plan initial de la compagnie comprenait la livraison de quelque 160 avions au pays en 2020.

La Chine a pris les devants dans la sortie de l'impact de la pandémie, son industrie de l'aviation civile ayant connu une reprise progressive et accélérée.

Les statistiques d'Airbus montrent qu'à la fin du mois d'août, le nombre de passagers et celui de vols intérieurs sont respectivement revenus à environ 80% et 90% des niveaux rapportés à la même période l'année dernière.

La Chine est un marché important d'Airbus, représentant plus de 20% des livraisons totales d'avions de la société.

Grâce aux progrès réalisés par le pays dans la lutte contre l'épidémie et la reprise de son marché de l'aviation civile, Airbus a vu ses livraisons en Chine augmenter depuis juillet, a fait remarquer M. Xu, cité par l'agence Chine nouvelle.

Spring Airlines, la plus grande compagnie aérienne à bas coût de Chine, a reçu son premier Airbus A321neo vendredi dans la municipalité de Tianjin, dans le nord du pays.

"Il faudra peut-être trois à cinq ans à l'industrie aéronautique mondiale pour se redresser complètement", a estimé M. Xu, notant que le marché chinois deviendrait plus important pour Airbus dans l'ère post-pandémie.

M. Xu a également indiqué qu'Airbus restait optimiste quant au marché chinois, alors que la Chine a introduit diverses politiques afin d'assouplir les restrictions et l'accès au marché pour les investisseurs étrangers ces dernières années.

"Airbus attache une grande importance à l'énorme marché de la Chine, ainsi qu'à sa force scientifique et technologique dans les industries de l'IA et des mégadonnées", a-t-il déclaré.

## Chine: hausse de la consommation d'électricité en août dans les différents secteurs d'activité

La consommation d'électricité en Chine, un baromètre clé de l'activité économique, s'est encore améliorée le mois dernier grâce aux efforts du pays pour stimuler la croissance dans un contexte de ralentissement à cause du COVID-19.

La consommation d'électricité a augmenté de 7,7% en glissement annuel en août, en hausse de 5,4 points de pourcentage par rapport à celle de juillet, a déclaré la Commission nationale du développement et de la réforme (CNDRC) lors d'une conférence de presse.

La consommation d'électricité des industries primaire, secondaire et tertiaire a bondi respectivement de 12,1%, 9,9% et 7,5%, par rapport à la même période l'année dernière, a indiqué la NDRC.

Parallèlement, la production d'électricité par les principales entreprises industrielles du pays a augmenté de 6,8% sur un an, de 4,9 points de pourcentage supérieur au taux de croissance enregistré en juillet, selon les données. Au cours des huit premiers mois de l'année, la consommation d'électricité et la production d'électricité du pays ont augmenté respectivement de 0,5% et de 0,3%.

APS

## ALGÉRIE - OPEP+

## Le JMMC confiant dans les perspectives d'évolution du marché pétrolier

Le Comité ministériel mixte de suivi OPEP/non-OPEP (JMMC), qui a tenu jeudi sa 22ème réunion, avec la participation du ministre de l'Energie et président de la Conférence de l'OPEP, Abdelmadjid Attar, s'est dit confiant dans les perspectives d'évolution du marché pétrolier.

Lors de la réunion tenue par visioconférence et précédée la veille par une réunion du Comité technique conjoint (JTC), qui regroupe les experts des pays membres du JMMC, les ministres de l'Opep+ (l'Opep et ses alliés) ont écouté le rapport des experts sur les développements en cours et sur les perspectives d'évolution du marché pétrolier, indique un communiqué du ministère de l'Energie.

Selon le secrétariat de l'OPEP, le PIB mondial devrait se contracter de 4,1% en 2020 et la demande pétrolière mondiale devrait baisser de 9,6 millions de baril par jour (Mbj), tandis que l'offre de pétrole des pays non-OPEP baisserait de 2,68 Mbj.

Pour 2021, en raison d'une amélioration notable de la situation sanitaire mondiale, la croissance du PIB mondial devrait rebondir à + 4,7%, la demande pétrolière augmentera de 6,62 Mbj et l'offre non-OPEP croîtra de près de 1 Mbj, selon les mêmes prévisions.

Au regard des "signes encourageants de retour progressif à la situation qui prévalait avant l'apparition de la pandémie", le JMMC s'est dit "confiant dans les perspectives d'évolution des fondamentaux du marché pétrolier, selon le communiqué.

M. Attar a saisi l'opportunité de la tenue de la 22ème réunion du JMMC pour rendre "un vibrant hommage à l'OPEP qui célèbre au même moment son 60ème anniversaire".

Il a indiqué que la création de l'Organisation fut un acte visionnaire qui a aidé les Pays membres à recouvrer leurs droits souverains sur leurs ressources naturelles. Au cours des 6 décennies de son histoire, l'OPEP "s'est montrée à la hauteur des défis qu'elle a eus à relever, devenant un acteur respecté et dont le rôle dans la stabilité du marché est incontournable", a souligné le ministre.

Il a affirmé avec insistance que le monde a connu de nombreux changements au cours des six dernières décennies et que de nouveaux défis à relever s'imposent, pas seulement aux membres de l'OPEP, mais également à l'ensemble des acteurs de la scène énergétique mondiale.

A la faveur de la mise en œuvre de l'accord de réduction de production des pays OPEP+, les stocks pétroliers mondiaux s'inscrivent désormais dans une tendance baissière après avoir atteint un niveau record en juin.

Le ministre a indiqué, selon le même communiqué, qu'une appréciation objective des perspectives d'évolution des prochains mois laisse entrevoir la possibilité d'un "retour prompt à l'équilibre et à la stabilité du marché pétrolier".

"La reprise de l'activité économique est réelle, la demande pétrolière redevient croissante et les stocks pétroliers mondiaux baissent.

Même si la recrudescence de la pandémie dans certaines régions du monde est de nature à inquiéter, ses conséquences négatives sur l'activité économique et la demande pétrolière mondiales seront moindres qu'au printemps dernier", a-t-il analysé.

## RUSSIE

## La Banque de Russie maintient son taux directeur à 4,25% après quatre cycles de baisse

La Banque centrale de Russie a maintenu son taux directeur à 4,25% par an après quatre cycles de baisse, selon un communiqué de presse publié à l'issue de son conseil d'administration de vendredi.

Le 18 septembre 2020, le conseil d'administration de la Banque de Russie a décidé de maintenir le taux directeur à 4,25% par an. Ces derniers mois, les taux de croissance des prix étaient globalement légèrement supérieurs aux attentes de la Banque de Russie, a fait savoir le régula-

teur. La dynamique des taux de croissance a été tirée par deux facteurs clés: une reprise active de la demande après le verrouillage et l'affaiblissement du rouble en raison d'une volatilité généralement accrue sur les marchés mondiaux et de risques géopolitiques plus élevés, a expliqué la Banque de Russie. Si la situation évolue conformément aux prévisions de référence, le régulateur examinera la nécessité d'une nouvelle réduction des taux directeurs lors de ses prochaines réunions.

"Dans sa prise de décision sur les taux directeurs, la Banque de Russie tiendra compte de la dynamique d'inflation réelle et attendue par rapport à l'objectif et aux évolutions économiques sur l'horizon de prévision, ainsi que des risques posés par les conditions intérieures et extérieures et la réaction des marchés financiers", selon le communiqué de presse. Le conseil d'administration de la Banque de Russie tiendra sa prochaine réunion de révision des taux le 23 octobre prochain.

## TRADITIONS - SOCIÉTÉ

## Le comité de village de Tighilt-Mahmoud perpétue les valeurs de "Tajmaat"

La tradition ancestrale de "Tajmaat" se perpétue au village Tighilt-Mahmoud grâce aux actions de solidarité imprégnées d'une sociabilité étendue, menées par le comité de bénévoles.

A l'entrée du village situé à 750m d'altitude au Sud-Est de la Wilaya de Tizi-ouzou, le visiteur est accueilli par une stèle commémorative érigée en honneur aux 19 chahids tombés au champ d'honneur pendant la Guerre de libération nationale.

Elle est flanquée de part et d'autres de deux fontaines, agrémentées d'un parterre de fleurs. Les rues du village sont pourvues de trottoirs alors que des fresques berbères embellissent les murs des maisons.

À la grande place de Tighilt-Mahmoud "Tinatine" une autre fontaine tout aussi belle que celle de l'entrée du village complète le dispositif d'embellissement de l'axe principal du village.

La propreté du village témoigne de la volonté de ses habitants d'en faire un cadre de vie agréable.

Le volontariat est aussi significatif à la gent féminine qu'à celle masculine. Regroupée en association, les femmes du village prennent part à la vie active du village, précise Mme Farida Chebiri.

Le village Tighilt Mahmoud compte plus de 4000 habitants. Il tient son nom "Mahmoud" en reconnaissance à un autre village "Ath-Mahmoud" (Beni Douala) dont la protection (lanaya, en kabyle) est venue à bout des ennemis des habitants de Tighilt qui les dépossédaient de leur bétail.

L'histoire rapporte aussi la résistance des ancêtres de ce village contre l'expédition française, livrant bataille sous la bannière de Chérif Boubeghla le 19 juin 1852. Le lieu où s'est déroulé cet événement historique est appelé par les villageois "Vaghla", en mémoire de ce héros national.

"Cette page d'histoire constitue pour le comité une fierté qui nous pousse à faire toujours mieux", a affirmé le président du comité, Rabah Berrehal.

Les projets lancés ou en voie de l'être sont confiés à Mohamed Ouramdane Ouheb, architecte de formation. Il est prévu la réfection du centre de santé qui sera équipé de tout le matériel nécessaire y compris une ambulance, la rénovation de la principale fontaine pourvue d'eau riche en vitamines au lieu dit "Tala Oughelid", et la réalisation d'un manège à côté de l'école. Il est attendu la construction d'une tour ouverte au public et où tous les métiers de l'artisanat seront exposés, ceci pour relancer les métiers de ce secteur dont les retombées économiques seront bénéfiques au village. L'opération du tri sélectif des ordures est une opération prévue dans l'agenda du comité et s'inscrit comme une source de revenus. Le volet social est présent et constitue un axe majeur dans les actions du comité.

"La commission sociale apporte une aide aux nécessiteux et aux personnes handicapés à travers la distribution de produits de première nécessité", a précisé le responsable de cette commission, Djamel Tabani. La commission a mis en place une banque de données des donneurs de sang et organise des campagnes de circonscription en partenariat avec les structures hospitalières.

Dans le respect des traditions, le comité organise à chaque jour de l'Aïd El Fitr, la distribution de quota de viande "Timechret". Classé 8e au concours du village le plus propre en 2017, le comité compte participer à la prochaine édition et ambitionne d'accueillir le festival international "Raconte-Arts".

Le comité travaille en parfaite collaboration avec les élus de l'APC de Souk El-Tenine à leur tête le Président, a conclu M. Berrehal.

## FRAUDE AU BAC

## De nouvelles peines d'emprisonnement prononcées à l'encontre de plusieurs individus

Plusieurs tribunaux ont prononcé jeudi des peines d'emprisonnement assorties de lourdes amendes à l'encontre de 19 individus, ayant atteint l'âge de majorité pénale, tandis que dix autres individus ont été placés en détention provisoire en attendant leurs procès, indique le ministère de la Justice dans un communiqué.

Les mis en cause ont été poursuivis pour des faits liés à la diffusion ou la fuite des sujets du baccalauréat ou de leurs corrigés et usurpation d'identité d'autres candidats, a précisé la même source ajoutant que les juridictions n'ont enregistré aucun cas lié à la diffusion ou la fuite des sujets ou de leurs corrigés avant le début des épreuves.

Dans ce cadre, le tribunal de Sour El Ghouzlane (Bouira) a condamné à une peine d'un (1) ans de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 Da avec mandat de dépôt à l'audience à l'encontre de l'accusé répondant aux initiales (K.B). Le tribunal de Ain Ouassara (Djelfa) a condamné à une peine d'un (1) an de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 Da à l'encontre des accusés répondant aux initiales (Gh.I) et (H.S).

Le tribunal de Boufarik (Blida) a condamné à une peine d'un (1) an de prison ferme assortie d'une amende de 50.000 Da à l'encontre de l'accusé répondant



aux initiales (H.S.M) avec mandat de dépôt à l'audience. Le tribunal d'Aflou (Tiaret) a condamné une peine d'un (1) ans de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 Da à l'encontre de l'accusé répondant aux initiales (B.T). Le tribunal de Laghouat a condamné les prévenus (B.R.J), (B.A.A.K), (K.Y.M.D), (T.A) et (B.K.A.D) à une peine d'un an de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA. Une peine de 18 mois de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA a été

prononcée par le tribunal de Relizane contre les prévenus (B.A.A) et (B.A.K).

La même peine a été prononcée contre (O.B) avec mandat de dépôt à l'audience.

Le tribunal d'El Affroun a condamné les prévenus (B.F) à une peine d'un (1) an de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 da avec mandat de dépôt à l'audience. La même peine a été prononcée contre (A.A) avec mandat de dépôt.

Au tribunal de Azzaba (Skikda), des peines de deux

(2) ans et de 18 mois de prison ferme ont été infligées respectivement à l'encontre de (B.Ch) et (K.S).

Le tribunal d'Ain Salah (Tamanrasset) a condamné l'accusé (D.F) à une peine d'un an de prison avec sursis avec une amende de 60.000 DA. Le tribunal de Ouargla a, quant à lui, prononcé une peine de six mois de prison ferme, assortie d'une amende de 50.000 DA à l'encontre de (Y.A.H).

Le ministère de la Justice a ajouté que 10 individus ont été placés en détention provisoire après le report des affaires de la comparution immédiate jusqu'à leurs procès. Il s'agit des accusés répondant aux initiales (B.O), (K.L) au tribunal de Bir El Ater, (H.A) au tribunal d'El Aouinet, (H.N) au tribunal de Tébessa, (H.Kh), (K.A.A) et (B.T.M) au tribunal d'El Attaf et (B.A.O.Z) au tribunal de Ksar Chellala. Les juridictions poursuivent le traitement de toutes les affaires dans le cadre des dispositions prévues par l'amendement du code pénal du 28 avril 2020.

## DÉVELOPPEMENT

## Merrad: "le développement des zones d'ombre passe par la promotion de leurs habitants"

Le développement des zones d'ombres passe par la promotion de leurs habitants et du milieu dans lequel ces derniers vivent, a affirmé jeudi à Ain Defla le conseiller du Président de la République chargé des zones d'ombre Brahim Merrad. " Il est absolument nécessaire de promouvoir les habitants vivant dans les zones d'ombre et le milieu dans lequel ils vivent si l'on veut assurer le développement de ces régions », a insisté M.Merrad au cours de sa discussion avec des habitants des régions enclavées des communes de Ain Defla, El Mayenne et Ain Soltane lors de sa visite dans ces régions. En mettant l'accent sur l'intérêt accordé par le Président de la République à la promotion des zones d'ombre et de la nécessité que les citoyens y vivent dans la dignité, il a fait part de la détermination des pouvoirs publics à assurer les conditions à même de permettre une vie décente aux habitants de ces régions.

« Dès lors que vous avez accepté de

continuer, vous et votre progéniture, à vivre au niveau de ces régions alors que certains auraient pu s'établir dans les villes en exacerbant les difficultés quotidiennes, fait qu'il est on ne peut plus légitime de vous faire bénéficier des commodités les plus élémentaires à l'instar, notamment, de l'approvisionnement en eau potable, la réalisation de routes praticables, le raccordement au réseau de gaz naturel, l'amélioration des conditions de scolarité ainsi que les prestations sanitaires », a-t-il soutenu.

Outre la fixation de la population dans son milieu originel, cette démarche est de nature à lui permettre de s'adonner à ses activités de prédilection à l'instar notamment de l'agriculture et l'élevage, a-t-il fait remarquer.

Pour M. Merrad, le programme de développement des zones enclavées ira jusqu'à son terme, signalant qu'une région est classée zone d'ombre dès lors qu'elle présente un déficit « criard » en matière de disponibilité de commodités les plus élémentaires. Le même respon-

sable a, par ailleurs, fait part de sa détermination à se rendre à toutes les zones enclavées en vue d'en évaluer les besoins, invitant la population de ces régions à fixer leurs doléances selon l'ordre des priorités. Faisant état du recensement de 440 zones d'ombre à l'échelle de la wilaya, le wali de Ain Defla, Embarek el Bar, a de son côté noté que 183 d'entre elles ont bénéficié de 228 opérations de développement dont le taux d'avancement a dépassé les 60 %. « Une fois achevés, ces projets ayant trait aux besoins quotidiens de la population, toucheront quelque 290 000 habitants, soit plus de 30 % du nombre total d'habitants de la wilaya », s'est réjoui le chef de l'exécutif local.

Faisant preuve d'un sens élevé de civisme et d'organisation, les citoyens ont mis à profit la présence du conseiller du Président de la République pour soulever un certain nombre de leurs préoccupations axées notamment sur l'alimentation en eau, les routes et le transport scolaire.

## ENVIRONNEMENT

## L'Algérie réitère son engagement à contribuer aux efforts internationaux pour protéger la couche d'ozone

La ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats a réitéré jeudi à Alger l'engagement de l'Algérie à contribuer aux efforts internationaux pour réduire l'effet de serre et les changements climatiques de manière à protéger la couche d'ozone.

Dans son allocution lors d'une journée d'information organisée au ministère en présence de membres du Gouvernement, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour la préservation de la couche d'ozone, organisée sous le thème "Ozone pour la vie: 35 ans de protection de la couche d'ozone", Mme Benharrats a rappelé les engagements internationaux de l'Algérie dans ce domaine, suite à l'approbation de la

Convention de Paris en octobre 2016 et l'adoption d'un plan national du climat en septembre 2019.

Elle a également rappelé l'engagement de l'Algérie à réduire d'ici 2030 les gaz à effet de serre à hauteur de 7%, en comptant sur ses capacités et ses moyens, indiquant que ce taux est appelé à augmenter "si l'Algérie venait à bénéficier de l'appui financier et technique nécessaires".

La modernisation des textes juridiques sur la protection de la couche d'ozone est en cours, conformément aux engagements internationaux, a-t-elle fait savoir.

Lors de cette rencontre, le représentant de l'ONU en Algérie a salué "les efforts de l'Algérie pour préserver la

couche d'ozone et réduire la pollution, les émanations et les gaz, et ce pour honorer ses engagements internationaux".

Pour sa part, la Directrice des changements climatiques au ministère de l'Environnement, Fazia Dahleb a rappelé que l'Algérie a procédé, dans une première étape, à l'élimination définitive du gaz CFC qui était utilisé dans plusieurs secteurs industriels, notamment la fabrication des appareils électroménagers, en attendant la généralisation de la substitution de ce gaz polluant par un autre gaz moins nuisible pour l'environnement et la couche d'ozone.



GRÈCE

La majorité de demandeurs d'asile installés dans le nouveau Camp de Lesbos

Un nouveau camp provisoire sur l'île grecque de Lesbos compte désormais 9.000 demandeurs d'asile sur les 12.700 laissées sans abri par les incendies qui ont détruit le camp de Moria il y a dix jours, selon le ministre des Migrations.

Ce camp, d'une capacité de 8.000 à 10.000, selon les autorités, a été installé à la hâte dans un ancien champ de tir à trois kilomètres du port de Mytilène, chef-lieu de l'île.

Six jeunes demandeurs d'asile afghans sont accusés d'avoir mis le feu, dont quatre doivent témoigner samedi devant le juge d'instruction.

Après avoir campé pour de nombreux jours à bord de la route reliant Moria à Mytilène, sur l'asphalte, dans des bâtiments abandonnés ou dans des champs, les demandeurs d'asile chassés de Moria, ont commencé à entrer dans ce nouveau camp ces derniers jours après une opération policière visant à vider les routes. Mais beaucoup d'entre eux ont peur de s'y retrouver de nouveau bloqués dans des conditions difficiles comme celles à Moria où ils atten-



daient depuis des mois, certains des années, leur transfert vers la Grèce continentale.

Une opération de police jeudi, et les menaces de ne pas traiter les demandes d'asile

des récalcitrants, ont poussé plusieurs milliers de réfugiés à entrer dans le nouveau camp. Le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) a indiqué qu'il soutenait ce nouveau camp "comme solution provi-

soire", mais a mis en garde contre toute pérennisation d'une installation d'urgence. "Les autorités grecques doivent clarifier" le futur de ce site, écrit l'agence onusienne. Tout demandeur d'asile est soumis à un test Covid-19 à l'entrée du camp. Jusqu'ici, 214 cas du nouveau coronavirus ont été détectés, selon le ministère des Migrations.

Les camps des migrants à travers le pays sont confinés depuis la mi-mars pour cause de Covid-19. Le HCR et des ONG ne cessent de protester pour cette mesure alors que le déconfinement dans le reste du pays avait commencé début mai. Le premier grand incendie à Moria, la nuit du 8 à 9 septembre, a eu lieu au lendemain de l'identification d'un groupe de 35 personnes positives au Covid-19.

COLOMBIE

2 policiers inculpés pour "torture et homicide aggravé" suite à une arrestation brutale



Deux policiers soupçonnés d'avoir brutalement arrêté un homme, dont le décès quelques heures plus tard a déclenché trois jours d'émeutes en Colombie, ont été inculpés pour "torture et homicide aggravé", a annoncé vendredi le bureau du procureur colombien.

Selon le procureur Francisco Barbosa, les deux policiers ont été arrêtés et une demande de mise sous écrou va être formulée.

Cinq autres policiers font également l'objet d'une enquête.

Les causes de la mort de ce père de deux enfants de 11 et 15 ans, survenue le 9 septembre à l'hôpital où il a été admis après avoir été emmené dans un poste de police, ne sont toujours pas officiellement connues.

La défense de la famille accuse la police de l'avoir "massacré" en le rouant de coups.

La diffusion d'une vidéo de l'arrestation de Javier Ordoñez, 43 ans, avait entraîné la semaine dernière plusieurs jours de manifestations contre les violences policières qui se sont soldées par la mort de 12 personnes, majoritairement des jeunes mortellement blessés par arme à feu.

Elle montrait deux motards casqués de la police colombienne ad ministrant à l'homme au sol plusieurs longues décharges avec leurs pistolets à impulsions électriques. "S'il vous plaît, arrêtez", entend-on répéter à plusieurs reprises cet ingénieur qui achevait des études de droit.

Dans un premier temps, la police a déclaré que les agents avaient été dépêchés après un désordre causé par des "personnes alcoolisées" et que Javier Ordoñez a essayé "de frapper les policiers" avant d'être plaqué au sol.

Le ministre de la Défense, qui supervise la police dans ce pays marqué par un long conflit armé, avait ensuite demandé "pardon" pour "toute violation de la loi ou ignorance des règlements" de la part de policiers.

Selon les autorités, 258 civils ont été blessés lors des heurts qui ont éclaté à Bogota, mais aussi à Medellin (nord-ouest) ou Cali (sud-ouest).

Quelque 315 policiers ont également été blessés et 95 postes de police vandalisés.

La maire de Bogota, Claudia Lopez, a dénoncé le recours "à un usage disproportionné de la force" de la part des policiers avec "leurs armes de service".

La police a indiqué que 58 d'entre eux font l'objet d'une enquête, soupçonnés d'avoir tiré sur des manifestants.

APS

ETATS-UNIS

New York : 2 jeunes tués et 14 blessés dans une fusillade

Deux jeunes, un garçon et une fille, ont été tués et quatorze autres blessés dans la nuit de vendredi à samedi dans une fusillade lors d'une soirée en pleine pandémie de Covid-19 dans l'Etat de New York, aux Etats-Unis, a rapporté la police.

"Nous avons au total 16 victimes de la fusillade et malheureusement les blessures

de deux d'entre eux ont été mortelles", a déclaré à la presse l'officier de police Mark Simmons, près de la scène de la fusillade à Rochester. Les jeunes tués avaient entre 18 et 22 ans et la vie des 14 blessés n'est pas en danger, selon la même source.

Les policiers dépêchés sur place ont trouvé une "scène de chaos", une centaine

de personnes courant dans toutes les directions. La soirée avait lieu en pleine pandémie de coronavirus dans l'arrière cour d'une maison, selon l'officier de police.

Personne n'a été arrêté à ce stade et on ignorait les circonstances exactes de la fusillade qui s'est produite peu après minuit, selon l'officier de police.

GRÈCE

2 morts, un disparu suite à un Ouragan

Deux personnes sont mortes et une portée disparue samedi dans le centre de la Grèce touchée par un ouragan méditerranéen, dit "médicane", accompagné de pluies torrentielles et de violentes rafales.

Une femme a été découverte morte dans sa maison envahie par les eaux à Farsala, ont annoncé les pompiers.

Dans la ville proche de Karditsa, un homme a également été retrouvé mort sur son lieu de travail, un élevage d'animaux, selon la télévision publique Ert. A Mouzaki, une

ville avoisinante, une femme, âgée de 40 ans, est portée disparue après que sa voiture a été emportée par la rivière Pamissos, selon la même source. Torrents de boue, chutes d'arbres, coupures d'électricité et d'eau...

la ville de Karditsa, à 300 km au nord d'Athènes et forte d'une population de 113.000 personnes, a été particulièrement touchée dans la nuit de vendredi à samedi par l'ouragan Ianos.

Le niveau des eaux y est monté d'un mètre en raison de fortes précipitations, selon le

vice-préfet Konstantinos Noussios, cité par l'agence de presse grecque ANA.

De nombreux bâtiments, logements, magasins et entrepôts ont été dévastés, et les pompiers ont été appelés samedi à secourir de centaines de personnes dont les maisons ont été inondées.

Vendredi, c'était l'ouest de la Grèce, particulièrement les îles de la mer Ionienne, qui avait été touchée par cet ouragan méditerranéen accompagné de pluies torrentielles et de violentes rafales. Les îles de Zante, de Céphalonie et de

Corfou ont subi inondations, coupures de courant et chutes d'arbres.

Un bateau transportant 55 migrants avait envoyé un message de détresse vendredi au large des côtes du Sud du Péloponnèse, mais les garde-côtes grecs n'avaient pas pu le secourir.

Samedi, des recherches étaient en cours mais "il est possible que le bateau ait changé de direction" après avoir constaté le manque de secours", a déclaré une responsable des garde-côtes.

UE - RACISME

L'UE présente son nouveau plan d'action contre le racisme

La Commission européenne a présenté vendredi un nouveau plan d'action de l'UE contre le racisme qui définit une série de mesures pour les cinq prochaines années.

Annoncé mercredi par la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, lors de son discours au début de l'Union devant le Parlement européen, ce plan d'action "énonce une série d'actions visant à lutter contre le racisme grâce au droit de l'UE mais aussi par d'autres moyens - en travaillant avec les Etats membres, dont les autorités répressives nationales, les médias et la société civile, en utilisant au mieux les outils actuels et futurs de l'UE, et en se penchant sur les ressources humaines de la Commission", indique l'exécutif européen dans un communiqué. Le plan d'action prévoit notam-

ment une meilleure application du droit de l'UE, relève le communiqué, notant que même si l'UE dispose d'un cadre juridique "solide" pour lutter contre la discrimination, le racisme et la xénophobie, il est clairement nécessaire de réévaluer ce cadre et de recenser les éventuelles lacunes à combler.

La Commission européenne nommera, par ailleurs, un coordinateur "antiracisme" et entamera un dialogue régulier avec les parties prenantes, avec lesquelles elle se réunira au moins deux fois par an.

Selon l'exécutif européen, le coordinateur sera en contact avec les personnes issues d'un groupe racial ou ethnique minoritaire et interagira avec les Etats membres, le Parlement européen, la société civile, le monde universitaire et la Commission afin de renforcer les

mesures à prendre dans le domaine de la lutte contre le racisme.

Les Etats membres sont, en outre, encouragés à adopter des plans d'action nationaux contre le racisme et la discrimination fondée sur la race d'ici à la fin de 2022.

D'autres initiatives mentionnées dans le plan d'action viseront notamment à sensibiliser aux stéréotypes raciaux et ethniques et à les combattre au travers des médias, de l'éducation, de la culture et du sport, et à améliorer la collecte de données ventilées par origine ethnique ou raciale.

La Commission procédera également chaque année à la désignation de la ou des capitales européennes de l'inclusion et de la diversité et organisera un sommet contre le racisme au printemps 2021.

## S A N T É - A L G É R I E

SANTÉ PUBLIQUE  
"Le manque  
de médecins  
gynécologues,  
justifié par leur  
choix du secteur  
privé"

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a affirmé, jeudi à Alger, que les médecins gynécologues préféreraient exercer dans le secteur privé, d'où le manque enregistré dans la plupart des établissements sanitaires publics.

"Le manque de médecins spécialistes en gynécologie obstétrique constitue un problème dont souffre la plupart des établissements publics de santé au niveau national, car la majorité d'entre eux préfèrent exercer dans le secteur privé", a précisé le ministre lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Slimane Chenine, président de l'APN et consacrée aux questions orales.

Face à la hausse considérable du nombre de naissances en Algérie enregistrée l'année dernière, les services de gynécologie obstétrique au niveau des établissements de santé ne sont plus en mesure de prendre en charge les accouchements, a déclaré le ministre, mettant l'accent sur l'impératif de trouver des solutions concrètes pour remédier "définitivement" à ces lacunes et préserver la dignité des parturientes.

Il a rappelé, le contenu du plan d'urgence adopté lors de la réunion du Gouvernement, le 15 janvier 2020, notamment le conventionnement entre les caisses de la sécurité sociale et les cliniques privées qui disposent d'une grande capacité de lits disponibles ainsi que des gynécologues obstétriciens qui représentent "70 % de l'ensemble des médecins spécialistes dans ce domaine au niveau national.

Les établissements hospitaliers publics couvrent "l'équivalent de 88 % des naissances avec un taux d'occupation des lits de 115 %", a indiqué le ministre, soulignant qu'il sera procédé prochainement au recensement du degré d'application sur le terrain de cette convention.

Concernant le secteur de la Santé à Skikda, le ministre a rappelé que cette wilaya "a bénéficié de 240 médecins spécialistes, dont 9 gynécologues et obstétriciens (3 à Collo, 5 à Azzaba et 1 à Harrouche).

A une autre question sur le secteur de la santé à Aflou (Laghouat), M. Benbouzid a relevé que cette région compte un établissement hospitalier public, 9 polycliniques dont 3 en service (24h/24) outre 21 salles de soins. Aflou a été "renforcé" par un centre Mére-enfant qui sera mis en service dans les prochains jours, a ajouté le ministre qui a noté que cet établissement a une capacité de 140 lits et 206 employés, tous corps et spécialités confondus.

Au sujet de l'établissement hospitalier public d'Aflou, le ministre a expliqué qu'il assure 2.000 interventions chirurgicales par an et plus de 16.000 consultations, ajoutant que ce dernier est doté des différents équipements (scanner et appareils de radiographie).

Répondant à une question du député Ammar Moussa sur l'hôpital de Zribet El Oued à Biskra, le ministre de la Santé a affirmé que sa réalisation figure parmi "les projets importants" dans la région.

Cet hôpital a été mis en service partiellement après son inauguration en 2017 et rattaché à l'Établissement public de santé de proximité (EPSP) de Zribet El-Oued en attendant "la publication du décret de sa création".

Une série de mesures a été prise en vue de garantir son activité, notamment la dotation de l'Établissement par un budget de fonctionnement au titre de l'exercice 2020 de près de 89 millions Da, outre la création des services de chirurgie générale, d'épidémiologie, de gynécologie obstétrique, d'un laboratoire central, d'un service de médecine interne, d'un service de pédiatrie, d'une pharmacie, d'un service radiologie, ainsi que les urgences médicales et chirurgicales et l'affectation de 11 médecins spécialistes.

L'établissement a été doté de plusieurs équipements, dont 8 appareils de dialyse et des équipements de chirurgie, a-t-il ajouté.

## 210 nouveaux cas, 105 guérisons et 6 décès

Deux cents dix (210) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 105 guérisons et 6 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué samedi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 49.623 dont 210 nouveaux cas, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1665 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 34.923, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 13 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 8 autres ont enregistré plus de dix cas, tandis que 27 wilayas n'ont enregistré aucun cas.

Par ailleurs, 32 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.



Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

## STRUCTURES - INSPECTION

## Le ministre de la santé ordonne l'inspection générale des établissements sous tutelle

Des équipes de l'inspection générale du ministère de la santé procèdent, actuellement, à des opérations d'inspection et d'évaluation générales de plusieurs structures et établissements sanitaires publics et privés, sur instruction du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr. Abderrahmane Benbouzid, a indiqué jeudi un communiqué du ministère.

Le ministre a donné "des instructions visant à s'enquérir de la qualité des ser-

vices fournis aux citoyens en matière d'accueil et de prise en charge des malades, de gestion des urgences, d'hygiène et de maîtrise de la gestion et de la maintenance des équipements médicaux pour optimiser leur utilisation et assurer les meilleures conditions de travail au profit des professionnels de la santé". Il s'agit, en outre, "de s'enquérir de la mise en œuvre par ces établissements des instructions et orientations données dernièrement par l'administration centrale visant l'amélioration

du niveau de prise en charge des citoyens et le traitement des lacunes enregistrées pour une meilleure protection sanitaire, dans le cadre de la nouvel le stratégie de santé, en application des orientations du gouvernement", outre "le renforcement et l'appui des activités sanitaires dans les différentes spécialités, au vu de l'amélioration de la situation épidémiologique".

Cette opération définira "le principal critère pour la prise de mesures diverses", précise le communiqué.

## COVID-19

## Des sociétés d'assurance font un don à la PCH

5 sociétés d'assurances relevant du secteur public ont fait jeudi à Alger un don de consommables médicaux à la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) lors d'une cérémonie de signature d'une convention de solidarité dans le cadre de la lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19). La convention a été signée par la directrice de la PCH, Dr. Fatima Wakti et les Pdg de cinq (05) sociétés publiques d'assurances en présence du ministre de la Santé, de la population et de la

réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid.

Il s'agit de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT), la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (CAAR), la société Cash assurances relevant de la Sonatrach, la Caisse nationale de Mutualité Agricole (CNMA) et la Compagnie centrale de réassurance (CCR).

Après avoir salué "le nombre croissant des aides dont les auteurs ont consacré le véritable sens de solidarité et d'entraide depuis l'apparition de la

pandémie Covid-19", le ministre a affirmé que cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique de solidarité intersectorielle pour faire face au nouveau coronavirus". Il a estimé, dans ce sens, que de tels élan de solidarité "remontent, sans doute, le moral des patients et contribuent à la disponibilité des consommables médicaux", saluant au même temps les "efforts colossaux" fournis par les professionnels de la santé pour faire face à la pandémie. De son côté, le P-dg de la CAAT, Benmicia

Mohamed, a affirmé que les compagnies d'assurance, à l'image des autres opérateurs économiques, "contribuent à la solidarité avec le secteur sanitaire notamment avec la PCH".

Pour sa part le PDG de la Société algérienne des assurances (SAA), Nacer Sais, a indiqué que ces don faits par les sociétés d'assurance "aideront la PCH à doter les hôpitaux en les consommables médicaux de prévention", ajoutant que cette opération de solidarité sera suivie par d'autres dans l'avenir".

## BATNA

## Fermeture du centre de consultation et de diagnostic des cas suspects de Covid-19 du pôle urbain Hamla

Le centre de consultation et de diagnostic des cas suspects de la Covid-19 du pôle urbain de Hamla de la ville de Batna a été fermé consécutivement à la baisse importante du nombre des cas suspects de la pandémie, a indiqué jeudi le directeur local de la santé (DSP), Aïssa Madoui.

A ce propos, ce responsable a affirmé à l'APS, que ce centre restera néanmoins en alerte au cas où il devrait rouvrir une autre fois, précisant que l'équipe médicale et paramédicale qui y exerce va pouvoir prendre du repos après avoir contribué à la prise en charge et l'orientation des personnes contaminées par la Covid-19 durant la période de tension qu'a connu la wilaya sur le plan épidémiologique.

Selon le directeur local de la santé, le reste des centres de consultation et de diag-

nostic ouverts à travers la wilaya sont pour l'heure opérationnels, soulignant que le centre domicilié à l'École nationale d'application des techniques des transport terrestres (ENATT) de la ville de Batna a également enregistré une baisse sensible des cas suspects de contaminations par le nouveau coronavirus, dont le nombre oscille entre 30 et 50 par jour contre 450 à 500 au moment de sa mise en service. La même source a relevé, en ce sens, une "amélioration" de la situation épidémiologique à travers la wilaya de Batna, assurant que le taux d'occupation des lits d'hôpital a diminué pour atteindre 16 % hier (mercredi), au moment où seulement 8 lits de réanimation sont occupés sur un total de 40 lits existants dont 28 au chef-lieu.

Par ailleurs, le DSP de Batna a rappelé

que la capacité d'accueil hospitalière des malades a été renforcée il y a un mois dans le cadre des mesures prises pour la prise en charge des malades contaminés par le Sars-coV-2, en passant de 437 lits à 662. Pour rappel, une équipe de médecins pluridisciplinaire, de paramédicaux et de psychologues a été mise en place, le 8 août dernier, dans le cadre d'une initiative bénévole de prise en charge et de suivi à domicile des malades de la Covid-19 et leurs proches pour atténuer la pression sur les établissements de santé, mais aussi pour briser la chaîne de transmission du virus.

Cette expérience, née en premier lieu au niveau de l'établissement public hospitalier (EPH) de Batna, s'est étendue par la suite à d'autres régions.



## P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE  
Plus de 950.000 morts

Le nombre de décès liés au Covid-19 dans le monde a dépassé vendredi les 950.000, selon un nouveau bilan du Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'université Johns Hopkins.

Les données du CSSE montrent que le bilan mondial des décès liés à ce virus est passé à 950.434, pour un total provisoire d'infections établi à 30.395.579 dans le monde en date de vendredi à 22h23 (02h23 GMT samedi).

Les Etats-Unis restent le pays le plus touché tant en termes de nombre de cas que de décès, avec 6.723.305 cas et 198.509 décès, soit plus de 20% des morts recensés dans



le monde. Le Brésil, deuxième pays le plus touché par le nouveau coronavirus, a enregistré 4.495.183 cas et 135.793 décès, suivi de l'Inde avec 84.372 décès pour un total provisoire de contamination de 5.214.677 (deuxième plus élevé au monde). La liste de pays déplorant plus de 30.000 morts comprend le Mexique, le Royaume-Uni, l'Italie, la France, le Pérou et l'Espagne.

## BRÉSIL

## Le bilan des décès dépasse les 135.000

Le Brésil a signalé 858 décès dus au COVID-19 ces dernières 24 heures, portant le bilan national à 135.793, a annoncé vendredi le ministère de la Santé.

De plus, 39.797 nouvelles infections ont été détectées au cours de la même période, pour un total provisoire de

4.495.183. Le Brésil s'est efforcé de réduire le nombre quotidien de décès ces dernières semaines, qui s'établissait à 779 morts par jour la semaine dernière, en baisse de 9% par rapport à la moyenne des deux semaines précédentes.

Pendant la même période, le nombre

quotidien d'infections au nouveau coronavirus a également baissé de 22% pour s'établir la semaine dernière à 31.097.

L'Etat de Sao Paulo, le plus peuplé du pays, reste l'épicentre de l'épidémie au Brésil avec 924.532 cas et 33.678 décès, suivi par celui de Rio de Janeiro (249.798 cas et 17.575 décès).

## INDE

## 5.308.014 cas d'infection et 85.619 décès

Le nombre de cas confirmés de Covid-19 en Inde est passé samedi matin à 5.308.014 et celui des décès à 85.619, a annoncé le ministère fédéral indien de la Santé. Au cours des dernières 24 heures, 93.337 nouveaux cas et 1.247 décès ont été signalés dans tout le pays, portant ainsi le bilan national à 5.308.014 infections avec 85.619 décès, indiquent les données publiées par le ministère. D'après les responsables du ministère, un

total de 4.208.431 personnes ont quitté l'hôpital après s'être améliorées, et le nombre de cas actifs dans le pays est de 1.013.964. Selon le Conseil indien de la recherche médicale (ICMR), 62.454.254 échantillons ont été testés en date de vendredi, dont 881.911 durant la seule journée de vendredi. L'Inde est devenue le deuxième pays le plus touché par la pandémie de nouveau coronavirus après les Etats-Unis.

## RUSSIE

## 6.065 nouvelles infections en 24 heures

La Russie a enregistré 6.065 cas d'infection supplémentaires au nouveau coronavirus (Covid-19) ces dernières 24 heures, portant le total à 1.097.251, a annoncé samedi le centre national de

gestion du Covid-19 dans un communiqué. Parallèlement, 144 nouveaux décès ont été signalés, portant le bilan à 19.339, a-t-il révélé. Moscou a signalé 805 nouveaux cas, portant son

décompte des infections à 275.633, selon la même source. Quant aux guérisons, 906.462 patients se sont rétablis à ce jour, dont 5.225 en 24 heures, ajoute le communiqué. En date de vendredi,

239.192 personnes étaient encore sous observation médicale, tandis que plus de 42,4 millions de tests ont été effectués à travers le pays, d'après le centre national de gestion du Covid-19.

## GRANDE-BRETAGNE

## Le Royaume-Uni fait face à une "deuxième vague" de coronavirus

Le Royaume-Uni fait face à une "deuxième vague" de nouveau coronavirus, a prévenu vendredi le Premier ministre Boris Johnson, son gouvernement n'écartant pas de recourir à un nouveau confinement général pour toute l'Angleterre comme "dernière ligne de défense". "Il ne fait aucun doute, comme je le dis maintenant depuis plusieurs semaines, que nous pouvions nous attendre à une deuxième vague et que nous en voyons maintenant une arriver", a dit le dirigeant conservateur en visitant le chantier en construction d'un centre de vaccins à Didcot, près d'Oxford.

"Nous la voyons en France, en Espagne, à travers l'Europe.

"Je crains qu'il était absolument inévitable que nous la verrions dans ce pays", a-t-il dit alors que le taux de transmission est

désormais situé entre 1,1 et 1,4, impliquant une accélération des contaminations. Boris Johnson n'a pas exclu de durcir davantage des restrictions locales qui se multiplient au niveau local en Angleterre, où il est interdit de se rassembler à plus de six, mais il a dit vouloir éviter un nouveau confinement national, ravageur pour l'économie. Questionné vendredi sur des informations de presse évoquant l'hypothèse d'un confinement pour une période de deux semaines pendant les vacances scolaires qui commencent à la mi-octobre, le ministre de la Santé Matt Hancock a expliqué sur la BBC que le gouvernement "veut éviter un confinement national mais nous sommes prêts à le faire si nécessaire". "Nous sommes prêts à faire ce qu'il faudra pour protéger des vies", a-t-il déclaré, soulignant que le gouvernement pourrait

recourir à d'autres restrictions locales, comme il l'a encore fait jeudi dans certaines localités du Nord-Est de l'Angleterre. Entrées en vigueur vendredi, les mesures, qui concernent deux millions de personnes, interdisent notamment les rencontres entre personnes de différents foyers et introduisent un couvre-feu de 22h00 à 5h00 dans les lieux de divertissement. L'instauration de ces mêmes mesures à partir de mardi a été annoncée vendredi dans plusieurs localités du Nord-Ouest de l'Angleterre et notamment à Liverpool, ville qui compte à elle seule 500.000 habitants.

La seule interdiction de se réunir avec des personnes d'autres foyers à domicile (jardins compris) a également été instaurée dans plusieurs localités des Midlands et le West Yorkshire à partir de mardi.

## ETATS-UNIS

## Le nombre de décès reflète "l'échec de la réponse nationale"

Le nombre de morts dus à la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19) aux Etats-Unis "reflète l'échec de la réponse nationale", a affirmé Tom Frieden, expert en maladies infectieuses. "Le véritable nombre est plus élevé car tous les décès n'ont pas été identifiés, et ce nombre est terrifiant", a déclaré l'ancien directeur du Centre de prévention et de contrôle des maladies, à la chaîne de télévision américaine CNN.

Comparant le bilan des Etats-Unis au bilan de l'Allemagne et de la Corée du Sud, M. Frieden a déclaré que "des vies et des emplois

avaient été perdus parce que nous n'avons pas eu de réponse fédérale cohérente et organisée". "C'est plus que le nombre de décès dus aux suicides, overdoses, homicides ou au VIH/sida. Le COVID est en route pour être la troisième cause de mortalité dans tous les Etats-Unis cette année", a indiqué M. Frieden.

L'expert a ajouté être inquiet que les Américains soient "insensibilisés" à ce bilan, selon CNN. En date de vendredi, les Etats-Unis avaient rapporté au moins 198.570 décès liés au COVID-19, selon l'université Johns Hopkins.

## ETATS-UNIS

## Trump promet qu'il y aura assez de vaccins pour tous les Américains d'ici avril

Donald Trump a promis vendredi que 100 millions de doses de vaccins contre le Covid-19 seraient fabriquées avant la fin de l'année, et suffisamment pour vacciner les 330 millions d'Américains d'ici avril 2021.

"Nous aurons fabriqué au moins 100 millions de doses avant la fin de l'année, et ensuite probablement beaucoup plus, des centaines de millions de doses seront disponibles chaque mois, et nous aurons assez de vaccins pour tous les Américains d'ici avril", a déclaré le président américain lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche, répétant son optimisme sur l'issue des essais cliniques en cours de vaccins expérimentaux.

Il n'a pas précisé quels fabricants seraient en mesure de livrer ces volumes, mais deux sociétés, Moderna et Pfizer, sont en phase 3 active des essais cliniques de leurs vaccins expérimentaux, la première attendant des résultats en novembre, la seconde en octobre.

Les deux ont passé des contrats avec le gouvernement américain pour livrer des centaines de millions de doses, et les autorités sanitaires américaines ont lancé les préparatifs pour être en mesure de stocker et livrer les premières doses dès octobre, et dans les 24 heures suivant une éventuelle autorisation par l'Agence des médicaments (FDA).

Chaque vaccin serait injecté en deux doses séparées de trois ou quatre semaines.

La date de disponibilité d'un vaccin américain est un enjeu de la campagne pour l'élection présidentielle du 3 novembre, le candidat démocrate Joe Biden ayant dit ne pas faire confiance à Donald Trump pour garantir l'intégrité du processus scientifique d'homologation.

Moncef Slaoui, haut responsable de l'opération Warp Speed en charge des vaccins, avait dit à la radio NPR le 3 septembre qu'il tablait sur un volume de doses suffisant pour vacciner entre 20 et 25 millions de personnes d'ici la fin de l'année. Et le directeur des Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), Robert Redfield, a dit cette semaine que le vaccin ne serait sans doute disponible pour la majorité des Américains qu'au deuxième ou troisième trimestre 2021.

## CANADA

## Le Québec envoie des policiers dans les bars et restaurants

Le gouvernement du Québec a annoncé vendredi qu'il allait envoyer des policiers dans plus de 1.000 établissements titulaires d'un permis d'alcool ce week-end, notamment les bars et les restaurants, afin de veiller au respect des mesures visant à éviter la propagation du coronavirus. "C'est une opération massive, visible, qui va viser à détecter des endroits où il peut y avoir des problématiques ou des manquements", a expliqué le vice-Première ministre et ministre de la Sécurité publique Geneviève Guilbault, lors d'une conférence de presse. Les policiers vont "s'assurer que les règles de la Santé publique sont suivies dans les établissements à la fois par les exploitants et les clients" et pourront remettre des contraventions. Ils veilleront également au respect des règles liées aux permis d'alcool, récemment modifiées en raison de la pandémie. La vente d'alcool est désormais interdite après minuit dans les bars et restaurants du Québec. Les activités de danse et de karaoké sont également interdites. La semaine dernière, le Québec a annoncé des amendes pour les citoyens récalcitrants qui refuseraient de porter le masque, qui est obligatoire depuis le 18 juillet dans tous les lieux publics fermés. Ils peuvent désormais se voir infliger des amendes allant de 400 à 6.000 dollars canadiens (255 à 3.800 euros). L'Ontario, la plus peuplée des provinces canadiennes, a aussi resserré la vis sur les rassemblements privés, avec des amendes salées pour les contrevenants afin de prévenir une deuxième vague de coronavirus.

Ces deux provinces sont les plus touchées par la pandémie et ont recensé chacune environ 300 nouveaux cas ces derniers jours.

Au total, le Canada a enregistré plus de 141.000 cas de coronavirus et 9.240 morts.

# HYGIÈNE NUTRITIONNELLE

## 14 GESTES À ADOPTER POUR ARRÊTER D'ÊTRE BALLONNÉE

En cette période d'incertitudes, notre ventre n'est pas à la fête. Comme c'est aussi le siège essentiel de nos émotions, le pâti du stress et de l'anxiété dus au Covid. Mouvements d'éveil postural, douche aroma et exercices de cohérence cardiaque : et si vous profitiez du week-end pour adopter cette nouvelle routine matinale pour être bien dans votre ventre ?

On commence par un éveil postural  
On commence par un éveil postural. Levez-vous 15 mn plus tôt que d'habitude et réalisez une série d'exercices de yoga revitalisants comme la chandelle ou l'enfant : assis sur les genoux, fesses sur les talons et tête posée près des genoux, placez les bras le long du corps et laissez vos épaules s'affaisser vers le sol. Inspirez et expirez tranquillement dans cette posture.

### On pense à s'hydrater

On pense à s'hydrater. Après une nuit de sommeil, votre corps est déshydraté. Dès le réveil, avalez un grand verre d'eau riche en magnésium. Mieux : pressez un citron et mélangez le jus à un peu d'eau chaude. Cela facilite la digestion et le transit et dynamise pour la journée.

### On poursuit par la respiration abdominale

On poursuit par la respiration abdominale. Respirer avec le ventre permet d'accéder à un état de bien-être, de détendre le côlon et de relancer la digestion. Asseyez-vous, le dos tendu mais droit. Expirez lentement par le nez tout en contractant l'ensemble de la sangle abdominale. Cela permet de faire remonter le diaphragme, ce qui aide à mieux vider les poumons. Puis inspirez lentement par le nez en bombant le ventre.

### On s'accorde un auto-massage du ventre

On s'accorde un auto-massage du ventre. Ce massage relance la microcirculation et favorise les échanges cellulaires. Il a un effet relaxant et facilite le transit. Chauffez les paumes de vos mains l'une contre l'autre. Tapotez le ventre doucement avec le poing fermé dans le sens des aiguilles d'une montre, comme pour frapper à une porte. Terminez cet auto-massage en respirant à fond, et lors de l'expiration, appuyez fortement avec le poing entre les côtes.

### On se prépare un jus anti-constipation

On se prépare un jus anti-constipation. Pelez et coupez en morceaux ½ mangue et une poire. Mettez les morceaux dans le bol du blender, ajoutez ¼ cm de gingembre frais (et épluché) et 10 cl d'eau de source. Mixez et buvez. Ou préparez-vous un "good morning juice".

### On dit non au stress avec les huiles essen-



### nelles

On dit non au stress avec les huiles essentielles. Si le stress de cette période de confinement a tendance à vous faire ballonner, versez 2 gouttes d'huile essentielle de camomille noble et 1 goutte d'HE de citron jaune dans une cuillère à café de miel 10 à 15 minutes avant votre petit-déjeuner.

### On avale un petit-déjeuner sans gluten

On avale un petit-déjeuner sans gluten. Si vous avez le temps, préparez-vous un porridge de flocons d'avoine sans gluten avec des raisins secs. Pour la version rapide tartinez des galettes de sarrasin avec de la purée d'amandes ou 1 tranche de pain d'épeautre légèrement beurrée. Et pour le week-end, pourquoi ne pas faire des crêpes sans gluten arrosé de sirop d'érable ?

### On mastique bien chaque bouchée

On mastique bien chaque bouchée. Il ne faut jamais démarrer la journée en prenant le petit-déjeuner sur le pouce. Prenez le temps de vous assoier et de bien mastiquer chaque bouchée de pain ou de pancake. Les enzymes de la salive vont ainsi commencer le travail de digestion et vous ne souffrirez pas de crampes intestinales dans la matinée.

### On prend une douche aroma

On prend une douche aroma. Pour optimiser les effets des huiles essentielles prises avalées avant le petit-déjeuner, on inhale aussi leurs effluves sous l'eau chaude de la douche. Pour une douche aroma, versez une dose habituelle de gel douche (de préférence sans parfum) sur une fleur de bain ou un gant de toilette et ajoutez 2 ou 3 gouttes d'huile essentielle de bergamote ou de lavande officinale. Mélangez bien avec la paume de la main et lavez-vous en insistant un peu sur le plexus solaire et le ventre.

### On se prépare un thermos de tisane de thym

On se prépare un thermos de tisane de thym. Le thym n'est pas seulement parfait pour combattre les virus de l'hiver mais c'est une plante aux vertus antispasmodiques. Dans une casserole, faites infuser pendant une dizaine de minutes 300 ml d'eau bouillante avec 2 cuillères à café de thym. Versez dans un thermos que vous boirez au fil de la matinée.

### On n'oublie pas ses probiotiques

On n'oublie pas ses probiotiques. En améliorant considérablement la qualité de la flore intestinale, les probiotiques évitent tous les inforts intestinaux. On les trouve dans les yaourts, les laits ou cer-

taines boissons fermentées. Mais aussi sous forme de compléments alimentaires.

### On planifie sa journée

On planifie sa journée. On le sait, le stress et les angoisses dérèglent nos intestins. Pour rester zen face à la journée qui s'annonce, prenez le temps de planifier au minimum votre journée. Et dans ce planning, accordez-vous des pauses pour pratiquer des exercices de cohérence cardiaque. Vous vous sentirez plus zen et votre ventre vous dira merci !

### On se supplémente en magnésium

On se supplémente en magnésium. Le magnésium calme les spasmes digestifs car il relaxe les muscles. La posologie : 350 mg par jour en cure de 1 mois, à renouveler. Mais les besoins en magnésium étant proportionnels au stress, une prise supplémentaire peut être utile en cette période de tension.

### On pense à acheter du cumin

On pense à acheter du cumin. On peut le choisir sous forme de graines, ou en poudre, plus pratique à utiliser. Et on n'hésite pas à en ajouter à nos plats de déjeuner car le cumin combat la formation de gaz intestinaux et les ballonnements.

## Covid-19 : l'épidémie pourrait provoquer une hausse des décès par cancer

Selon une récente étude de l'Institut Gustave Roussy, l'épidémie de coronavirus pourrait entraîner une augmentation du nombre de décès par cancer au cours des 5 prochaines années.

Les conséquences à long terme de l'épidémie provoquée par le coronavirus SARS-CoV-2 ne sont pas encore connues. Toutefois, selon une récente étude conduite par l'Institut Gustave Roussy (notamment en collaboration avec l'Inserm et l'Université Paris-Saclay), le Covid-19 pourrait être responsable d'une augmentation de la mortalité par cancer au cours des prochaines années.

"Lors de la première vague, l'épidémie de Covid-19 a entraîné un bouleversement des soins pour les patients atteints de cancer : les stratégies thérapeutiques ont été adaptées, (...) une partie des patients n'a pas réalisé ou retardé les examens de dépistage ou de diagnostic, certains ont interrompu ou décalé les traitements en cours pour leur cancer" expliquent les spécialistes de l'Institut Gustave Roussy. Résultat ? D'après un modèle de simulation mis au

point par les chercheurs (et réalisé à partir de données hospitalières, de témoignages de cliniciens et d'une analyse de la littérature internationale), les retards et les décalages dans la prise en charge des patients pourraient se traduire par une augmentation d'au moins 2 % des décès par cancer au cours des 5 prochaines années, soit 4000 à 8000 morts supplémentaires en France d'ici à 2026.

"Il y a des cabinets de radiologie qui ont été complètement fermés pendant le confinement, explique Aurélie Bardet, biostatisticienne à l'Institut Gustave Roussy et principale auteure de l'étude, à nos confrères de France Inter. "Ce sont des éléments qui sont indépendants du patient (...) Et il y a aussi des phénomènes physiologiques des patients, où ils ont préféré attendre. Quand on se dit "Je vais décaler de deux semaines ma prise en charge" cela paraît anodin, puis finalement on s'est retrouvé à deux mois et maintenant on se retrouve à six mois de décalage." Et en cas de reprise de l'épidémie, les statistiques pourraient encore s'assombrir.





## La solitude associée à un risque accru de diabète



D'après une récente étude britannique, le sentiment de solitude, lorsqu'il devient chronique, peut favoriser le développement d'un diabète de type 2.

Selon une étude de l'Institut BVA pour l'association Astrée publiée en janvier 2019, 5,5 millions de Français souffrent de solitude. Les jeunes sont les principaux concernés par ce fléau, ainsi que les personnes en situation de handicap.

D'après une nouvelle étude du Kings College London (en Angleterre), les personnes qui souffrent de solitude auraient un risque accru de développer un diabète de type 2 au cours de leur vie. Une double peine. Leurs travaux, publiés dans le journal scientifique *Diabetologia*, ont été conduits auprès de 4000 volontaires âgés d'au moins 50 ans - avec un âge moyen de 65 ans. Les participants ont été suivis pendant 12 ans : au cours de cette période, 264 personnes ont développé un diabète de type 2. Parmi elles, davantage de personnes souffrant de solitude.

"L'étude montre une différence nette entre la solitude (qui se définit par la pauvreté des relations sociales) et l'isolement social (le fait de vivre / de travailler / de faire des activités seul)", notent les chercheurs. En clair : plus que le nombre de relations sociales, c'est leur qualité qui compte !

Comment expliquer cette relation ? Selon les scientifiques, c'est la gestion du stress qui serait en cause. Des recherches antérieures ont d'ailleurs montré que la solitude était associée à des taux plus élevés de cortisol ("l'hormone du stress") dans le sang - un facteur de risque pour le diabète.

"Si le sentiment de solitude devient chronique, alors les mécanismes du stress sont stimulés jour après jour, et cela peut entraîner des complications - comme un diabète" expliquent les chercheurs.

# MORT INATTENDUE DU NOURRISSON UNE ANOMALIE DU CERVEAU DANS 40% DES CAS

*Une anomalie dans le cerveau de certains nourrissons pourrait expliquer le syndrome de mort inattendue. Cette anomalie touche la région du cerveau qui régule la respiration.*

La cause jusqu'alors inconnue du syndrome de mort inattendue du nourrisson (autrefois appelée mort subite) pourrait être une anomalie du cerveau, selon une étude menée par les médecins des hôpitaux pour enfants de Boston et de Houston (États-Unis). Ces derniers ont découvert que près de 43% des nourrissons victimes de mort inattendue partagent la même anomalie du cerveau dans la région de l'hippocampe, la partie du cerveau qui régule (entre autres) la respiration et le rythme cardiaque.

Pour leurs recherches, les médecins ont étudié, entre 1991 et 2012, l'hippocampe de 153 nourrissons décédés de façon soudaine. Certains décès pouvaient être expliqués. Ceux pour lesquels les médecins n'avaient pas d'explication ont été classés comme "syndromes de la mort inattendue du nourrisson". Or, chez ces enfants, ils ont découvert, dans la région de l'hippocampe, une double couche de cellules nerveuses à la place de la simple couche habituelle.

"Il est probable que cette anomalie perturbe la partie du cerveau qui régule les fonctions de respiration et d'activité cardiaque lorsque l'enfant est endormi" ont souligné les médecins. Cette perturbation du fonctionnement normal du cerveau pourrait arriver plus précisément lorsque l'enfant dort dans une position autre que sur le dos. Mais d'autres études seront nécessaires pour venir compléter cette découverte.

### La prévention

- Mettre les nourrissons sur le dos pour tous les moments de sommeil. Le couchage



sur le côté n'est pas aussi sûr que le couchage sur le dos et n'est pas recommandé.

- Utiliser un matelas ferme. Le matériel mou ou des objets tels que les oreillers, étredeurs, couettes, peaux de mouton ne devraient pas être mis sous l'enfant.

- Un matelas ferme recouvert par un drap est recommandé.

- Ne pas fumer pendant la grossesse. Le tabagisme maternel pendant la grossesse est un

facteur de risque démontré : son éradication pourrait prévenir un tiers des morts inattendues du nourrisson.

- Un couchage séparé mais à proximité est recommandé. Le risque de MSN est réduit lorsque l'enfant dort dans la même chambre que sa mère. Mais il n'est pas recommandé de partager le lit du nourrisson.

- Éviter l'hyperthermie : l'enfant doit être peu couvert pour dormir.

## CERTAINS BÉBÉS PLUS À RISQUE ?

*Il existerait une vulnérabilité du système nerveux de certains bébés qui augmenterait le risque de mort inattendue du nourrisson.*

La mort inattendue du nourrisson (MIN), longtemps appelée « mort subite du nourrisson », est actuellement définie comme le décès soudain, inattendu et sans cause identifiée, d'un bébé âgé de 1 mois à 1 an. Selon le Dr Alain Senikies, médecin généraliste, elle touche environ un enfant sur 2000, le plus souvent entre 2 et 6 mois.

Pour tenter de la prévenir et réduire le nombre de cas de mort inattendue du nourrisson, on recommande aux parents de jeunes bébés de ne pas fumer dans l'environnement du nourrisson, de ne pas trop chauffer la chambre et, surtout, de coucher le bébé sur le dos.

Désormais, ces recommandations pourraient être ciblées et dispensées avec beaucoup plus de vigilance chez les parents de bébés « à risque ». En effet, le Dr Hannah Kinney, neurologue à l'hôpital pédiatrique de Boston, et son équipe de chercheurs, pensent avoir identifié une forme de vulnérabilité du cerveau chez certains bébés, qui ex-



pliqueraient la survenue d'une mort précoce et inattendue.

Le médecin américain a examiné les cas de 71 nourrissons décédés et autopsiés et a pu analyser des prélèvements du tronc cérébral, une partie du système nerveux central située sous le cerveau. Les enfants victimes ont été répartis en plusieurs catégories selon la cause de leur décès. Les chercheurs ont alors identifié des anomalies du tronc cérébral venant perturber le contrôle de la respiration, du rythme cardiaque, de la pression artérielle et de la température pendant le sommeil. « Ce sont ces anomalies qui vont empêcher le bébé de se réveiller quand sa température est trop élevée ou en cas de mauvaise ventilation » insiste le médecin dans un article publié dans la revue *Pediatrics*.

L'équipe de l'hôpital de Boston va maintenant poursuivre ses recherches afin de développer un test qui permettra de détecter cette vulnérabilité chez les bébés.

## MALI L'UA appelle à un retour rapide à l'ordre constitutionnel et une transition civile

L'Union africaine (UA) a insisté à son tour pour que les militaires au Mali nomment rapidement des dirigeants civils pour mener la période de transition après le changement inconstitutionnel mené par des militaires mutins, ayant conduit à la démission forcée de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK).

Le Commissaire de l'UA à la paix et la sécurité, Smail Chergui, a appelé jeudi soir sur Twitter "à un retour à l'ordre constitutionnel et à une transition rapide menée par des civils au Mali". Le compte Twitter de la Commission a de son côté dit soutenir l'appel de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) à une transition de 18 mois menée par des civils.

Les représentants des pays voisins du Mali réunis mardi en mini-sommet au Ghana, ont pressé les militaires de nommer immédiatement un président et un Premier ministre de transition civils. La Cédéao s'est engagée à lever sitôt ces responsables désignés, les sanctions imposées depuis le 20 août incluant l'arrêt des échanges financiers et commerciaux.

La commission de l'UA a également "salué" jeudi la décision des militaires de libérer M. Keïta détenu depuis plus d'une semaine, et déclaré que l'ancien Premier ministre Boubou Cissé ainsi que "d'autres dignitaires" doivent eux aussi être libérés.

L'UA avait annoncé qu'elle suspendait le Mali "jusqu'au retour de l'ordre constitutionnel". Mercredi, à l'issue des négociations au Ghana, un porte-parole du Comité nationale pour le salut du peuple (CNSP), le Colonel Ismaël Wagué, a déclaré que le Mali pourrait faire face à un "embargo total" de la Cédéao s'il ne nommait pas rapidement des leaders civils. De nouvelles sanctions pourraient affaiblir encore ce pays pauvre qui connaît actuellement une sévère crise économique et qui fait face à l'insécurité terroriste ainsi qu'à des violences intercommunautaires. Les militaires avaient promis samedi, à l'issue de trois jours de travaux des concertations nationales, de restituer les commandes aux civils à l'issue d'une période de transition de 18 mois. Les participants à ces travaux, initiés par le CNSP, Comité créé par les militaires mutins, ont adopté "une charte" instaurant une période de transition de 18 mois à l'issue de laquelle doit être rétabli le pouvoir civil. "Nous prenons l'engagement devant vous de ne ménager aucun effort dans la mise en oeuvre de l'ensemble de ces résolutions dans l'intérêt exclusif du peuple malien", a déclaré le colonel Assimi Goïta, chef du CNSP. "Nous demandons et espérons la compréhension l'appui et l'accompagnement de la communauté internationale dans cette mise en oeuvre diligente correcte de la charte et de la feuille de route de la transition", a-t-il insisté.

## GUINÉE Coup d'envoi de la campagne électorale de la présidentielle du 18 octobre

Le coup d'envoi de la campagne électorale pour l'élection présidentielle prévue le 18 octobre prochain en Guinée est donné ce vendredi pour une durée d'un mois. Le président Alpha Condé a invité jeudi les présidents de la Commission électorale nationale indépendante et de la Haute autorité de la communication, ainsi que les ministres compétents à prendre chacun toutes les dispositions nécessaires pour le bon déroulement de ladite campagne à laquelle 12 candidats prendront part. Le fichier électoral guinéen compte cette année plus de 5,4 millions électeurs inscrits, dont soit 53% de femmes.

APS

## LIBYE L'ONU salue la décision de Favez al-Sarraj de démissionner

L'ONU a salué jeudi la "décision courageuse" du chef du Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen, Favez al-Sarraj, de démissionner d'ici la fin octobre.

Stephanie Williams, représentante spéciale par intérim du secrétaire général des Nations Unies en Libye, a estimé dans un communiqué que cette annonce "intervient à un tournant décisif dans la crise libyenne de longue date, au moment où il est clair que la situation n'est plus tenable", a-t-elle ajouté.

"Il incombe désormais aux parties libyennes concernées d'assumer pleinement leurs responsabilités devant le peuple libyen, de prendre des décisions historiques et d'accepter des concessions mutuelles pour le bien de leur pays", poursuit le communiqué.

M. Sarraj avait annoncé mercredi son intention de démissionner en octobre pour céder la place à un nouvel exécutif issu de pourparlers interlibyens visant à parvenir à une issue politique à la crise



qui connaît le pays depuis 2011

"J'annonce à tous mon souhait sincère de céder mes fonctions à un prochain pouvoir exécutif avant fin octobre au plus tard, en espérant que le Comité de dialogue achève ses travaux, choisisse un nouveau

Conseil présidentiel et transfère les pouvoirs au Premier ministre conformément aux conclusions du Congrès de Berlin", avait déclaré le chef du GNA. Favez al-Sarraj avait souligné l'importance de la "phase préliminaire" pour une sortie de crise en Libye tel que

prévu par les consultations de Montreux tenues du 7 au 9 septembre en Suisse, exprimant son "soutien à tout dialogue politique qui déboucherait sur l'élection de nouveaux organes politiques susceptibles de mettre un terme à la division en Libye". Pour rappel, les participants à la réunion de Montreux (Suisse) ont convenu de considérer la "phase préparatoire à une solution globale" annoncée à l'issue des travaux, comme un délai pour préparer les conditions appropriées pour la tenue des élections législatives et présidentielles dans un délai ne dépassant pas 18 mois, et sur la base d'une disposition constitutionnelle à convenir. Les consultations de Montreux, ont été organisées à la suite des deux déclarations distinctes de cessez-le-feu faites le 21 août par les camps rivaux libyens.

## BURKINA FASO L'alliance des partis de la majorité présidentielle (APMP) soutient la candidature du président Kaboré

L'alliance des partis de la majorité présidentielle (APMP) s'est engagée jeudi à soutenir la candidature de Roch Marc Christian Kaboré, candidat à sa propre succession à l'élection présidentielle du 22 novembre prochain au Burkina Faso.

"L'alliance des partis de la majorité présidentielle (APMP), forte de 65 partis et formations politiques, se réjouit ce matin de vous présenter une convention signée par tous les partis membres, dé-

nommée Déclaration de soutien à la candidature du Président Roch Marc Christian Kaboré à l'élection présidentielle du 22 novembre 2020", a déclaré lors d'un point de presse Clement Sawadogo qui en est le coordonnateur.

L'ensemble des partis de l'APMP à travers cette déclaration soutiennent la candidature de M. Kaboré à l'élection présidentielle du 22 novembre 2020 et le portent comme leur candidat et prennent

l'engagement de mobiliser le peuple autour de son programme, a expliqué M. Sawadogo.

Les dossiers de candidature pour la présidentielle 2020 devront être déposés du 28 septembre au 3 octobre 2020, selon la CENI. Au total, 6.492.868 électeurs ont été inscrits dans le fichier électoral pour le double scrutin présidentiel et législatif du 22 novembre prochain au Burkina Faso.

## PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE L'UE appelle à "un processus électoral impartial et transparent"

L'Union européenne a appelé vendredi la Côte d'Ivoire à organiser "un processus électoral impartial, transparent, inclusif et équitable" alors que la tension monte à quelques semaines de la présidentielle du 31 octobre. L'UE appelle "un respect des libertés publiques, notamment le droit pour chaque citoyen de manifester pacifiquement, dans le cadre prévu par la loi, sans être inquiété, et d'exprimer des opinions politiques sans être arrêté

ou emprisonné", selon la déclaration de Josep Borrell, Haut Représentant de l'Union européenne. Les autorités ivoiriennes ont prolongé mardi l'interdiction de manifester, prise en août, jusqu'au 30 septembre, alors que l'opposition a appelé à des manifestations et dénonce des arrestations arbitraires de militants. "L'UE prend acte de la décision du Conseil constitutionnel, relative aux candidatures retenues pour l'élection" et "rappelle qu'il est de la

responsabilité première des autorités et institutions de garantir un processus électoral impartial, transparent, inclusif et équitable, emportant l'adhésion des citoyens". Le Conseil constitutionnel a validé lundi la candidature du président Alassane Ouattara à un troisième mandat et en a rejeté 40 autres, dont celles de l'ancien président Laurent Gbagbo et de l'ex-chef rebelle et ancien Premier ministre Guillaume Soro, tous deux à l'étranger. L'UE "note les diffé-

rentes procédures ouvertes auprès de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) relativement au processus électoral et rappelle son attachement au respect de la justice internationale", selon le communiqué. La CADHP a demandé le 15 septembre aux autorités ivoiriennes, qui ont retiré la déclaration de compétence à cette juridiction suprannationale basée à Arusha, de laisser M. Soro concourir à l'élection.

## SOMALIE Nomination d'un nouveau Premier ministre et accord pour des élections en 2021

Le président somalien Mohamed Abdullahi Mohamed a nommé jeudi un nouveau Premier ministre, quelques heures après avoir conclu un accord avec les leaders politiques régionaux pour organiser des élections l'année prochaine. Le bureau du président, a annoncé tard jeudi la nomination de Mohamed Hussein Roble, un ingénieur civil. Il lui "a souhaité de prendre la charge et les tâches à venir avec diligence." Le poste de Premier ministre était vacant depuis le renvoi en juillet par le Parlement de Hassan Ali Khaire, officiellement pour avoir échoué à mettre en route l'organisation de ces élections pleinement démocratiques, initialement prévues pour février 2021. La Somalie s'était fixé l'objectif de tenir ses premières élections entièrement démocratiques depuis

1969 en donnant une voix à chaque citoyen lors du scrutin. Selon le complexe système actuel, des délégués spéciaux élisent les parlementaires, qui votent ensuite pour le président. L'accord trouvé jeudi - impliquant le président, cinq leaders régionaux ainsi que le maire de Mogadiscio - admet qu'instituer un système "un homme une voix" serait impossible dans le délai imparti avant l'expiration du mandat parlementaire en novembre et du mandat du président somalien en février. Dans un communiqué officiel, les négociateurs déclarent donc que les délégués éliront les 275 parlementaires de la chambre basse, qui choisira le président. Bien que semblable à la précédente élection de 2017, ce scrutin offrira cependant un peu plus de représentativité: le nombre de délégués

atteindra 27.775, soit près de deux fois plus qu'en 2017. Aucun calendrier n'a été donné. De plus, le rôle donné à la commission électorale indépendante nationale n'est pas encore clair, le gouvernement fédéral et les Etats régionaux ayant prévu d'avoir chacun leur propre commission pour superviser les scrutins. L'accord doit encore être entériné par le Parlement somalien. Les Nations unies avaient qualifié "de réalisation historique" l'introduction annoncée d'un système électoral universel en Somalie, après des décennies d'instabilité. Mais les observateurs de ce pays de la Corne de l'Afrique avaient jugé cette réforme de moins en moins probable en raison de tensions politiques, des aspects techniques et des enjeux de sécurité liés aux terroristes du groupe "shebab".



## IRAK-CORRUPTION

## Premières arrestations liées à la nouvelle campagne anticorruption

Trois responsables irakiens ont été arrêtés cette semaine dans le cadre de la nouvelle campagne de lutte contre la corruption en Irak menée par le Premier ministre Moustafa al-Kazimi, ont indiqué vendredi des sources gouvernementales.

M. Kazimi a formé en août un conseil anticorruption, autorisant les unités d'élite du service de contre-terrorisme à arrêter des hauts responsables. Les premières arrestations dans ce cadre ont été effectuées cette semaine, ont affirmé deux responsables irakiens proches du dossier. Selon eux, le directeur du Fonds de pension irakien, Ahmad al-Saedi et le président de la Commission d'investissements de Bagdad, Shaker al-Zameli ont été interpellés mercredi. Bahaa Abdulhussein, qui dirige l'entreprise de paiement électronique "Qi Card", a été arrêté jeudi à l'aéroport de Bagdad, a-t-on indiqué de mêmes sources. "Le conseil



examine des secteurs ayant été suspects depuis quelques temps, et sa commission judiciaire émet ensuite les mandats d'arrêt", a indiqué l'une des sources, citée par des médias. Cette campagne anticorruption ne vise pas d'indi-

vidus, de groupes ni de secteur économique en particulier, ont affirmé les deux responsables. "Il n'y a pas de liste mais on peut s'attendre à ce que de nouveaux noms sortent", a ajouté l'un d'eux. Quelque 450 milliards de dollars (380 milliards d'euros) de fonds publics ont atterri dans les poches de personnalités politiques ou d'hommes d'affaires depuis l'invasion américaine en 2003, d'après une étude réalisée par le Parlement irakien. Pour tenter d'enrayer le phénomène, M. Kazimi a nommé de nouveaux responsables à la Banque centrale irakienne, à la Commission sur l'intégrité et à la Commission d'investissement.

## ETATS UNIS

## Trump et Biden, duel à distance dans le Minnesota

Le président américain Donald Trump et son adversaire démocrate Joe Biden font tous les deux campagnes, pour l'élection du 3 novembre, vendredi dans le Minnesota. Le locataire de la Maison Blanche prononcera dans la soirée un discours en plein air sur un aéroport dans la ville de Bemidji. L'ancien vice-président de Barack Obama s'exprimera en milieu d'après-midi depuis Duluth. En 2016, Hillary Clinton l'avait emporté d'une courte tête dans cet Etat frontalier avec le Canada. Selon le dernier sondage Morning Consult, Joe Biden dispose d'une légère avance (48% contre 44%) sur Donald Trump. Le déplacement des deux candidats septuagénaires coïncide avec le début du vote anticipé dans cet Etat, soit en personne, soit par correspondance. Selon un sondage du ABC/Washington Post, près de 40% des habitants de l'Etat envisagent de voter avant le 3 novembre. Le vote avant la date du scrutin est en vi-



gueur depuis longtemps dans de nombreux Etats. Mais la tendance devrait sensiblement s'accroître cette année: en raison de l'épidémie de Covid-19, de nombreux Etats offrent en effet plus de souplesse à ceux qui ne veulent pas se rendre physiquement aux urnes le jour J. Le gouverneur démocrate du Minnesota Tim Walz appelé les deux équipes de campagne à respecter les règles en vigueur dans l'Etat pour ralentir la propagation du Covid-19. Joe Biden a durci le ton depuis quelques jours et intensifié

ses critiques sur la gestion de la pandémie par Donald Trump. "Ce président devrait démissionner", a-t-il lancé jeudi soir. Déplorant sa gestion de la crise sanitaire qui a fait près de 200.000 morts aux Etats-Unis et plombé la première économie mondiale, il a fait allusion aux propos du milliardaire américain, qui avait déclaré au journaliste Bob Woodward, avoir délibérément décidé de "minimiser" la pandémie. "Il le savait et il n'a rien fait. C'est presque criminel", a accusé Joe Biden.

## ETATS UNIS

## La doyenne de la Cour suprême américaine Ruth Bader Ginsburg est morte à 87 ans

La doyenne de la Cour suprême américaine, Ruth Bader Ginsburg, est morte vendredi à l'âge de 87 ans, a annoncé la haute cour, un coup dur pour les progressistes susceptible de bouleverser durablement l'équilibre de l'institution au profit des conservateurs. "La juge Ruth Bader Ginsburg est décédée cet après-midi à son domicile, entourée de sa famille, des complications d'un cancer métastasé du pancréas", a indiqué la cour. La question du remplacement de la magistrate, va peser de façon brûlante sur la fin de la campagne présidentielle. Juge la plus connue du quatorze progressiste de la Cour suprême, Mme Ginsburg avait été nommée en 1993 à la haute cour par le président Bill Clinton. Elle jouissait d'une popularité étonnante au regard de l'austérité traditionnellement associée aux neuf juges de la Cour suprême. Cela s'explique notamment

car la juge Ginsburg fut une pionnière de la lutte pour l'émancipation des femmes, dans les années 1970. Elle a ensuite épousé d'autres évolutions de la société américaine, se rapprochant des plus jeunes sur nombre de questions. Les démocrates américains redoutaient plus que tout une défaillance de Ruth Bader Ginsburg car le président Donald Trump va assurément tenter de la remplacer par un juge conservateur, dès que le moment de deuil sera passé. Ce nouvel arrivant serait à coup sûr confirmé par un vote du Sénat, où les républicains ont conservé leur majorité aux élections législatives de 2018. La Cour suprême a déjà une majorité de cinq juges conservateurs. La défunte magistrate avait déjà été soignée pour plusieurs cancers, apparus sur une période de deux décennies, notamment au pancréas et au colon.

## PÉROU

## Le président Vizcarra évite la destitution par le Parlement

Le président péruvien Martin Vizcarra a échappé vendredi à la destitution, ses adversaires au Parlement n'étant pas parvenus à rassembler le nombre de voix suffisants pour le renverser pour "incapacité morale". Les voix de 87 parlementaires sur les 130 qui composent le Parlement monocaméral étaient nécessaires pour destituer le président de centre droit, au pouvoir depuis 2018. A l'issue de dix heures de débat devant le Parlement monocaméral du Pérou, seuls 32 députés se sont prononcés pour entériner la procédure de destitution pour "incapacité morale", initiée par la semaine dernière par ce même Parlement à la suite d'accusations de manipulation de témoins dans une enquête portant sur des soupçons de cor-

ruption. Quelque 78 députés ont voté contre et 15 se sont abstenus. L'enquête concerne l'embauche d'un chanteur par le ministère de la Culture, la justice soupçonnant l'artiste d'avoir bénéficié d'un contrat de complaisance. Des enregistrements audio dans lesquels M. Vizcarra demande à des témoins de mentir avaient précipité le vote d'une motion du Parlement, 65 parlementaires, sur les 52 requises, ayant demandé d'enclencher la procédure de destitution. A l'ouverture des débats vers 10H00 locales (15H00 GMT), M. Vizcarra s'est rendu au Parlement pour plaider sa cause, bien qu'il n'y soit pas tenu par la loi: "Je ne pars pas, je ne l'ai pas fait avant et je ne vais pas le faire maintenant", a-t-il déclaré. Mais il s'est ensuite retiré, laissant

la parole à son avocat, Me Roberto Pereira, qui a demandé "le rejet" de la procédure "car elle souffre d'un manque de caractérisation des faits". Pendant que les Congrès débattaient de son avenir, M. Vizcarra s'est rendu dans la ville de Trujillo, dans le nord du pays, où il a appelé les parlementaires à "travailler ensemble pour (...) le peuple, pour les jeunes qui exigent des politiques qu'ils arrêtent de se battre et que le Pérou passe avant tout". Selon un sondage rendu public mardi, 80% des Péruviens pensaient que le M. Vizcarra, 57 ans, devait rester au pouvoir. Le Pérou a connu une forte instabilité politique au cours des dernières années, les quatre derniers présidents ayant eu maille à partir avec la justice.

## BOLIVIE

## La présidente par intérim renonce à être candidate aux élections

La présidente par intérim de la Bolivie, Jeanine Anez, a annoncé jeudi son retrait de la course à la présidentielle un mois avant les élections.

"Aujourd'hui, je mets de côté ma candidature à la présidence de la Bolivie, pour veiller à la démocratie", a déclaré la présidente de droite dans un message télévisé. Elle a expliqué avoir pris cette décision "en raison du risque de voir le vote démocratique divisé entre plusieurs candidats et qu'à la suite de cette division, le MAS (Mouvement pour le socialisme, dirigé par Morales) finisse par remporter les élections" prévues le 18 octobre prochain. Accompagnée par son candidat à la vice-présidence, l'homme d'affaires Samuel Doria Medina, et d'autres alliés politiques, Mme Anez, 53 ans, a appelé à l'unité contre le MAS, dont le candidat est en tête des sondages électoraux.

"Si nous ne nous unissons pas, la démocratie perd, si nous ne nous unissons pas, la démocratie perd, si nous ne nous unissons pas, la dictature l'emporte", a-t-elle affirmé.

Mme Anez quitte la course électorale au lendemain de la publication d'un sondage par la Jubilee Catholic Foundation, qui lui a attribué la quatrième place, avec seulement 7% des intentions de vote. En tête de ce sondage arrive M. Arce (29,2%) suivi par l'ancien président Carlos Mesa (19%) et par un responsable régional Luis Fernando Camacho (10,4%).

La Bolivie traverse une crise post-électorale depuis le scrutin présidentiel d'octobre 2019. Evo Morales s'était proclamé vainqueur de la présidentielle pour un quatrième mandat, mais l'opposition avait crié à la fraude. Après des semaines de manifestations, le président avait démissionné et fui la Bolivie, lâché par la police et l'armée. Il s'est d'abord réfugié au Mexique puis en Argentine, et Mme Anez est devenue présidente par intérim en novembre 2019.

Elle avait promis de diriger un gouvernement de transition afin de convoquer de nouvelles élections en 2020. Mais en janvier, elle a annoncé sa candidature, une décision largement critiquée par ses adversaires et certains alliés.

## CHINE-ETATS UNIS

## La Chine attend un rôle positif de l'ambassadeur américain après son départ

La Chine espère que l'ambassadeur des Etats-Unis en Chine Terry Branstad continuera de jouer "un rôle positif dans le développement sain des relations bilatérales" après avoir quitté son poste, a déclaré vendredi le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin.

Les Etats-Unis ont officiellement informé lundi la Chine du départ de M. Branstad début octobre, a déclaré M. Wang lors d'un point de presse quotidien. "M. Branstad a fait beaucoup pour promouvoir les échanges et la coopération entre les deux peuples, lorsqu'il a été gouverneur de l'Iowa et ambassadeur des Etats-Unis en Chine," a déclaré M. Wang.

Affirmant que la Chine a connu un développement remarquable au cours des dernières décennies, M. Branstad a noté dans sa déclaration que "l'éthique du travail du peuple chinois, son engagement envers l'éducation et la famille, et l'esprit d'entreprise ont favorisé le développement de ce pays." La partie chinoise apprécie les remarques de l'ambassadeur Branstad, a déclaré M. Wang. Depuis la fondation de la République populaire de Chine, en parti culier depuis la réforme et l'ouverture, la Chine a connu des réalisations remarquables en matière de développement et est devenue la deuxième économie mondiale, la plus grande puissance manufacturière et la plus grande puissance en termes de commerce des marchandises, a-t-il dit. "Ces réalisations ont été faites par le peuple chinois avec sa diligence, sa sagesse et son esprit novateur," a souligné M. Wang. Pendant un certain temps, certains politiciens américains ont affirmé que les réalisations de la Chine en matière de développement ont été réalisées en "volant les technologies d'autres pays et en profitant des autres", a déclaré M. Wang, réitérant que cette accusation, motivée par des arrière-pensées, manque de bon sens. "La communauté internationale et les personnes perspicaces aux Etats-Unis ont leur jugement juste à ce sujet," a déclaré le porte-parole.

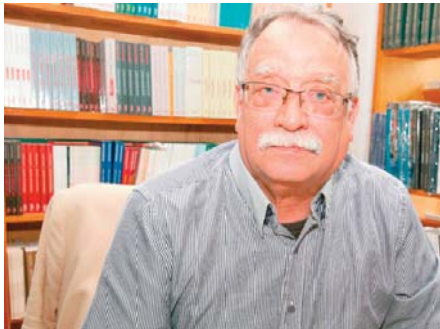
## DÉCÈS D'ABDELMADJID MERDADI Constantine dans son cœur et l'Algérie chevillée au corps (témoignages)

La disparition jeudi soir à Alger du sociologue et historien Abdelmadjid Merdadi n'a pas manqué d'émouvoir et d'attrister de nombreuses personnalités et citoyens de la ville de Constantine dont il est l'un de ses fils valeureux, décédé des suites d'une longue maladie à l'âge de 75 ans.

De l'avis de ses amis et proches, "le défunt portait Constantine dans son cœur et l'Algérie chevillée au corps" avec un attachement profond qui transparaissait fortement à travers ses nombreux ouvrages et contributions sur l'histoire, la littérature, le théâtre, la musique, le cinéma et même le sport.

"C'est une grande perte pour la ville de Constantine et pour l'Algérie", confie à l'APS le Pr.

Abdelhamid Aberkane, très affecté par la perte du défunt Abdelmadjid Merdadi qu'il considère comme "un frère, un homme vrai et entier, très engagé et courageux." Emu par le décès de cet "homme d'une très grande culture", le Pr. Aberkane a loué les "qualités morales du défunt, une grande personnalité très respectée, un homme inlassable, très amoureux de la culture et de la musique, très généreux et d'une simplicité absolue." Et d'ajouter : "Abdelmadjid était un patriote qui aimait sa ville et son pays et n'avait cessé d'organiser des rencontres et de prendre des initiatives pour faire vivre la culture." Très peiné par le décès de Abdelmadjid Merdadi, Mouloud Bensaid, homme de culture de Constantine et



proche du défunt, décrit, pour sa part, "une illustre personnalité chérissant l'art et la culture dont il était insatiable, aspirant inlassablement à tout connaître du patrimoine culturel constantinois et national." "Le défunt était très cultivé et n'avait cessé de défendre la culture et la musique de la ville de Constantine ainsi que son histoire", souligne-t-il, tout en adressant "une pensée émue aux membres de sa famille, des enfants de la ville très respectés."

De son côté, Toufik Benzegouta, président de l'association des Amis de Constantine a mis l'accent, outre les qualités morales et culturelles du défunt unanimement reconnues par ses

amis et proches, sur "le couple extrêmement et extraordinairement soudé et inséparable qu'il formait avec son épouse qui était toujours présente à ses côtés en toutes circonstances." Pour rappel, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé vendredi un message de condoléances à la famille de Abdelmadjid Merdadi, dans le quel il a salué les contributions de l'éminent professeur universitaire dans "l'enrichissement de la pensée et de l'histoire, priant Dieu Tout-Puissant de l'accueillir dans Son vaste paradis et d'assister les siens en cette épreuve." Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a également publié vendredi matin un message

de condoléances sur son compte Facebook, dans lequel il exprime sa "grande tristesse" suite au décès du professeur et chercheur Abdelmadjid Merdadi.

Très proche du défunt, l'historien français, Benjamin Stora, a exprimé, de son côté, son "immense peine", rendant hommage, via un post facebook, à son "frère, ami et grand historien Abdelmadjid Merdadi." Ecrivain, sociologue et historien, le défunt professeur Abdelmadjid Merdadi est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'Histoire de la ville de Constantine et la guerre de libération nationale, notamment "Le dictionnaire des musiques et les musiciens de Constantine", "La fonction présidentielle en Algérie", "GPRA, un mandat historique (19 septembre 1958-3 août 1962)", "Novembre 1954, de l'insurrection à la guerre d'indépendance" et "Constantine, citadelle des vertiges." Abdelmadjid Merdadi est également l'auteur d'un ouvrage bibliographique, "Les clés retrouvées", paru en 2015, dans lequel il relate son enfance à Constantine.

Le défunt n'a été inhumé, aujourd'hui, dans l'après-midi à Constantine au cimetière central de la ville.

## LIVRES RARES Des livres anciens "irremplaçables" volés en 2017 à Londres découverts en Roumanie

Les procureurs roumains ont annoncé vendredi la découverte de quelque 200 livres anciens et incunables d'une valeur estimée à plus de 2,5 millions d'euros, volés en 2017 dans un entrepôt en Grande Bretagne.

Des éditions princeps de Galilée et d'Isaac Newton, un incunable de Pétrarque, plusieurs éditions rares de Dante Alighieri ou encore 80 ébauches du peintre espagnol Francisco de Goya avaient été dérobés lors d'un spectaculaire cambriolage dans la nuit du 29 au 30 janvier 2017.

Les voleurs avaient pénétré par le toit dans un entrepôt à Feltham, près de Londres, avant de descendre 12 mètres en rappel, sans se faire repérer par les détecteurs de mouvements, ont indiqué les procureurs. Ils ont fouillé pendant plusieurs heures parmi des milliers d'ouvrages qui devaient être acheminés vers les Etats-Unis en prévision d'une foire internationale des bouquinistes et sont ressortis par la même voie.

Quatre suspects roumains avaient été interpellés en juin 2019 lors d'une trentaine de perquisitions domiciliaires menées dans le nord-est de la Roumanie, tandis qu'une dizaine d'autres, dont les nationalités n'ont pas été précisées, ont été appréhendés en Grande Bretagne.

Mais c'est l'arrestation en janvier à Turin (Italie) d'un Roumain, chef présumé de ce réseau, et sa collaboration qui "ont été décisives pour le succès de cette opération", menée conjointement par les polices britannique, italienne et roumaine, a indiqué Eurojust dans un communiqué. Le butin a été découvert mercredi dans une maison du département de Neamt (nord-est).

Selon des photos publiées par le parquet roumain, les ouvrages étaient emballés dans du plastique et cachés dans une fosse en béton, recouverte de gravats. "Ces livres sont extrêmement précieux, irremplaçables, d'une énorme importance pour le patrimoine culturel international", a souligné la police britannique.

"Il s'agit d'un double succès, puisque les suspects ont été identifiés et interpellés et les trésors récupérés avant d'être mis en vente", s'est félicité Eurojust.

Selon les enquêteurs britanniques, une partie des suspects, membres d'un clan basé dans le nord-est de la Roumanie, auraient commis "onze autres cambriolages en Grande Bretagne, utilisant généralement la même méthode d'effraction, lors desquels des biens estimés à 2 millions de livres (2,19 millions d'euros) ont été dérobés".

## ALLEMAGNE - TABAC - SANTÉ L'Allemagne durcit sa législation sur la publicité pour le tabac

La chambre haute du Parlement a entériné vendredi une loi qui élargit les interdictions sur la publicité pour le tabac en Allemagne, seul pays de l'Union européenne où elle est encore autorisée dans l'espace public. La Bundesrat a ainsi définitivement validé un texte de loi décidé en mai par la coalition au pouvoir entre conservateurs d'Angela Merkel et sociaux-démocrates, après de longues négociations.

A partir de début 2021, la publicité sera bannie dans les cinémas pour les films ouverts aux mineurs. La distribution gratuite de cigarettes au cours d'événements, comme les festivals de musique, ne sera plus autorisée. L'année suivante, l'interdiction sera généralisée dans l'espace public. Les cigarettes électroniques seront concernées par ces interdictions à partir de 2024. Actuellement, la réclame pour le tabac est interdite à la radio, à la télévision et dans la presse, mais l'Allemagne est le seul pays européen à ne pas proscrire les affiches dans la rue et la publicité au cinéma. Le président de la chambre fédérale des médecins a salué le durcissement de la loi, qui vise en particulier à protéger les jeunes très réceptifs à la publicité, mais a exigé d'aller plus loin.

"Il serait urgent d'imposer aussi une interdiction de fumer en voiture, quand des enfants ou adolescents sont à bord", a souligné Klaus Reinhardt à l'agence de presse allemande DPA.

APS

## PATRIMOINE - COSTUME Projet de musée dédié au costume traditionnel

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a annoncé jeudi soir à Alger un projet de création d'un musée dédié au costume traditionnel algérien pour préserver et valoriser ce patrimoine culturel. S'exprimant lors de la cérémonie de clôture du mois du patrimoine immatériel dédié au costume traditionnel, la ministre de la culture et des Arts a annoncé que ce projet sera appuyé par un centre d'interprétation scientifique.

Lors de cette cérémonie de clôture, tenue au palais de la culture Moufidi-

Zakaria en présence de plusieurs membres du gouvernement, de nombreuses créations inspirées du costume traditionnel et des pièces authentiques ont été présentées à l'image du karkaou, de la chedda, de la djebba kabyle et de la blousa oranaise.

A cette occasion, la ministre de la Culture et des Arts a également rendu hommage à d'illustres figures artistiques à savoir la chanteuse et musicienne du diwan Hasna El Becharia, la comédienne Bahja Rachedi, le chanteur et musicien de musique chaoui Abdelhamid Bouzaher et le comédien

Mohamed Adjaïmi. Lancé le 11 août dernier, le mois du patrimoine immatériel dédié au costume traditionnel aura été l'occasion de présenter une grande exposition au palais de la culture Moufidi-Zakaria et des expositions locales relayées par les réseaux sociaux dans le but de valoriser, préserver, développer et promouvoir ce legs.

Le programme de cette manifestation aura également vu la tenue de nombreuses rencontres et conférences virtuelles sur le thème du costume et sur la préservation du patrimoine immatériel.

## ROMAN - CONCOURS Sétif : le roman "El Kasr... siret daftar menssi", lauréat du prix Nibras de la créativité littéraire

Le roman "El Kasr... siret daftar menssi" de l'auteur Youcef Laichi Mimoun de la wilaya de Djelfa a remporté le prix Nibras de la créativité littéraire, a-t-on appris jeudi du président de l'association culturelle Nibras de Sétif.

Dans une déclaration à l'APS, Nabil Ghandoussi a précisé que cette récompense littéraire nationale, instituée à l'initiative de son association sous la houlette de la commune de Sétif au mois de février dernier, a recueilli 57 ouvrages de l'intérieur et de l'extérieur du pays durant une période de 5 mois et ce, jusqu'au 31 juillet 2020, précisant que 48

essais écrits par des auteurs algériens ont été retenus.

Après avoir lu avec minutie tous les ouvrages envoyés, le jury a tranché et sélectionné l'œuvre littéraire dont l'auteur s'est vu décerner le tout premier prix national de la créativité littéraire 2020.

Selon Nabil Ghandoussi, ce concours vise à faire connaître et encourager de nouveaux talents littéraires dans le domaine du roman, affirmant que le choix porté sur l'essai qui a été couronné de succès intervient après une évaluation rigoureuse et assistée de la part des membres du jury composé d'experts dans le

domaine issus de plusieurs universités du pays.

Il a ajouté, dans ce même contexte, que le jury a retenu dans un premier temps 10 romans avant d'établir un "short List" de 4 ouvrages à savoir "Hina yaktahil El Houb", de Abdelouahed Houari de Tlemcen, "104" de Ayacha Kebaili de Sétif, "Errihane" de Taha Bounini de la wilaya de Mascara ainsi que le roman "El Kasr... siret daftar menssi", lauréat de la première édition du prix Nibras 2020. Se déclinant sur 106 pages scindées en 9 chapitres, ce roman sociétal qui aborde le patrimoine et la religion à

travers le rôle spirituel et culturel des zaouias dans la région saharienne de Touat en plongeant le lecteur dans les tréfonds du désert, a séduit le jury qui a qualifié dans son rapport cet ouvrage d'essai prometteur se voulant une hymne au désert. Pour rappel, l'association Nibras de la commune de Sétif, organisatrice de cette manifestation culturelle va éditer le roman "El Kasr... siret daftar menssi" à ses frais et remettra un exemplaire à son auteur la veille de la commémoration du 66 anniversaire du déclenchement de la révolution du 1er novembre 1954.



# ETATS-UNIS - INTERNET - TECHNOLOGIES - TÉLÉCOMS Twitter renforce la sécurité de comptes de politiques et de journalistes

Twitter a annoncé jeudi s'appêter à renforcer la sécurité des comptes d'organisations et de personnalités politiques américaines, ainsi que ceux de journalistes et de médias, avant l'élection présidentielle de novembre et deux mois après un piratage spectaculaire sur la plateforme.

Les comptes concernés seront tenus d'utiliser un mot de passe robuste et encouragés à autoriser la double authentification, une méthode considérée comme plus sûre pour les usagers.

Twitter va également mettre en place un outil de réinitialisation du mot de passe par défaut pour empêcher des changements non voulus du moyen d'authentification.

D'autres changements sont prévus dans les prochaines semaines, dont une amélioration des moyens de détection des activités suspectes, un renforcement des protections des identifiants et une plus grande rapidité pour la restauration des comptes. Les comptes pour qui s'appliqueront ces mesures sont ceux des membres de l'exécutif et du Congrès américains, des gouverneurs et des secrétaires d'Etat ainsi que des responsables des campagnes présidentielles, des partis politiques et des candidats aux élections vérifiés par Twitter. Les



comptes des grandes organisations médiatiques américaines et des journalistes politiques vont aussi recevoir une notification les avertissant de ces changements.

Ces annonces interviennent dans un contexte d'inquiétude grandissante sur les tentatives de piratage de Twitter et d'autres réseaux

sociaux à environ un mois et demi de l'élection présidentielle américaine.

Mi-juillet, les comptes de nombreuses personnalités politiques américaines de premier plan, dont le candidat démocrate à la présidentielle Joe Biden et l'ancien président Barack Obama, avaient été ciblés par une cyberat-

taque. D'autres célébrités comme le patron de Tesla Elon Musk ou le fondateur de Microsoft Bill Gates avaient aussi été piratés.

Trois jeunes Américains, âgés de 17 à 22 ans, ont été inculpés pour cette attaque massive, qui leur aurait permis de récolter plus de 100.000 dollars en crypto-monnaie.

# ETATS-UNIS - IRAN - CRIMINALITÉ Washington sanctionne des groupes iraniens accusés de cybercriminalité

Les Etats-Unis ont annoncé jeudi des sanctions contre plusieurs entités iraniennes accusées de cybercriminalité.

"Aujourd'hui, les Etats-Unis sanctionnent le groupe iranien de cyber-menace Advanced Persistent Threat 39 (APT39), 45 personnes associées et une société écran, Rana Intelligence Company (Rana)", a indiqué le secrétaire d'état américain Mike Pompeo, dans un communiqué.

Le chef de la diplomatie américaine a accusé le ministère iranien du renseignement et de la sécurité (MOIS) de "suivre, pour le régime, les dissidents, les journalistes et les entreprises internationales", notant que "le MOIS a recruté des groupes de cyber-menaces, des sociétés écrans et des pirates informatiques, et a utilisé des logiciels malveillants pour cibler des civils et des entreprises innocents, et faire progresser le programme malveillant du régime dans le monde entier".

"Les cyberacteurs font progresser les objectifs de sécurité nationale iranienne et les objectifs stratégiques du MOIS en menant des attaques informatiques et des campagnes de logiciels malveillants contre des adversaires présumés, y compris des gouvernements étrangers et d'autres personnes que le MOIS considère comme une menace", a-t-il poursuivi.

APS

## PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA D'OU M EL BOUAGHI  
DAIRA DE DHALAA  
COMMUNE DE DHALAA  
N° IDENTIFICATION FISCALE : 098304119080916

### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles 65 et 82 du décret présidentiel N° : 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégations de service publics.

Le président de l'assemblée populaire communal

de DHALAA, Wilaya d'Oum El Bouaghi, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert avec exigence des capacités minimales N° : 01/2020 qui a été lancée dans le journal DK NEWS du : 18/08/2020 de l'attri-

bution provisoire de marché concernant le projet suivant :

**AMÉNAGEMENT CHEMIN RURAL MECHTATS BOUTEKHMA (CHEMAMMA : FEDJ ETTINE, BOUTEKHMA) SUR 5KMS ».**

L'Entrepreneur	N° d'identification fiscal	Délai d'exécution	Points de l'offre technique /100	Montant T.T.C	Observation
E.T.P.H Yahi Chakib	199025011222932	05 mois	80 points	15.466.430,00 DA	Moins disant

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° : 15-247 de l'09/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégations de service publics.

Les soumissionnaires qui s'opposent à ce jugement

DK NEWS

peuvent formuler leurs oppositions auprès de la commission des marchés de l'assemblée populaire communal dans un délai de dix (10) jours à partir de la parution de cet avis.

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connais-

sance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière, sont invités à se rapprocher du bureau des marchés, au plus tard **trois (3) jours** à compter du premier jour de la parution de cet avis.

Anep : 2025003274 du 20/09/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
EPE - ALGÉRIE TÉLÉCOM - SPA  
DIRECTION GÉNÉRALE  
NIF : 000216001808337  
DIVISION ACHATS, MOYENS & PATRIMOINE  
DIRECTION ADMINISTRATION DES MARCHÉS

### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°32/AT/DAMP/DAM/2020.

Un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales est lancé pour : **LA RÉALISATION D'INFRASTRUCTURE D'ACCUEIL, POSE ET RACCORDEMENT DES CÂBLES A FIBRES OPTIQUES DANS LA RÉGION DE BECHAR.**

Alger - Algérie

Contre le paiement, auprès de la banque BNA Agence 648 el Mohammadia (au niveau du siège de la Direction générale d'Algérie Télécom), d'un montant de cinq mille dinars algériens (5000,00 DA) non remboursables représentant les frais de documentation et de reprographie par versement au compte bancaire :

Compte en dinars N°001 00648 0300 000 001/42.

Présentation des offres :

Le dossier administratif (un (01) original et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD), l'offre technique (un (01) original et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD), l'offre financière (un (01) original et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD) sont insérées dans des enveloppes séparées et fermées, indiquant, sur chaque enveloppe, la dénomination de l'opérateur économique, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que, sur chaque pli correspondant la mention « dossier administratif », « offre technique », « offre financière ».

Le Trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant uniquement les mentions suivantes :

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°32/AT/DAMP/DAM/2020**

**LA RÉALISATION D'INFRASTRUCTURES D'ACCUEIL, POSE ET RACCORDEMENT DES CÂBLES A FIBRES OPTIQUES DANS LA RÉGION DE BECHAR « A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'ÉVALUATION DES OFFRES »**

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante : **Direction Administration Des Marchés Route Nationale n°5 cinq maisons Mohammadia - Alger - Algérie**

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble de pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.

La date limite de dépôt des offres est fixée à **quinze (15) jours de 08h00 à 14h00** à partir de la première date de parution du présent avis dans la presse nationale. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. Les soumissions qui parviennent après la date limite de dépôt des plis ne seront pas prises en considération. Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres technique et financières qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00mn à l'adresse précitée. Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de **Cent quatre-vingt (180) jours** à compter de la date limite de dépôt des plis.

Anep : 2016015036 du 20/09/2020

DK NEWS

# Programme de la soirée

**TF1 23:15**



**Black Panther**

Il y a des millions d'années une météorite de vibranium, un matériau très puissant, s'écrasait en Afrique, dans un endroit devenu depuis le Wakanda, un pays très puissant de la région. En 1992, à Oakland, en Californie, le roi T'Chaka du Wakanda est obligé de tuer au cours d'un affrontement son frère N'Jobu, dont les agissements mettent péril le pays. De nos jours, au Wakanda, après la mort de T'Chaka au cours d'un attentat, sa succession est organisée. Le prince T'Challa, héritier légitime, est défié par M'Baku, prince d'une autre tribu.

**France 2 21:05**



**Blade Runner 2049**

En 2049, longtemps après la chute de la Tyrell corporation rachetée par la société du milliardaire Niander Wallace, de nouvelles versions de répliquants, obéissants, ont été créés en série. Seulement, des anciens modèles, Nexus 8, sont toujours en activité. En Californie, l'agent K, un Blade Runner chargé de les retrouver et de les éliminer, s'occupe de l'un d'entre eux, Sapper Morton. C'est au cours de cette opération qu'il retrouve les restes des ossements, qu'il fait examiner au laboratoire de la police. Il découvre alors que la défunte était une répliquante, morte en couches.

**France 3 20:55**



**Les enquêtes de Murdoch**

Crabtree et Parker sont appelés pour régler une affaire de tapage nocturne. Sur place, ils découvrent que l'homme ayant organisé la réception, Owen Paxton, a été assassiné. Ses invités, tous des hommes ont pris la fuite. Les enquêteurs découvrent que Paxton était un fervent philatéliste. Le mobile du meurtre serait-il lié à certaines pièces rares et chères, de sa collection ou à son homosexualité ? De son côté, le docteur Odgen reçoit une patiente importante, femme d'un industriel fortuné.

**CANAL+ 20:45**



**Diego Maradona**

En juin 1984, au terme d'un transfert pharaonique et hautement médiatisé, le joueur argentin Diego Maradona quitte le FC Barcelone qui l'avait chèrement acquis, pour rejoindre l'équipe de la ville probablement la plus pauvre d'Italie et d'Europe, Naples. Le joueur, déjà connu pour ses talents prodigieux sur le terrain, mais aussi pour ses frasques, est accueilli comme le messie par les supporters du SSC Napoli. Les médias et observateurs sportifs du monde entier scrutent également de près les premiers pas du footballeur le plus célèbre du moment dans sa nouvelle équipe.

**6 20:35**



**Capital**

Devenir propriétaire est le rêve de 80 % des français. De plus, la période de confinement n'a fait qu'accroître cette envie et a agité comme un révélateur chez de nombreux français qui revoient aujourd'hui leurs priorités en matière d'habitat. Désormais, pour un Français sur trois, le jardin est une condition indispensable de l'achat d'un bien immobilier. Par ailleurs, beaucoup de ménages aspirent à davantage de calme et de tranquillité et souhaitent dorénavant quitter les grandes villes, trop étouffantes et devenues hors de prix, au profit de la campagne. Quitte à bouleverser considérablement leurs habitudes de vie...

## Jeux

### Samourai-Sudoku n°2555

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

8	5	7	6					3	
		2	7					1	
				5				2	6
		2	3		4	5			
	4				3				
5	1		8	7					
3	7		8						
4			2	9					
9			6	8	3	4			

4	9	3	7						5	
			5	9					1	
					8				3	4
			1	9		8	6			
			6			3				
		5	8	4	3					
		9	4			5				
		3					1	6	8	
							2	4	5	8

						8		5		
								9		
						3		4		

5	1	8	3			6		7	5	8	3	2				9	
		4	8			5				6	9					2	
				2		7	8				6				1	8	
			9	2		1	7				8	1			9	6	
		2			6						1				8		
7	8		1	3							8	3	6	4			
9	4			3							3	4		7			
6				8	4						6			3	5		
8				1	9	6	3				7			6	9	8	3

«Les jaloux détruisent ce qu'ils sont incapables de créer.»

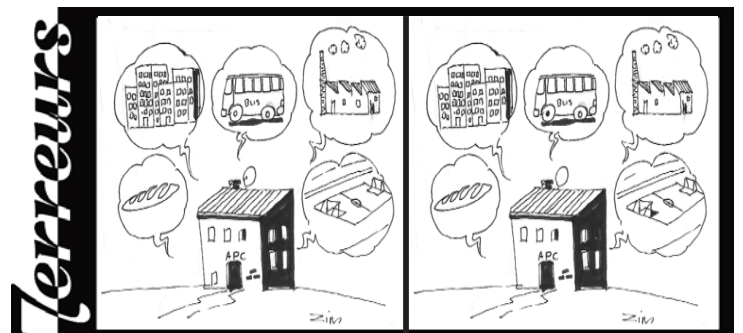
Paul Guth



### Mots croisés n°2555

- 1 - Grottesque
  - 2 - Tirerai profit
  - 3 - Dresser - Eclos - Élément de phrase
  - 4 - Cri d'aficionado - Qualité de perle - Célébra
  - 5 - Il vaut le titane - Respecterai
  - 6 - Direction - Parleur emplumé
  - 7 - Rayonnerai
  - 8 - Signaux de danger - Matériau de lingot
  - 9 - Yacht de course - Auto do - Hurlerai de charretier
  - 10 - Saison du tourisme - Mesureront exactement
- Horizontalement :**
- A - Fabricante de pantalons
  - B - Lieu de travail - De l'astate au labo
  - C - Bord de fleuve - Empreinte
  - D - Point dans le bleu - Grandes galères
  - E - Bien astiquée - Arme d'insecte
  - F - Crack - Posséder
  - G - Très fine - Touchés
  - H - Bison d'Europe - Pénurie
  - I - Soleil de pharaon - Fabriquerai
  - J - Chérira - Première en gamme
  - K - Préleva - Délicatesse
  - L - Possait un écusson - Il est petit pour la danse
- Verticalement :**

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



Zerreaux





## HAND/ MONDIAL-2021 (PRÉPARATION) Le Sept national en stage ce vendredi à Annaba

La sélection algérienne de handball (messieurs) effectuée à partir de ce vendredi soir, un stage préparatoire d'une dizaine de jours au Centre de regroupement des sportifs d'élite de Seraïdi (Annaba), en vue du mondial 2021 de handball, prévu du 13 au 31 janvier en Egypte, a indiqué la Fédération algérienne de handball (FAHB).

Sous la houlette du sélectionneur français Alain Portes, qui se trouve au pays depuis vendredi dernier, la délégation de la sélection nationale a fait une pause à Sétif pour prendre le déjeuner, selon des photos postées par l'instance fédérale.

Les joueurs de l'équipe nationale ont reçu la visite du directeur de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya de Sétif.

En vue de ce stage préparatoire, le premier depuis plusieurs mois en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), le coach national a fait appel à 19 joueurs, dont sept du GS Pétroliers. Tous les joueurs convoqués ont été soumis la semaine dernière à des tests de dépistage au Centre national de médecine du Sport (CNMS).

La sélection algérienne, absente lors des deux derniers mondiaux 2017 (France) et 2019 (Allemagne - Danemark) qui a hérité du groupe F, entamera le Mondial 2021 face à son homologue marocaine, le 14 janvier, puis islandaise lors de la deuxième journée, le 16 janvier, avant de conclure le tour préliminaire face au Portugal, le 18 janvier.

A l'occasion de cette 27e édition, qui se jouera pour la première fois en présence de 32 nations, les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront au tour principal, qui se jouera en quatre groupes de six équipes. Dès le tour principal, les deux équipes les mieux classées de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale à partir du 27 janvier. Les équipes qui n'atteindront pas le tour principal disputeront la Coupe du Président qui débutera le 20 janvier. Les matchs pour les médailles de bronze et d'or se joueront le 31 janvier au Cairo Stadium Sports Hall.

### Liste des joueurs retenus pour le stage :

Zemmouchi Yahia (OM Annaba), Bouchtit Hamuoudi (MM Batna), Benmeni Abdellah (GS Pétroliers), Chahbour Ryad (GSP), Hadidi Alaeddine (GSP), Ensaad Okba (CR Bordj Bou Arréridj), Zenadi Abdeldjalil (GSP), Saker Redouane (JSE Skikda), Arif Réda (GSP), Berkous Messaoud (GSP), Naim Zohir (JSE Skikda), Hammouche Abdennour (CR Bordj Bou Bordj), Griba Mohamed (CR Bordj Bou Arréridj), Lanani Skander (CR Bordj Bou Arréridj), Berriah Abderrahim (GSP), Bouzouli Youcef (OM Annaba), Boulahsa Ali (JSE Skikda), Kouri Mokhtar (MC Saïda), Oussama Bounedjah (MC Saïda).

## CYCLISME/ ALGÉRIE Une Coupe fédérale organisée bientôt à la nouvelle ville de Sidi Abdallah (FAC)

La fédération algérienne de cyclisme (FAC) a annoncé vendredi l'organisation "dès que possible" d'une Coupe fédérale, à la nouvelle ville de Sidi Abdallah (Alger), a annoncé l'instance fédérale dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

La même source précise que "cette Coupe fédérale sera organisée dès que possible et surtout après le feu vert des autorités par rapport à la pandémie de coronavirus (Covid-19)".

Pour débattre de l'organisation de cette compétition, "une séance de travail s'est tenue entre le président de la FAC Kheireddine Barbari, le directeur technique national (DYN) Réda Kahla et la wali déléguée de Sidi Abdallah Mme Houria Medahi, en présence de son chef de cabinet et son DJS".

A l'issue de cette rencontre, "la Wali déléguée s'est engagée à aider la fédération dans la mise en œuvre de cette compétition en mettant à sa disposition tous les moyens nécessaires pour une bonne compétition dans un cadre idéal à travers les grandes artères de la ville".

Enfin, la FAC va prendre en charge "l'aspect technique et organisationnel de cette coupe qui connaît certainement un grand succès au niveau de cette grande agglomération".

APS

## COA Abderrahmane Hammad prend ses fonctions à la tête du Comité olympique et sportif algérien

Abderrahmane Hammad a pris ses fonctions à la tête du Comité olympique et sportif algérien (COA), jeudi lors d'une cérémonie qui s'est déroulée au siège de l'instance olympique à Ben Aknoun (Alger).

Etaient notamment présents le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid-Ali Khaldi, la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite, Salima Soukri, des présidents de fédérations sportives nationales et les membres du bureau exécutif du COA.

"Je renouvelle mes vives remerciements aux membres de l'assemblée générale du COA pour la confiance placée dans ma modeste personne à la tête d'une institution sportive qui véhicule des valeurs de fraternité et de paix entre les acteurs du mouvement sportif.

Je veillerai à assurer tous les moyens nécessaires pour une meilleure préparation de nos athlètes en vue des JO de Tokyo", a déclaré le médaillé de bronze au saut en hauteur aux JO-2000 de Sydney dans une brève allocution.

Tout en remerciant le président par intérim, Mohamed Meridja, pour le travail accompli à la tête de l'instance olympique durant les quatre derniers mois, Hammad a appelé toutes les fédérations sportives à coopérer davantage pour répondre aux aspirations des sportifs qui s'apprêtent à participer aux différents tournois de qualification aux Jeux de To-



kyo, reportés à août 2021.

"Nous allons travailler en étroite collaboration avec les pouvoirs publics pour le bien des athlètes algériens qui aspirent à participer aux prochains Jeux Olympiques, mais aussi aux Jeux méditerranéens-2022 d'Oran.

C'est une opportunité qui s'ouvre à moi en tant que nouveau président du COA pour accompagner l'élite algérienne dans son processus de préparation", a-t-il dit.

De son côté, le ministre Khaldi a tenu à féliciter le nouveau président pour son élection à la tête de l'instance olympique lors d'une assemblée générale "qui a été organisée dans un climat serein".

"Je félicite Hammad pour son élection à la tête d'une institution qui a été

bouleversée pendant des années suite aux différends litigés déclenchés au sein du mouvement sportif algérien.

Les pouvoirs publics sont plus que jamais déterminés à bâtir une nouvelle relation basée sur l'aide, la complémentarité et une concertation stratégique", a déclaré Khaldi.

Le ministre a considéré que l'élection de Hammad pour le reste du mandat olympique 2017-2020 "ouvrirait une nouvelle page et un horizon prometteur basé sur l'unité et la stabilité dans la famille olympique et sportive, tout en mettant l'intérêt suprême du sport algérien devant toute considération".

Hammad a été élu samedi dernier 14e président du COA après avoir récolté 105 voix dont 60

représentant les fédérations olympiques, contre 32 pour Mabrouk Kerboua, ex-président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) et 5 pour Soumia Fergani, ancienne députée à l'Assemblée populaire nationale (APN) et première arbitre internationale de football.

L'ancien président du COA, athlète et patron de la Fédération algérienne de judo (FAJ), Sid-Ali Lebib s'était, quant à lui, retiré de la course.

Il est à rappeler qu'après la démission de Mustapha Berraf, entérinée le 12 mai dernier par le bureau exécutif, la présidence par intérim du COA avait été confiée, en application des statuts de l'instance, à Mohamed Meridja, 1er vice-président.

## SPORT MILITAIRE Le cyclisme bientôt relancé à Alger

Le Centre de regroupement et de préparation des équipes sportives militaires (CREPESM) s'apprête à relancer le cyclisme en prévision de la participation aux compétitions internationales pour honorer les couleurs nationales, a annoncé mercredi la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) sur sa page Facebook.

Une décision prise lors de la réunion tenue mercredi entre le directeur des sports militaires au ministère de la Défense nationale, le général Guerriche Omar, le directeur du CREPESM, le colonel Ghouini Ba Yazid, et le président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), Kheireddine Barbari.

Lors de la réunion, le président de la FAC a présenté un projet visant à restructurer l'élite sportive militaire à l'échelle nationale à la faveur de la création de trois (3) pôles de développement, dont un à Alger, un deuxième à Oran (deuxième région militaire) et un troisième à Constantine (cinquième région militaire).

A cet effet, la Fédération algérienne de cyclisme soumettra une liste de cyclistes sélectionnés selon leur niveau technique en vue d'une



première intégration au mois d'octobre avant celle prévue en février prochain au niveau des deuxième et cinquième régions militaires selon les mêmes critères.

Le général Guerriche a fait part de la volonté du ministère de la Défense nationale de promouvoir le cyclisme à l'instar des autres sports en mesure de porter haut l'emblème national dans les manifestations internationales, affirmant que tous les moyens étaient mis à la disposition de l'élite sportive. Par ailleurs, la Fédération s'est engagée à accompagner, du point de vue technique, les équipes mi-

litaires en vue de former, dans les meilleurs délais, une équipe militaire compétitive et organiser, l'année prochaine, le championnat national militaire.

A ce propos, M. Barbari, président de la FAC, s'est félicité des moyens importants mis à la disposition de l'élite nationale à l'instar des infrastructures militaires devant abriter les stages locaux.

La corporation des cyclistes s'engage à adhérer à ce projet et s'attèlera à hisser les couleurs nationales suivant le parcours de l'ancien militaire champion du monde, Abdelkader Chaabane, entre autres.



## CLASSEMENT FIFA L'Algérie se maintient à la 35e place

L'Algérie occupe toujours la 35e position au classement de la Fédération internationale de football (Fifa), selon l'édition du mois de septembre publiée jeudi par l'instance sur son site officiel et qui reste dominé par la Belgique.

Les "Verts", dont la dernière sortie remonte au mois de novembre 2019 à l'occasion des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, sont au pied du podium au niveau africain, devancés par les "Lions" du Sénégal (20es), les "Aigles de Carthage" de Tunisie (26es) et les "Super Eagles" du Nigeria (29es).

Le Zimbabwe, prochain adversaire de l'Algérie en qualifications de la CAN-2021 en novembre, est scotché à la 111e position.

Les deux autres concurrents des "Verts" dans le groupe H, la Zambie et le Botswana, sont logés respectivement aux 88e et 148e places.

Les prochaines dates Fifa en octobre constituent une occasion pour les sélections africaines de renouer avec la compétition dans le continent, suspendue depuis le mois de mars en raison de la pandémie de Covid-19.

Les hommes de Djamel Belmadi devraient disputer deux rencontres amicales en Europe contre des adversaires dont l'identité n'a pas été encore dévoilée par la Fédération algérienne.

Fait notable, c'est la première fois que trois pays



africains figurent dans le Top 30 du Classement FIFA, depuis l'édition de janvier 2018. En revanche, les sélections européennes ont repris le chemin des terrains à l'occasion des matchs de la Ligue des nations 2021.

Les 54 matchs européens qui se sont déroulés début septembre dans le cadre de la Ligue des nations de l'UEFA ont eu un impact immédiat sur le classement Fifa, resté figé depuis le 9 avril. Si le quatuor de tête - emmené par la Belgique,

suivi par la France, le Brésil et l'Angleterre - demeure inchangé, le Portugal (5e, +2) fait son apparition dans le Top-5 à la faveur de ses victoires face à la Croatie (8e, -2) et à la Suède (18e, -1). Autres progressions notables, l'Espagne (7e, +1), l'Italie (12e, +1), les Pays-Bas (13es, +1) et l'Allemagne (14e, +1) gagnent chacun une place dans la hiérarchie mondiale. Le Pays de Galles (21e, +2) grimpe lui de deux échelons mais reste aux portes du Top-20.

Sans jouer, l'Iran (30e,

+3) intègre le Top-30 en profitant des faux pas de la Serbie (31e, -2) et de la Turquie (32e, -3). Le prochain classement Fifa sera publié le 22 octobre 2020.

### Top-10 africain:

1. Sénégal (20e mondial)
2. Tunisie (26e)
3. Nigeria (29e)
4. Algérie (35e)
5. Maroc (43e)
6. Egypte (51e)
7. Cameroun (53e)
8. Mali (57e)
9. RD Congo (57e)
10. Burkina Faso (50e)

## FIFA

### Infantino : «Plus jamais nous n'aurons de corruption dans le football»

Le président de la FIFA Gianni Infantino, cible depuis fin juillet d'une enquête en Suisse, a défendu vendredi son combat "contre la corruption" dans le football, estimant avoir restauré l'intégrité de l'instance après une vague de scandales.

"Plus jamais nous n'aurons de corruption dans le football (...) Nous l'avons exclue et nous ne la laisserons pas revenir", a promis le Valaisan, en ouverture du 70e Congrès de la FIFA tenu par visioconférence avec les délégués des 211 fédérations membres.

Offensif, il a spontanément évoqué la procédure qui le vise depuis le 30 juillet en raison de trois rencontres secrètes avec l'ex-procureur général helvétique, alors chargé d'instruire une série d'enquêtes visant principa-

lement d'anciens responsables de la FIFA.

"Ce sont des rencontres qui voulaient tendre à montrer que la nouvelle FIFA était à mille lieues de l'ancienne", une instance "victime de fonctionnaires corrompus", a lancé M. Infantino, allusion à l'équipe de son prédécesseur Sepp Blatter, évincé en 2015. "Pourquoi donc ai-je rencontré le procureur général? Parce que c'était mon obligation (...). Je voulais libérer



la FIFA des ombres du passé et je veux toujours le faire", a-t-il martelé, après s'être une première fois expliqué en août dans une lettre aux fédérations.

## LIGUE 1 (AFFAIRE PRINCE IBARA)

### La FIFA lève l'interdiction de recrutement infligée à l'USM Alger

La Fédération internationale de football (FIFA) a levé vendredi l'interdiction de recrutement infligée à l'USM Alger pour les trois prochaines périodes d'enregistrement, suite à la régularisation de la situation financière de son ex-attaquant congolais, Prince Ibara, a annoncé vendredi le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne dans un communiqué.

"Nous avons reçu une notification de la part de la

FIFA concernant la levée d'interdiction de recrutement.

En effet, suite à la régularisation des paiements concernant le joueur Prince Ibara, la FIFA acte la levée d'interdiction de recrutement", a indiqué le club algérois sur sa page officielle Facebook.

Après avoir quitté l'USMA l'an dernier, pour rejoindre le club de deuxième division belge, K Beerschot VA, Ibara s'était plaint auprès de la

FIFA, en réclamant une indemnité, comportant à la fois ses arriérés, ainsi qu'un dédommagement pour "licenciement abusif".

La commission du statut du joueur de l'instance mondiale avait donné gain de cause à l'international congolais, en sommant le club algérois de lui verser 200.000 euros.

Une décision assortie d'une date butoir, fixée au 6 juillet 2020.

Cependant, le club n'a

pas payé cette somme avant la date limite, ce qui a poussé la FIFA à prononcer l'interdiction de recrutement pour les trois prochaines périodes d'enregistrement.

Ibara (24 ans) qui avait porté les couleurs de l'USMA pour une saison (2018-2019), était convoité cet été par le MC Alger avec lequel il a signé un engagement, avant de rejoindre le club azerbaïdjanais Neftçi Bakou à titre de prêt.

## OGC NICE

### Boudaoui reprend le travail individuel

L'international algérien de l'OGC Nice, Hicham Boudaoui, éloigné des terrains depuis début août à cause d'une blessure au genou, a repris le travail individuel sur le terrain mais n'est pas encore opérationnel, à 48 heures du choc contre le Paris Saint-Germain, dimanche à 12h00 dans le cadre de la 4e journée du championnat de France de Ligue 1. "Hicham reprend le travail individuel sur le terrain, a expliqué Patrick Vieira en conférence de presse. Il y a une progression au niveau de sa blessure, il va falloir augmenter le volume (de travail) pour voir comment son genou va réagir. Il est trop tôt pour fixer une date de retour".

L'ancien joueur du Paradou AC avait été victime d'une lésion méniscale, lors du match amical disputé contre les Slovaques du FK DAC 1904 (6-0) le 4 août, en marge du stage d'intersaison effectué en Autriche.

L'OGC Nice occupe la septième place du classement du championnat de France avec 6 points récoltés grâce aux succès devant respectivement Lens (2-1) et Strasbourg (2-0) contre une défaite face à Montpellier (1-3).

## ALGÉRIE (QUALIFICATIONS CAN U17 ET U20)

### Les sélections nationales en stage à partir du 25 septembre

Les sélections nationales de football des moins de 17 ans (U17) et des moins de 20 ans (U20), entreront en stage à partir du vendredi 25 septembre respectivement à l'Académie de Khemis-Meliana (Aïn Defla) et au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en vue des tournois de l'Union nord-africaine de football (UNAF), qualificatifs à la Coupe d'Afrique des nations CAN de ces deux catégories, a appris l'APS vendredi auprès d'une source autorisée.

Pour aborder la reprise des entraînements, après six mois d'inactivité causée par la pandémie de coronavirus (Covid-19), le président de la fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi, s'est réuni jeudi au CTN de Sidi Moussa, avec les membres des staffs des deux sélections, en présence notamment du Directeur technique national (DTN) Ameur Chafik, du président de la Commission médicale fédérale, le Dr Djamel-Eddine Damerdjil.

"Après cette longue période d'hibernation, il est temps que l'activité de nos sélections et de nos Académies reprennent. Nous espérons que cette reprise soit effectuée dans le respect total des mesures sanitaires. Aujourd'hui, nous ne pourrions pas imaginer une séance d'entraînement ou un regroupement sans intégrer ce nouveau paramètre (protocole sanitaire, ndr) qui nous est imposé. Cela y va de la santé de nos enfants et de toute la population pour faire face à ce virus qui est assez virulent dans sa force de contamination.

Notre devoir en tant que Fédération est de prendre toutes les mesures sanitaires, chacun doit faire l'effort nécessaire et se documenter pour respecter ce protocole", a indiqué le patron de la FAF à l'encontre des présents au cours de cette réunion, dans une vidéo diffusée jeudi soir sur le site officielle de l'instance fédérale.

Le tournoi UNAF des U17 se déroulera avant la fin de l'année en Algérie, alors que celui des U20 se jouera en Tunisie ou au Maroc. La phase finale de la CAN des U17 ans se déroulera en mars 2021 Maroc, et celle des U20 aura lieu en Mauritanie en février de la même année.

## CR BELOUZDAD Décès de l'ancien international Achour

L'ancien international algérien des années 1960 et 1970, Louahdi Habib, dit Achour, est décédé jeudi à Alger à l'âge de 82 ans des suites d'une longue maladie, a appris l'APS auprès de ses anciens coéquipiers.

Joueur emblématique du CR Belcourt (Belouizdad actuellement), venu du club voisin l'OM Ruisseau en 1963, celui que l'on surnommait "Monsieur centre en retrait" possédait une pointe de vitesse exceptionnelle et un crochet gauche en pleine vitesse que peu maîtrisaient.

Doté d'une frappe précise et puissante, il aura formé avec le défunt Ahcène Lalmas une paire mythique, que ce soit en club ou en sélection algérienne où il fut titulaire durant cinq bonnes années.

Après une riche carrière avec le CRB, ponctuée de plusieurs titres dont deux doublés (coupe-championnat) et un triplé (championnat-coupe d'Algérie-championnat maghrébin) aux côtés des Chennens, Khalem et Abrouk, il a raccroché les crampons à 34 ans et sa retraite coïncida étonnamment avec la fin de l'ère du "Grand Chabab".

En équipe nationale, l'ailier gauche avait été sélectionné à 33 reprises, inscrivant 8 buts dont le premier de l'Algérie dans l'histoire de la Coupe d'Afrique des nations, le 5 février 1968 à Bamako contre le Mali pour le compte des éliminatoires de la CAN-1968 en Ethiopie.

Outre la phase finale de ladite CAN, Achour a disputé les Jeux méditerranéens-1967 à Tunis. Le défunt sera inhumé vendredi au cimetière de Garidi (Alger).

## DIVISION NATIONALE AMATEUR (OUEST) Le SCM Oran affiche ses ambitions

Le SCM Oran, qui n'a pas profité du changement du système pyramidal de la compétition pour accéder en Ligue 2 de football la saison passée, entend rectifier le tir durant le nouvel exercice, a indiqué jeudi son président Cheraka Benaïssa.

"Nous sommes en train de préparer convenablement le prochain exercice, en mettant en place une bonne équipe qui sera capable de disputer l'une des cartes donnant accès à la Ligue 2", a déclaré le boss oranais à l'APS. Des changements notables sont prévus dans l'effectif des gars de "Medioni" qui seront entraînés la saison prochaine par Zakaria Djebbour, lequel succède à l'ancien attaquant international, Fawzi Moussouni, dont le passage à Oran fut éphémère.

Outre l'engagement d'un nouveau coach, le président du SCMO s'est montré actif sur le marché des transferts en faisant signer jusque-là pas moins de sept nouveaux joueurs, a-t-il fait savoir, assurant au passage que "l'opération de recrutement se poursuit toujours". Et pour atteindre son objectif, le patron de la vieille formation de la capitale de l'Ouest a appelé les supporters à "se mobiliser derrière leur équipe", mettant en valeur le nouvel acquis du club qui vient de récupérer son ancien siège, sis au quartier de "Medioni", après avoir été "squatté" pendant plusieurs années.

"Désormais, nous disposons d'un toit qui rassemble toutes les composantes de la famille du club. C'est un acquis très important qui va nous aider à restructurer notre formation", a-t-il souligné, souhaitant un apport "plus considérable" de la part des autorités locales, après avoir bénéficié la saison passée et pour la première fois depuis plusieurs années d'une subvention de l'ordre de trois millions de dinars de la part de l'Assemblée populaire de wilaya, a-t-il précisé.

APS

## LIGUE 1 (USM ALGER) L'entraîneur Ciccolini attendu dimanche à bord d'un vol spécial

Le nouvel entraîneur français de l'USM Alger, François Ciccolini, ralliera dimanche Alger en compagnie des nouvelles recrues et des membres du staff technique, à bord d'un avion spécial affrété par le club, a annoncé vendredi le pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football.

"L'arrivée des joueurs et du staff technique est prévue le dimanche 20 septembre et coïncidera avec la date de la reprise des entraînements dès 8h30 du matin. Ils seront confinés à l'hôtel "Mazafran" selon le protocole sanitaire en vigueur. Pour le reste de l'équipe, la première semaine sera consacrée aux tests médicaux", a indiqué l'USMA sur sa page officielle Facebook.

Ciccolini (58 ans) a été désigné nouvel entraîneur de l'USMA le 5 août dernier, en remplacement de Mounir Zeghdoud, dont le contrat n'a pas été prolongé.

Le technicien corse sera secondé dans sa mission par Benaraïbi Bouziane (entraîneur-adjoint), alors que le poste d'entraîneur des gardiens a été confié à l'ancien portier international Mohamed Benhamou.

Le préparateur physique étant le Français Nicolas Baup. "L'avion affrété sera à



la charge du club, avec l'accord bien évidemment des autorités. Dans le cadre de la solidarité entre clubs, nous avons accepté, après accord d'Achour Djelloul (président du conseil d'administration, ndlr) de transporter des membres appartenant aux CR Belouizdad, MC Oran et

MC Alger," a indiqué le directeur sportif de l'USMA, Antar Yahia, sur les ondes de la radio nationale. Dans son communiqué, le club algérois précise que "Ciccolini prendra en charge et à distance, le planning des tests, la programmation de la préparation et sera en contact

permanent avec le staff médical". Après leur sortie de quarantaine, les confinés rejoindront le reste de l'effectif pour un stage prévu du 11 au 25 octobre à Mostaganem, avec au menu des matchs amicaux contre des adversaires dont l'identité sera dévoilée "dès que possible".

## Belaïli en route vers Al-Ahly du Caire

L'ailier international algérien Youcef Belaïli, en rupture de ban avec Al-Ahly Djeddah (Div.1 saoudienne de football), devrait s'engager prochainement avec le club égyptien d'Al-Ahly du Caire, a rapporté jeudi soir le site spécialisé Goal.

Convoité par les deux autres formations égyptiennes, le Zamalek et Pyramids, Belaïli se rapproche de plus en plus d'Al-Ahly, après l'accord conclu entre le président du Conseil d'administration Mahmoud Al-Khatib et la direction saoudienne.

Le club égyptien voulait dans un premier temps engager Belaïli (28 ans)

à titre de prêt, avant d'essayer un refus des Saoudiens qui veulent le céder définitivement, sur demande de l'entraîneur croate Vladan Milojevic, contre un chèque de 4 millions de dollars, précise la même source.

Pour rappel, l'ancien joueur de l'ES Tunis est entré en conflit avec sa direction suite à son refus de rallier l'Arabie saoudite pour reprendre les entraînements.

En compagnie de son coéquipier en équipe nationale, Djamel-Eddine Benlameri, qui a résilié son contrat avec Al-Shabab (Div.1 saoudienne), Belaïli n'était pas au rendez-vous le

19 août à l'aéroport international d'Alger, pour son vol spécial de rapatriement.

Une attitude qui a irrité les dirigeants des deux clubs saoudiens.

Le manager général du club saoudien Tarek Kial a récemment critiqué Belaïli, soulignant qu'il n'était "pas sérieux" dans son comportement : "Le dossier de Belaïli est assez compliqué, le joueur n'est pas sérieux, même l'entraîneur m'a dit la même chose.

Nous ne voulons pas d'un joueur qui joue avec son nom seulement, nous voulons un élément combattif sur le terrain".

## ANGLETERRE - TRANSFERTS

### Hodgson : «Benrahma n'est pas la priorité de Crystal Palace»

L'entraîneur de Crystal Palace (Premier League anglaise de football), Roy Hodgson a indiqué que le recrutement de l'attaquant international algérien de Brentford (Div.2 anglaise) Saïd Benrahma, n'était pas une priorité pour le club, soulignant que son éventuelle arrivée dépendrait "totale-ment" du prix de cession.

"Pour le moment, le recrutement de Benrahma n'est pas quelque chose dont nous avons longuement discuté.

L'intérêt que nous aurions pour lui dépendrait totalement du prix, il n'est pas notre priorité.

Notre priorité est que nous cherchons toujours un attaquant, mais je ne pourrais pas vous dire combien d'argent nous mettrons.

Nous savons que Benrahma est un bon joueur, parce qu'il l'a montré au

cours des deux dernières saisons", a indiqué Hodgson lors d'une conférence de presse tenue jeudi, avant le match en déplacement face à Manchester United samedi (17h30 algériennes), comptant pour la 1re journée du championnat. Benrahma (25 ans) a été époustouffant lors du précédent exercice en marquant 17 buts et délivrant neuf passes décisives en 43 matchs, lui qui avait rejoint Brentford en 2018 en provenance de l'OGC Nice (Ligue 1/France) pour un contrat de quatre ans.

"Je n'ai pas l'intention de m'impliquer dans la discussion de ses qualités.

Nous verrons ce qui se passe, c'est un joueur dont le nom a été cité, évidemment un joueur que nous connaissons, mais il va falloir qu'il se passe beaucoup de choses avant un deal concret.

Un transfert peut être pos-



sible", a-t-il néanmoins ajouté.

Selon le tabloïd anglais The Sun, Crystal Palace serait prêt à mettre 20 millions de livres (21 millions d'euros) pour s'attacher les services de Benrahma.

La piste de Crystal Palace,

même si elle est la plus sérieuse pour l'instant, n'est pas par contre la seule, puisqu'Aston Villa et West Ham, deux clubs de Premier League, suivent de près le joueur algérien qui détient trois sélections avec les "Verts".



CHELSEA

Frank Lampard dithyrambique envers Thiago Silva

C'était l'un des gros coups du mercato ! Très dépensier sur le marché des transferts, Chelsea a cassé sa tirelire pour attirer notamment Hakim Ziyech, Timo Werner, Kai Havertz ou encore Ben Chilwell, mais a aussi su se montrer malin. En effet, les Blues ont réussi à récupérer Thiago Silva, l'ancien capitaine du PSG, gratuitement alors qu'il arrivait à terme de son contrat. Une réussite dont se félicite Frank Lampard, son nouvel entraîneur, qui n'a pas hésité à couvrir de louanges son nouveau défenseur central désormais âgé de 35 ans.



Pirlo pessimiste pour Suárez

Il par rattier la Juventus d'ici la fin du mercato ? Si le transfert pouvait sembler en bonne voie, Andrea Pirlo n'est pas très optimiste. « Luis Suárez ? Cela prend beaucoup de temps pour son passeport, a révélé le nouvel entraîneur de la Vieille Dame ce samedi, en conférence de presse. Faire de lui l'avant-centre de la Juventus est difficile. »

Les Bianconeri devront dans tous les cas faire sans lui, contre la Sampdoria. Une première contre un habitué des bancs de Serie A, Pirlo s'appretant à défier Ranieri. « Je m'attends à un match difficile, nous connaissons Ranieri : c'est un très bon entraîneur, et il l'a montré au cours de sa longue carrière, a-t-il reconnu. Nous allons essayer de trouver de la place pour attaquer, contre cette Sampdoria. »

FC BARCELONE

Riqui Puig invité à partir par Ronald Koeman !

Absent du groupe pour le Trophée Joan Gamper, Riqui Puig a été écarté par son entraîneur Ronald Koeman. Pire, le milieu de terrain n'entre pas dans les plans du Néerlandais et va devoir chercher un autre club pour rebondir.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le FC Barcelone vit un été agité. Avec les départs d'Eric Abidal et Quique Setien, l'arrivée sur le banc de Ronald Koeman et les mouvements du mercato, les dirigeants blaugranas ont du boulot, sans oublier le feuilleton Lionel Messi qui a finalement pris fin puisque l'Argentin va rester cette saison.

Alors que l'entraîneur néerlandais attend encore quelques recrues, l'actualité concerne un peu plus les futurs départs, notamment ceux d'Arturo Vidal et Luis Suárez. Mais le quart de finaliste de la dernière édition de la Ligue des Champions (élimination contre le Bayern Munich, 2-8) va avoir un autre dossier inattendu à gérer dans les prochains jours.

Ce samedi midi, la radio catalane RAC1 avance en effet que Ronald Koeman a pris une décision forte pour Riqui Puig. L'ancien sélectionneur des Pays-Bas a tout simplement expliqué à la pépite du Barça qu'il ne comptait pas sur lui cette saison ! Une décision surprise concernant le joueur de 21 ans, auteur de treize apparitions en Liga la saison passée et de performances intéressantes, notamment lors du retour des compétitions en juin. Alors que le Barça doit défier Elche ce samedi soir pour le Trophée Joan Gamper, Ronald Koeman avait pris la décision de ne pas convoquer Riqui Puig. Ce dernier a d'ailleurs été invité par son entraîneur à se trouver une porte de sortie, toujours selon le média espagnol. La révolution n'est donc pas terminée en Catalogne.



Sur le départ du Barça et parti ces derniers jours dans la Botte passer un examen d'italien pour obtenir son passeport, Luis Suárez finira-t-

REAL MADRID Les adieux de Zinedine Zidane à Gareth Bale

Dans les prochains jours, Gareth Bale devrait enfin quitter le Real Madrid et revenir à Tottenham, club duquel il était parti en 2013 après un feuilleton conséquent. Depuis, le Gallois est devenu indésirable à Madrid, et l'écurie de Liga cherchait à s'en débarrasser par tous les moyens. Ce sera chose faite avec ce prêt chez les Spurs, et Sergio Reguilón accompagnera d'ailleurs le numéro 11 à Londres. Et forcément, Zinedine Zidane, à qui on prête une mauvaise relation avec l'ailier, a été interrogé à ce sujet en conférence de presse. « Ça ne me dérange pas qu'on dise qu'il parte à cause de moi parce que ce n'est pas le cas, c'est plus compliqué que ça. Ce que je peux dire, c'est que nous n'avons eu aucun problème. Personne ne peut lui enlever ce qu'il a fait au Real Madrid. Je lui souhaite le meilleur. Je n'ai pas parlé avec lui. Il ne faut pas mettre en doute ce qu'il a fait ici, il a été phénoménal, il a beaucoup gagné et a prouvé qu'il avait des qualités », a confié le Français.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication Abdelmajid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00» FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

## PRÉSIDENTE

### Le Président Tebboune préside aujourd'hui la réunion périodique du Conseil des ministres

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune présidera, dimanche, la réunion périodique du Conseil des ministres, a indiqué samedi un communiqué de la Présidence de la République.

"Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, présidera demain dimanche 20 septembre 2020 la réunion périodique du Conseil des ministres", a-t-on précisé de même source. Cette réunion, qui se tiendra au siège de la Présidence de la République, sera consacrée à "l'examen de nombre de dossiers relatifs aux secteurs des Mines, de la Santé, des Finances et de l'Agriculture", a conclu le communiqué.



### Le Président Tebboune installe la Commission nationale chargée du projet de révision du code électoral

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a installé samedi les membres de la Commission nationale chargée d'élaborer le projet de révision de la loi organique relative au régime électoral. La Commission est composée d'un représentant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement urbain, et de sept professeurs en droit

issus des universités d'Alger, Tizi Ouzou, Sétif, Oran, Tlemcen, Sidi Belabbes et du Centre universitaire de Tipaza. Cette instance est présidée par M. Ahmed Laraba, professeur universitaire et membre de la Commission du droit international à l'ONU, tandis que Walid Lagoune occupera le poste de rapporteur. La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège de la prési-

dence en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, du Directeur de cabinet à la Présidence de la République, Noureddine Baghdad Daidj, du ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoud, du ministre conseiller de la Communication, porte parole officiel de la Présidence de la République, Belaid Mohand Oussaïd, du conseiller près le Président de la République,

chargé des Affaires juridiques et judiciaires, Boualem Boualem. Dans une déclaration à la presse à l'issue de la cérémonie d'installation, le président de la Commission, Ahmed Laraba a réitéré, en son nom et au nom de la Commission, ses remerciements au Président Tebboune "pour la confiance placée en sa personne".

## ARMÉE

### M. Chanegriha installe officiellement le Général-Major Hadj Laaroussi Djamel dans ses fonctions de Commandant de la 2<sup>ème</sup> Région militaire

Le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a installé officiellement, samedi, le Général-Major Hadj Laaroussi Djamel, dans les fonctions de Commandant de la 2<sup>ème</sup> Région militaire, en remplacement du défunt Général-Major Souab Meftah, a indiqué le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

"Au nom de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément au Décret présidentiel du 13 septembre 2020, j'installe officiellement le Général-Major Hadj Laaroussi Djamel, dans les fonctions de Commandant de la 2<sup>ème</sup> Région militaire, en remplacement du défunt Général-Major Souab Meftah", a-t-il déclaré lors de cérémonie, cité dans le communiqué. "A cet effet, je vous ordonne de travailler sous son autorité et d'exécuter ses ordres et instructions dans l'intérêt du service, conformément au règlement militaire et aux lois de la République en vigueur, et par fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre Glorieuse Révolution. Qu'Allah nous prête assistance", a-t-il ajouté à l'adresse des cadres et personnels de la Région présents lors de la cérémonie d'installation. M.Chanegriha a supervisé, ensuite, la cérémonie de passation de l'emblème national. Après la signature du Procès-verbal de passation de pouvoir, le Général de Corps d'Armée a tenu une rencontre avec le Commandement, les cadres et les personnels de la Région, au début de laquelle il a demandé à l'audience d'observer une minute de silence, à la mémoire du défunt le Général-Major Souab Meftah.

Il a prononcé, à l'occasion, une allocution d'orientation, diffusée par visioconférence à travers toutes les unités de la Région, lors de laquelle il a indiqué que l'Algérie s'approprie, dans les semaines à venir, à organiser le référendum sur la Constitution en date du 1<sup>er</sup> novembre prochain.

"Il m'appartient d'indiquer en cette occasion, alors que nous nous approchons d'une échéance électorale capitale, à savoir le référendum populaire sur le projet de la nouvelle Constitution, prévu pour le 1<sup>er</sup> novembre prochain, ce que rendez-vous électoral constitue une étape cruciale dans le processus visant à tracer les repères du nouvel Etat algérien, comme l'a promis Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, lors de sa campagne électorale", a-t-il déclaré. Le Chef d'Etat-Major de l'ANP a rappelé, à l'occasion, que l'organisation de ce référendum vise à "concrétiser les attentes légitimes des générations de l'indépendance, qui ont exprimé en toute spontanéité et avec une clarté totale, leurs espoirs de bâtir une Algérie nouvelle, Etat de droit, érigée sur de solides fondements, dont la justice, l'équité et l'égalité des chances entre les enfants de la même patrie seraient les piliers, et où l'on aspire, avant chose, à l'intérêt suprême de la patrie".

Il a affirmé, à ce titre, que "le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire, fournira tous les efforts nécessaires afin de faire de cette étape cruciale une totale réussite, en soutenant entièrement les démarches des institutions de l'Etat, visant à atteindre de nouveau la renaissance et le progrès de l'Algérie,

grâce au plus dévoués et intègres parmi ses fils, en particulier les jeunes qui sont l'atout de la nation, en tout temps".

"Ces jeunes, en qui nous percevons un présage de bon augure pour le présent et le futur du pays, seront à la hauteur de la lourde responsabilité et des défis rencontrés, et suivront les pas de leurs valeureux ancêtres, qui ont sacrifié ce qu'ils avaient de plus cher pour la gloire de l'Algérie", a-t-il ajouté.

Ace titre précisément, a-t-il poursuivi, "j'ai donné des instructions strictes à l'ensemble des composantes de l'Armée nationale populaire et des services de sécurité, sur la nécessité de faire preuve des plus hauts degrés de vigilance et de disponibilité, et de veiller à la sécurisation globale et totale de ce référendum, afin de permettre aux citoyens, à travers tout le pays, d'accomplir leur droit et devoir électoral dans un climat de sérénité et de quiétude et ce, dans le cadre de l'immense responsabilité nationale que nous nous engageons à assumer, afin de préserver la sécurité et la stabilité de notre pays, qui mérite que nous le défendions aujourd'hui et chaque jour, en toutes circonstances, quelles qu'en soient les sacrifices".

Le Général de Corps d'Armée a abordé, à l'occasion, le programme de préparation des forces pour la nouvelle année 2020-2021, qui doit être exécuté de manière globale et exemplaire, en sus de la nécessité de procéder à une évaluation correcte et objective des travaux inhérents qui ont été réalisés, lors de l'exécution du programme de préparation au combat de l'année précédente 2019-2020. "Je tiens à souligner, alors que nous apprêtons à entamer le programme de préparations des forces pour la nouvelle année 2020-2021, la nécessité de procéder à une évaluation correcte et objective des travaux inhérents qui ont été réalisés, lors de l'exécution du programme de préparation au combat de l'année précédente 2019-2020, ainsi que sur le souci d'exécuter de manière globale le contenu de la Directive de préparation des forces pour l'année 2020-2021", a-t-il affirmé.

Il a soutenu, à ce propos, que "le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire veille scrupuleusement à garantir le plus haut niveau de disponibilité et que la préparation et l'instruction de nos forces armées soient exécutées d'une manière exemplaire, à travers le respect total de toutes leurs étapes, afin que nos forces armées détiennent, en permanence, les rênes de l'accomplissement de leurs missions constitutionnelles, ce que requiert nécessairement que tout le monde, chacun dans la limite de ses prérogatives et le niveau de ses responsabilités, veille à l'application stricte du programme de préparation au combat de différentes composantes du Corps de Bataille". A la fin de la rencontre, le Général de Corps d'Armée a suivi les interventions des cadres et personnels de la Région et a écouté leurs préoccupations. Auparavant, le Chef d'Etat-Major de l'ANP a observé un instant de recueillement à la mémoire du défunt Moudjahid "Boudjenane Ahmed, dit Si Abbas" dont le siège du Commandement de la Région porte le nom, en déposant une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de citer la Fatiha à sa mémoire et à celle de nos valeureux Chouhada.

## CORPS DIPLOMATIQUE

### Le Président Tebboune opère un mouvement partiel

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a opéré, jeudi, un mouvement partiel dans le corps diplomatique, ayant concerné certaines ambassades en Europe et en Afrique, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune a opéré, jeudi, un mouvement partiel dans le corps diplomatique ayant concerné certaines ambassades en Europe et en Afrique, en vertu duquel il a été procédé à la nomination des Messieurs: - Lazhar Soualem, Directeur général des relations multipartites au ministère des Affaires étrangères, nommé Ambassadeur, représentant permanent de l'Algérie auprès du bureau des Nations Unies à Genève.

- Mohamed Hannache, Directeur général "Europe" au ministère des Affaires étrangères, nommé Ambassadeur d'Algérie en Belgique et son représentant permanent auprès de l'Union européenne (UE).

- Salah Labdioui, Ambassadeur d'Algérie en France, nommé Ambassadeur d'Algérie en Suisse.

- Antar Daoud, Ambassadeur d'Algérie à Libreville (Gabon), nommé Ambassadeur d'Algérie en France.

- Abdelhak Aissaoui, Chargé d'études et de synthèse auprès du Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, nommé Ambassadeur d'Algérie au Gabon. Les nouveaux ambassadeurs prendront leurs fonctions une fois les procédures en vigueur finalisées.

### DÉCÈS DU SOCIOLOGUE ET HISTORIEN ABDELMADJID MERDACI Le Président Tebboune présente ses condoléances à sa famille

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé vendredi un message de condoléances à la famille de l'historien et chercheur Abdelmadjid Merdaci, décédé jeudi à l'âge de 75 ans, dans lequel il a salué les contributions du défunt dans l'enrichissement de la pensée et de l'histoire, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Suite au décès du chercheur et historien Abdelmadjid Merdaci, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de condoléance à la famille du défunt, dans lequel il a salué les contributions de l'éminent professeur universitaire dans l'enrichissement de la pensée et de l'histoire, priant Dieu Tout-Puissant de l'accueillir dans Son vaste paradis et d'assister les siens en cette épreuve", précise le communiqué.



### JUSTICE - AFFAIRE ALI HADDAD Le parquet général ouvre une information judiciaire sur le transfert de 10 millions de dollars

Une information judiciaire relative à l'affaire de transaction de 10 millions de dollars transférés au profit d'un cabinet de lobbying a été ouverte par le parquet de Sidi M'Hamed dans le cadre de l'affaire Ali Haddad, a annoncé samedi le parquet général près la Cour d'Alger. "Dans le cadre de l'affaire Haddad Ali relative à la transaction de 10 millions de dollars transférés au profit d'un cabinet de lobbying, une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Sidi M'Hamed contre le sus-indiqué ainsi que la dénommée Sabrina Ben", a précisé le communiqué. Selon la même source, "le juge d'instruction en charge de ce dossier a décerné des commissions rogatoires". Début août, le parquet général près la Cour d'Alger a annoncé l'ouverture d'une enquête préliminaire suite aux informations relayées par certains titres nationaux au sujet d'un contrat conclu par des représentants du prévenu Haddad Ali avec une société américaine d'un montant de 10 millions de dollars. L'enquête préliminaire ouverte conformément aux dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, vise à "déterminer les circonstances de conclusion de ce marché et en définir le véritable objectif", a précisé le parquet d'Alger dans un communiqué.